NOVEMBRE 2019

À CONTRE-COURANT

ACTION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE FACE AUX GROUPES ANTI-DROITS

CIVICUS

À PROPOS DE CE RAPPORT

Ce rapport a été rédigé par et pour la société civile, sur la base des opinions et des points de vue de plusieurs membres et partenaires de CIVICUS, et s'appuie sur les sources suivantes:

- Des entretiens avec 39 activistes de la société civile, dirigeants, experts et partenaires, réalisés entre 2017 et 2019.
- Une enquête auprès des membres de CIVICUS, avec 903 réponses valables provenant de 115 pays de toutes les régions du monde, réalisée en septembre 2019.
- 10 dialogues de la société civile rassemblant plus de 400 praticiens de la société civile, organisés au Brésil, en Colombie, au Costa Rica, en République Démocratique du Congo, au Kenya, au Malawi, au Mexique, au Nigeria, en Tanzanie et aux États-Unis, entre les membres de CIVICUS et le Secrétariat de CIVICUS entre juillet et septembre 2019.
- Un projet de recherche collaborative sur les acteurs non étatiques et l'espace civique, basé sur plus de 150 heures d'entretiens avec des activistes, entrepris par CIVICUS et le Ministère Néerlandais des Affaires Étrangères en 2019.
- Des publications du CIVICUS Monitor de 2018 et 2019.
- Une couverture médiatique des questions anti-droits publiées en 2018 et 2019.

Au total, ce rapport reflète directement les voix de personnes de plus de 50 pays de toutes les régions du monde. Cependant, toutes les conclusions et recommandations formulées n'engagent que le Secrétariat de CIVICUS et ne reflètent pas nécessairement celles des contributeurs individuels.

Photo de couverture par Inés M. Pousadela
Légende: Marche pour le droit à l'avortement à Buenos Aires, en Argentine.

SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF 2

SECTION 1: LES GROUPES ANTI-DROITS : QUI SONT-ILS ET POURQUOI SONT-ILS IMPORTANTS 6

SECTION 2: EN QUOI LES GROUPES ANTI-DROITS SONT-ILS DISTINCTS DE LA SOCIETE CIVILE ? 10

SECTION 3: QU'Y A-T-IL DE NOUVEAU DANS LA MONTEE EN PUISSANCE DES GROUPES ANTI-DROITS ? 12

SECTION 4: LE GUIDE DES ANTI-DROITS: LES TACTIQUES CLES 36

SECTION 5: LA RIPOSTE DE LA SOCIETE CIVILE 86

CREDITS 118

RESUME EXECUTIF

Ce rapport présente les principales conclusions des recherches menées par CIVICUS, l'Alliance mondiale de la société civile, sur la base des observations de ses membres et partenaires, à propos de l'impact des groupes anti-droits sur la société civile et la manière dont celle-ci réagit.

Les groupes anti-droits - des groupes non étatiques qui se positionnent en tant que membres de la société civile mais qui attaquent les droits humains fondamentaux et universels - sont en augmentation. Les groupes les plus touchés par les conséquences de leurs attaques sont les femmes, les jeunes, les personnes LGBTQI, les personnes vivant avec le VIH, les minorités religieuses, les peuples autochtones, les minorités ethniques et raciales, les migrants et les réfugiés. La société civile qui défend les droits, en particulier les droits des groupes exclus, est prise pour cible.

Les groupes anti-droits prennent de plus en plus d'importance et font désormais partie intégrante de la répression de l'espace de la société civile, l'espace civique, observée dans la plupart des pays du monde. Dans certains contextes, la société civile informe que sa principale menace n'est pas du fait de l'État, mais des groupes anti-droits.

IMPACTS ET TACTIQUES

Il existe de nombreux types de groupes anti-droits. Parmi ceux-ci, des groupes extrêmement conservateurs qui œuvrent pour nier l'égalité des hommes et des femmes, les droits sexuels et reproductifs et les droits des personnes LGBTQI, des groupes nationalistes et xénophobes d'extrême droite qui attaquent les droits des minorités et ceux des groupes qui promeuvent la justice et la cohésion sociale, des groupes enracinés dans les grandes religions qui attaquent les minorités religieuses et promeuvent l'ethno-nationalisme; et des groupes créés pour attaquer les adversaires des dirigeants politiques autoritaires, notamment à travers la répression de la société civile. Bien que la composition et l'idéologie des groupes varient et que leurs forces sont différentes d'un pays à l'autre, les tactiques qu'ils utilisent sont très similaires.

Les participants à notre recherche indiquent clairement qu'ils ont longtemps dû faire face à des groupes anti-droits bien consolidés. Mais ils sont également conscients qu'ils voient beaucoup de nouveaux groupes anti-droits émerger et atteignant des niveaux d'influence et d'impact sans précédent. Cette montée actuelle du nombre des groupes anti-droits est due, du moins en partie, à une réaction violente face aux succès remportés par la société civile au cours des dernières décennies, dans le but de renverser les gains que la société civile a obtenu. Dans de nombreux cas, les groupes anti-droits ont mis à jour leurs tactiques et leur image. Ils sont devenus des experts dans l'utilisation des nouvelles technologies et sont visiblement opportunistes: ils changent de tactique et d'objectifs, adhèrent aux causes et s'accrochent aux récits des médias pour se promouvoir et aviver les tensions lorsque l'occasion se présente.

Les groupes anti-droits sont désormais plus confiants, plus visibles et mieux dotés en ressources. Leur succès a augmenté grâce au soutien de certains secteurs du public, et ce, parce que leurs récits résonnent chez certaines personnes. Ils façonnent les récits publics, notamment grâce à la désinformation et la manipulation, et sèment la haine et la division. Ils contribuent à faire évoluer le climat politique et à en tirer parti, dans de nombreux contextes où le populisme de droite et le nationalisme étroit se développent.

Parfois, les groupes anti-droits sont de vrais groupes non étatiques et parfois ils s'érigent en représentants des intérêts de l'État, mais ils se trouvent souvent entre les deux, étroitement liés aux partis politiques et aux États répressifs. Les groupes anti-droits sont plus efficaces lorsque les dirigeants politiques, les partis et les États reprennent et font écho à leurs discours, et lorsqu'ils sont en mesure de relier et d'amplifier le discours régressif émanant des instances supérieures.

Ces liens souvent étroits entre les groupes anti-droits et le pouvoir politique sont l'un des nombreux liens qui permettent aux groupes anti-droits d'avoir de l'influence. Ces groupes travaillent en réseau, en rassemblant des questions et en élaborant des récits et des campagnes communes. Les groupes religieux et les groupes laïcs ont mis de côté leurs différences pour travailler les uns avec les autres; et les groupes anti-droits partagent de plus en plus leurs stratégies et leurs ressources au niveau international et travaillent dans des contextes internationaux où ils cherchent à inverser les règles mondiales en matière de droits humains et à empêcher les accords internationaux progressistes.

Les groupes anti-droits ont recours à diverses tactiques communes qui constituent le « manuel anti-droits ». Celles-ci incluent l'utilisation de canaux apparemment légitimes, leur permettant de se positionner en tant que membres de la société civile, notamment dans des actions judiciaires, des campagnes électorales, des déclenchements de référendums et dans la participation à des consultations. Avec ces tactiques, ils mobilisent des personnes dans l'espace public, notamment dans le but de perturber ou d'empêcher les mobilisations de la société civile et d'utiliser et manipuler les réseaux sociaux pour promouvoir des récits et obtenir de l'appui, ainsi que pour diffuser des théories de la désinformation et du complot, pour promouvoir des discours de haine et pour diffamer et harceler la société civile et permettre et déployer la violence physique. Comme base de ces attaques, ils empruntent et déforment le langage des droits humains, ils sont organisés en opposition à ce qu'ils qualifient comme « idéologie de genre », suscitent des interprétations très conservatrices des identités religieuses et font appel à des notions déformées de la tradition et de la culture.

En conséquence, les groupes anti-droits ont un impact direct sur la vie des populations et sur l'espace civique. Leurs impacts augmentent encore leur confiance et leur visibilité, les incitant à avancer avec des points de vue et des positions toujours plus extrêmes.

LES GROUPES ANTI-DROITS CONTRE LA SOCIETE CIVILE

Les groupes anti-droits travaillent pour se considérer comme partie de la société civile, ce qui leur permet d'utiliser beaucoup de leurs tactiques. Cela les aide à gagner en visibilité et à obtenir de l'appui, et leur donne accès aux processus de consultation nationaux et internationaux. Cependant, il convient de préciser que les groupes anti-droits ne relèvent pas de la famille de la société civile légitime, et ce pour deux aspects fondamentaux.

Premièrement, ils ne partagent pas les méthodes de travail de la société civile. La société civile présente des contextes variés, mais elle a des règles d'engagement non écrites par lesquelles nous discutons et dialoguons de manière ouverte et respectueuse, en écoutant d'autres points de vue et en négociant un consensus. C'est aussi un contexte dans lequel nous nous engageons à la non-violence, même lorsque nous sommes impliqués dans la désobéissance civile. En revanche, les groupes anti-droits ne partagent pas nos méthodes de travail civiles. Ils essaient de fermer ou de détourner le débat. En général, ils ne sont pas ouverts à la persuasion ou intéressés par un dialogue ouvert. Ils participent directement à la violence ou la permettent en encourageant la haine et la division.

Deuxièmement, la société civile, comme le reconnaît CIVICUS, est un domaine où nous poursuivons divers objectifs, mais nous partageons tous un engagement en faveur des droits humains universels, de la justice sociale et de l'amélioration de nos sociétés dans leur ensemble. Même lorsque nous promouvons les droits de groupes particuliers, tels que les membres d'un groupe exclu, nous le faisons en partant du principe que la justice sociale et les droits universels sont promus dans leur ensemble. Nous sommes motivés à agir selon les valeurs humanitaires d'empathie et de compassion. Cependant, les groupes anti-droits voient les droits comme un jeu à somme nulle: ils veulent faire progresser les droits de leurs partisans ou de leurs membres en enlevant les droits à d'autres groupes. Ils veulent défier l'universalité des droits humains. Ils cherchent à nier les droits fondamentaux de la société civile - d'association, de réunion pacifique et d'expression - à ceux qui s'opposent à eux.

Comprendre ces différences essentielles entre les groupes anti-droits et la vraie société civile permet de trouver une réponse. Nous devons promouvoir une nouvelle compréhension de ce que la société civile est et fait, non pas axée sur nos structures ou sur les concepts négatifs et restreints proposés souvent comme définitions (par exemple « sphère non étatique et à but non lucratif »), mais plutôt autour de nos aspects positifs, tels que ceux d'une grande famille qui défend les droits humains universels, les valeurs humanitaires et la justice sociale et qui se caractérisent par une manière de travailler civile, opposée à la haine et à la violence, et qui croit au dialogue et à l'engagement. Ce faisant, nous pouvons combattre la confusion entre la vraie société civile et ceux qui aident les groupes anti-droits à croître.

Photo de Simona Granati-Corbis/Getty Images

Durant la Marche de la Fierté en 2019 à Rome, Italie, une femme montre un panneau sur lequel on peut lire: "Sexe, race, croyances: Beaux parce que divers".

LA SOCIETE CIVILE SE DEFEND

Sur la base d'une nouvelle affirmation confiante et audacieuse de ce que la société civile est et fait, nous pouvons appliquer certaines tactiques de réponse communes. Comme suggéré par les participants à notre recherche, les réponses aux grandes catégories ci-dessous peuvent aider la société civile à lutter contre les différents groupes anti-droits que nous rencontrons. Les stratégies clés comprennent:

1. Nous pouvons améliorer notre **travail collectif** entre les différentes composantes de la société civile et leurs divers groupes et mouvements afin de proposer des réponses communes.

2. Nous pouvons mobiliser une plus grande **solidarité transnationale** pour partager des réponses communes dans des contextes différents;

3. Nous pouvons développer des **communications** meilleures et plus créatives pour répondre aux impacts des récits anti-droits;

4. Nous pouvons établir de meilleures **relations avec le public** et investir plus pour établir des passerelles afin de rejoindre et de débattre avec les populations et de les intégrer dans nos mouvements;

5. Nous pouvons créer des **liens inhabituels** - avec des groupes aux perspectives conservatrices mais potentiellement disposés à travailler avec nous, avec des États préoccupés par la marée anti-droits et avec des partis politiques partageant un terrain d'entente;

6. Nous pouvons **reprendre le langage des droits humains** loin de l'obscurantisme des groupes anti-droits, en plaidant de nouveau pour la valeur des droits humains universels;

7. Nous pouvons proposer une **nouvelle lutte contre la désinformation et les discours de haine**, notamment grâce à un plaidoyer plus efficace et une collaboration avec des réseaux sociaux et des géants de la technologie;

8. Nous pouvons rassembler davantage de **mobilisations de masse** pour montrer notre force en nombre, recruter des partisans et proposer des contre-manifestations aux mobilisations anti-droits.

9. Nous pouvons nous engager à renforcer **notre engagement au niveau international** pour assumer les actions croissantes des groupes anti-droits au sein des institutions internationales et plaider en faveur de règles universelles de droits humains et d'une réforme multilatérale démocratique.

10. Nous pouvons travailler pour **dénoncer les groupes anti-droits**, y compris leurs idéologies et agendas sous-jacents, leurs contradictions et leur opportunisme et leurs sources de financement souvent obscures, notamment en collaboration avec des journalistes d'investigation.

Un grand nombre de ces stratégies sont déjà testées et mises en œuvre avec succès par la société civile dans des contextes très divers. En tant que société civile, nous sommes en train de lutter, en défendant les acquis du passé, en protégeant les groupes exclus et en faisant preuve de puissance. Mais la réponse nécessite des ressources, et les nombreux défenseurs de la société civile préoccupés par l'émergence de groupes anti-droits doivent nous rejoindre dans la lutte. Nous devons travailler ensemble pour défendre les droit humains universels, démontrer que nous sommes un courant dominant et repousser les groupes anti-droits dans les espaces auxquels ils appartiennent.

SECTION 1: LES GROUPES ANTI-DROITS: QUI SONT- ILS ET POURQUOI SONT- ILS IMPORTANTS?

POURQUOI SE FOCALISER SUR LES GROUPES ANTI-DROITS?

Les attaques contre la société civile et les restrictions imposées à l'espace réservé à la société civile - l'espace civique - ont fait l'objet de nombreuses analyses ces dernières années. Une grande partie s'est concentrée sur les États en tant que source principale de restrictions et d'attaques. Cependant, de nombreux membres et partenaires de CIVICUS signalent de plus en plus qu'ils perçoivent l'influence et l'impact de groupes non étatiques et d'individus qui attaquent les droits humains. Beaucoup affirment que l'impact des groupes anti-droits sur leur travail dépasse maintenant celui de la restriction de la part de l'Etat.

LA RECRUDESCENCE ET L'IMPACT CROISSANT DES GROUPES ANTI-DROITS - UN IMPACT QUI SÈME LA DIVISION ET LA HAINE, LE REFUS D'ÉCOUTER LA VOIX DES GROUPES EXCLUS ET LA RESTRICTION DE L'ESPACE CIVIQUE - EN FONT UN SUJET ESSENTIEL DE LA RECHERCHE *POUR* LA SOCIÉTÉ CIVILE.

La recrudescence et l'impact croissant des groupes anti-droits – un impact qui sème la division et la haine, le refus d'écouter la voix des groupes exclus et la restriction de l'espace civique - en font un sujet essentiel de la recherche pour la société civile. Ces groupes progressent et doivent donc être pris au sérieux.

Ce rapport répond à cette préoccupation croissante en cherchant à comprendre les facteurs pouvant expliquer l'essor actuel des groupes anti-droits, les caractéristiques clés et les méthodes de travail de ces groupes et leur impact sur la société civile. Il met en évidence la lutte de la société civile et suggère d'autres réponses potentielles de sa part.

QU'ENTENDONS-NOUS PAR « GROUPES ANTI-DROITS »?

Il y a beaucoup de différentes forces qui travaillent pour porter atteinte aux droits humains fondamentaux et restreindre la société civile. Selon le Monitor CIVICUS, qui surveille les menaces pesant sur l'espace civique, il s'agit notamment de groupes de l'État, de dirigeants politiques, de responsables et de partis politiques, du secteur privé et d'autres acteurs non étatiques de divers types.

Notre recherche a cherché à définir et à cibler une catégorie distincte d'acteurs non étatiques présentant certaines caractéristiques communes: nous définissons un groupe anti-droits comme un groupe - organisé ou moins formel - qui

opère dans l'espace de la société civile mais travaille activement à restreindre un droit humain ou un ensemble de droits en particulier.

D'autres acteurs sont souvent liés à des groupes anti-droits. Ceux-ci incluent des individus extrémistes et d'extrême droite qui attaquent les personnes et la société civile dont les opinions sont en contradiction avec les leurs, que cela soit en ligne et hors ligne; des communautés partageant des croyances, telles que les dirigeants et les fidèles d'une religion particulière, qui ne forment pas nécessairement des groupes cohérents. Il y a aussi des insurgés violents et des groupes terroristes engagés dans la lutte armée; des milices progouvernementales; des groupes criminels organisés qui peuvent cibler la société civile lorsqu'elle s'oppose à leurs intérêts criminels; des groupes de pression d'entreprises, y compris de faux groupements de base créés pour défendre les intérêts des entreprises au détriment des droits humains (pratique connue sous le nom d' « astroturfing »). il existe également des organisations de médias contrôlées et engagées par l'État; des groupes de la société civile étroitement liés idéologiquement à un État ou à un parti politique et portant atteinte aux droits humains; et des pseudo-organisations de la société civile organisées par l'État (souvent désignées sous le nom d'organisations non gouvernementales organisées par le gouvernement, GONGO) et d'autres formes de groupes de la société civile faux, fictifs ou indirects.

Tous ces acteurs sont importants et appartiennent à un même univers. Différents types d'entités sont souvent connectés, et les frontières entre elles ne sont pas claires. Les groupes anti-droits ont souvent des liens étroits avec d'autres forces répressives, notamment des États, des partis politiques, des politiciens et des chefs religieux. Parfois, ces groupes agissent en tant que mandataires de ces forces, sont créés par elles et n'ont pas de réelle indépendance. Parfois, ils ont une autonomie ; néanmoins, ils travaillent en construisant des relations et des alliances étroites. De nombreux contributeurs de notre recherche parlent d'individus - notamment des politiciens, des chefs religieux et des personnes influentes anti-droits sur les réseaux sociaux - et de groupes informels, ainsi que de groupes anti-droits, comme le montrent certains des éléments ci-dessous.

La spécificité des groupes anti-droits, par rapport à d'autres, est qu'ils prétendent faire partie de la société civile, et beaucoup les considèrent comme tels, y compris certains mais pas tous nos interrogés et répondants, comme le suggèrent certaines des citations directes ci-dessous. Cela remet en question la signification du terme «société civile». Notre rapport cherche à établir une distinction claire entre les groupes anti-droits et la société civile. Il suggère qu'une partie de la réponse devrait être de promouvoir une compréhension de la société civile comme étant organisée autour de valeurs communes, axées sur les droits humains universels et sur la justice sociale, ainsi que sur des méthodes de travail, établies sur la volonté de débattre, de reconnaître les désaccords et sur la négociation. En résumé, le présent rapport utilise donc la terminologie « groupes anti-droits » pour décrire des groupes qui se positionnent dans l'espace de la société civile et attaquent les droits. En revanche, ce rapport utilise la terminologie « société civile » pour décrire les groupes non étatiques qui défendent les droits humains universels et les valeurs progressistes.

OU ET SUR QUELLES QUESTIONS LES GROUPES ANTI-DROITS SONT-ILS LES PLUS ACTIFS?

Les groupes anti-droits ne sont pas présents dans tous les pays et leur développement ne concerne pas tout le monde dans la même mesure. Bien que nos recherches indiquent des concentrations particulières dans les Amériques (en Amérique latine et en Amérique du Nord), dans de nombreux pays asiatiques et en Europe, il est prouvé que les groupes anti-droits sont actifs dans toutes les régions du monde.

Il existe de nombreux types de groupes anti-droits qui travaillent sur une série de problèmes et attaquent diverses cibles. Dans chaque contexte, la gamme est différente. Certains des groupes fréquemment identifiés dans notre recherche comprennent :

SUIVRE LES MENACES DES GROUPES ANTI-DROITS SUR L'ESPACE CIVIQUE

Le monitor CIVICUS fait le suivi des menaces qui pèsent sur l'espace civique dans tous les pays du monde. En 2018 et 2019, il rapportait des attaques et des menaces visant des groupes de la société civile et des activistes par des groupes et des personnes anti-droits dans divers pays: Australie, Bulgarie, Canada, République tchèque, Estonie, Ghana, Grèce, Hongrie, Inde, Indonésie, Israël, Italie, Kenya, Maldives, Monténégro, Pologne, Russie, Serbie, Espagne, Sri Lanka, Royaume-Uni, États-Unis et Venezuela. Les événements anti-droits rapportés par le monitor CIVICUS incluent des mobilisations et des manifestations publiques, y compris des perturbations d'événements de la société civile, la désinformation et les discours de haine, les menaces verbales et physiques et la violence.

- Des groupes, pour la plupart religieux, qui attaquent les droits des femmes, y compris le droit à l'avortement, et les droits des personnes LGBTQI[1]. Ils ont été identifiés dans toutes les régions du monde, avec une présence importante en Afrique et en Amérique latine.
- Des groupes extrémistes de droite, ultranationalistes, néo-fascistes, néonazis, de la suprématie blanche et islamophobes qui attaquent les droits des minorités ethniques et raciales, des migrants et des réfugiés, des femmes et des personnes LGBTQI[1], ainsi que des partis et groupes politiques de gauche; présents dans de nombreux pays européens et aux États-Unis.
- Des groupes confessionnels conservateurs et des groupes promouvant le nationalisme ethno-religieux et les valeurs patriarcales enracinées dans les cultures et les traditions religieuses dominantes, qui attaquent les droits des femmes et des minorités, notamment en Asie.
- Des groupes alignés sur les États qui défendent les intérêts des élites et qui participent à la répression généralisée de la société civile dans les États autoritaires.

Dans ce sens, les cibles des groupes anti-droits varient en fonction du contexte, mais des tendances claires se dégagent. Alors que certains groupes anti-droits s'attaquent aux convictions politiques de la gauche ou à la société civile en général, les groupes anti-droits visent presque toujours les droits des groupes exclus. Les principaux groupes identifiés par notre recherche sont les femmes, les personnes LGBTQI, les personnes vivant avec le VIH-Sida, les minorités religieuses, les minorités ethniques et raciales, les peuples autochtones, les migrants et les réfugiés. Dans tous les contextes où ces groupes sont attaqués, la société civile qui défend leurs droits l'est également.

Les groupes anti-droits sont hétérogènes. Cet univers comprend des groupes formels et moins formels, des groupes établis de longue date et de nouveaux groupes, des organismes ayant une base d'adhésion et de soutien à grande échelle et ceux dans lesquels seule une poignée de personnes est impliquée, et des groupes laïcs et confessionnels. Cela inclut les réseaux et les coalitions. Justement, ces coalitions et les réseaux internationaux et nationaux sont importants car ils sont des influenceurs anti-droits actifs sur les réseaux sociaux. Cet univers de différents groupes anti-droits peut présenter des difficultés au niveau conceptuel, mais ce qui ressort de notre recherche est qu'ils ont tendance à partager des tactiques communes et travaillent de plus en plus ensemble sur des problèmes, des cibles, des types d'organisations et des frontières. Ceci suggère que certaines réponses communes peuvent être identifiées afin de donner une réponse adaptée dans la lutte contre les groupes anti-droits.

[1]Les personnes interrogées, les répondants à l'enquête et les participants au dialogue ont utilisé diverses formulations de cette abréviation. Pour ce texte, nous avons opté par l'abréviation LGBTQI, qui peut ne pas être nécessairement la forme utilisée par le répondant.

Photo de Jes Aznar/Getty Images

Marche pour les droits des personnes LGBTQI près du palais présidentiel à Manille, Philippines, durant le Mois de l'Orgueil 2019.

SECTION 2: EN QUOI LES GROUPES ANTI-DROITS SONT-ILS DISTINCTS DE LA SOCIETE CIVILE ?

NOUS DISCUTONS OUVERTEMENT, ÉCOUTONS LES POINTS DE VUE DES AUTRES ET RESPECTONS LE DROIT DES PERSONNES DE FAIRE VALOIR LES POINTS DE VUE DE CHACUN. NOUS ESSAYONS DE FAIRE EN SORTE QUE LES VOIX DE CEUX QUI NE SERAIENT NORMALEMENT PAS ENTENDUS SOIENT EXPRIMÉES.

Une distinction claire devrait être faite entre l'univers de la société civile et celui des groupes anti-droits. Ces derniers se positionnent souvent en tant que membres de la société civile et beaucoup peuvent les voir comme tels. Superficiellement, ils semblent appartenir à la famille de la société civile, car ils s'inscrivent souvent sous les mêmes lois et règlements et, lorsqu'ils sont officiellement organisés, ils peuvent avoir des structures similaires à celles des organisations de la société civile (OSC). Mais les groupes anti-droits diffèrent de la société civile légitime de deux manières fondamentales : la première est comment ils fonctionnent et se comportent ; la seconde réside dans les objectifs qu'ils poursuivent.

La société civile est un contexte diversifié et de grande ampleur. Dans ce domaine, nous pouvons être souvent en désaccord. Mais la société civile est une sphère de discours et d'action. Le débat sur la société civile repose sur des règles implicites, qui ne sont pas codifiées mais que nous respectons en grande partie. Nous discutons ouvertement, écoutons les points de vue des autres et respectons le droit des personnes de faire valoir les points de vue de chacun. Nous essayons de faire en sorte que les voix de ceux qui ne seraient normalement pas entendus soient exprimées. Nous négocions et essayons de parvenir à un consensus qui respecte une diversité d'opinions et un compromis avec lequel la plupart des personnes peuvent s'accorder. Nous continuons à dialoguer, revisiter et adapter. Nous nous engageons à travailler sans recourir à la violence, même si nous le faisons parfois dans la désobéissance civile pacifique. Voici la façon civile de travailler.

En revanche, les groupes anti-droits ne partagent pas cette façon de travailler. Le débat les intéresse rarement, et d'autant moins quand il s'agit d'un débat raisonné et respectueux. Comme ils sont organisés sur la base du dogme, ils ne sont pas prêts à se laisser persuader. Il est de plus en plus clair que pour eux, le débat n'est pas un processus : c'est une tactique, et une tactique avec des effets toxiques. Les groupes anti-droits n'existent pas pour trouver un compromis ou un consensus, mais pour poursuivre leurs objectifs et faire taire les voix dissidentes. Ils manipulent souvent la vérité et répandent la désinformation. La violence, les campagnes de peur et l'intimidation font partie de leur catalogue. Quand ils disent vouloir débattre avec la société civile, ils cherchent l'occasion pour nous distraire, pour nous attaquer et répandre la désinformation. Et quand ils cherchent une plate-forme, c'est pour promouvoir la haine et la division.

[2]Sauf indication contraire, toutes les citations dans le présent rapport sont des extraits d'entretiens, de réponses à des enquêtes ou de rapports de consultation. Dans tous les cas, les opinions sont celles des répondants et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de leurs organisations.

Deuxièmement, le contexte diversifié de la société civile est composé par des groupes et des personnes qui poursuivent un large éventail d'objectifs et d'intérêts. Parfois, à la place d'être convergents, ces intérêts sont en concurrence, et parfois nous cherchons à ce que les intérêts d'un groupe de personnes en particulier progressent. Toutefois CIVICUS considère que la société civile qui est attaquée par des groupes anti-droits, et qui est donc concernée par le présent rapport, constitue la grande majorité de la société civile, qui est un contexte où nous sommes tous motivés par la détermination de défendre les droits humains universels, d'améliorer nos sociétés et de promouvoir la justice sociale. Dans cette famille de la société civile, même lorsque nous essayons d'encourager les droits d'un groupe particulier, tel qu'un groupe exclu ayant moins d'accès aux droits, on suppose que cela fait progresser la justice sociale et les droits de toute l'humanité dans son ensemble.

Les groupes anti-droits ne font pas partie de cette grande famille. Au mieux, ils existent pour encourager les intérêts limités de leurs partisans ou de leurs membres, mais cela se fait au détriment d'autres groupes. Ils considèrent les revendications concurrentes pour les droits comme un jeu à somme nulle: pour que leurs membres puissent jouir des droits, les droits d'un autre groupe doivent être refusés. Leur fonction première est d'attaquer: ils existent pour attaquer les communautés qui leur mettent de bâtons dans les roues, et la société civile collaborant avec eux.

Malgré tout, la distinction entre les groupes anti-droits et la famille de la société civile n'est pas bien comprise par beaucoup de personnes, y compris le public et les décideurs politiques, aussi bien au niveau national et international. C'est un point exprimé par Tizgowere Msiska de l'initiative Revolution Human Aid and Transparency (Révolution Aide Humaine et Transparence) au Malawi, qui a déclaré:[2]

> *« Beaucoup de gens ont du mal à faire la différence entre nos organisations et les leurs. »*

Photo d'Inés M. Pousadela

Marche à Buenos Aires, Argentine, à la veille d'un vote législatif décisif sur le droit à l'avortement, août 2018.

Cette confusion est en partie délibérée : des nombreux groupes anti-droits veulent faire croire qu'ils appartiennent à la société civile et brouillent l'image de ce que la société civile est et ce qu'elle fait, une tactique qui remet en question la légitimité de la véritable société civile. Se positionner en tant que partie intégrante de la société civile permet à ces groupes de mettre en pratique certaines des tactiques identifiées ci-dessous, notamment la participation à des consultations nationales et internationales, le plaidoyer, le lobbying et les mobilisations publiques.

La recrudescence des groupes anti-droits soulève en conséquence des questions sur notre compréhension à propos de ce qu'est la société civile et son rôle. C'est en partie une lutte pour savoir qui peut revendiquer l'étiquette de société civile et ce que cette étiquette signifie. Cela suggère la nécessité d'une réponse pour développer et communiquer une idée novatrice sur ce que la société civile représente et comment nous travaillons, en mettant l'accent sur nos motivations humanitaires, notre soutien des droits humains universels et notre passion pour la justice sociale, ainsi qu'un engagement à travailler de manière inclusive et respectueuse.

SECTION 3: QU'Y A-T-IL DE NOUVEAU DANS LA MONTEE EN PUISSANCE DES GROUPES ANTI-DROITS ?

Mieke Schuurman

Gordan Bosanac

Héctor Pujols

[3]Pour les entretiens, un lien vers l'entretien complet est fourni quand cité pour la première fois. Tous les entretiens sont disponibles à *www.civicus.org/index.php/media-center/news/interviews*.

Notre recherche répond à l'inquiétude grandissante de nos membres et partenaires vis-à-vis des actions et des impacts croissants des groupes anti-droits. Il est important d'identifier et de comprendre les caractéristiques clés de la vague actuelle.

LES GROUPES ANTI-DROITS NE SONT PAS TOTALEMENT NOUVEAUX

Les groupes anti-droits sont en hausse, mais ils ne sont pas un phénomène nouveau. Le groupe nationaliste hindou radical Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), qui a défini le programme et fourni la base activiste du parti populiste de droite Bharatiya Janata (BJP) du gouvernement indien, a été fondé dès 1925 en Inde.

Plusieurs personnes consultées ont souligné qu'elles ont longtemps dû faire face à de groupes anti-droits Mieke Schuurman d'Eurochild, dans le contexte du mouvement des droits de l'enfant, observe:[3]

> *« Je crois que ces groupes ont toujours existé. Ils ont toujours soutenu la famille et la force de la famille, allant contre les droits des enfants, convaincus que les parents peuvent décider à la place des enfants de ce qu'ils doivent et ne doivent pas faire. »*

Gordan Bosanac activiste et analyste croate, examine la longue histoire des groupes anti-droits en Europe de l'Est :

> *« Une de mes collègues dit que ces groupes existent depuis longtemps. Actuellement, elle mène une enquête sur la troisième génération de tels groupes et affirme qu'ils sont nés dans les années 1970, lorsqu'ils se sont mobilisés pour la première fois autour des idées néonazies et pour s'organiser contre les droits des femmes. »*

Héctor Pujols de la Coordination Nationale des Immigrants du Chili, rappelle l'histoire de ces groupes dans son pays, dont l'existence remonte au moins à la dictature des années 1970 :

> *« Ces groupes n'étaient pas nouveaux… Ce sont des groupes liés à une extrême droite qui existe depuis longtemps, le genre d'extrême droite qui ne meurt jamais dans un pays. Bien que sa présence ait peut-être parfois diminuée, elle reste toujours latente, dans l'attente de pouvoir refaire surface. »*

Ce sentiment de latence suivi d'une nouvelle croissance est identifié par plusieurs personnes consultées. Par exemple, Uma Mishra-Newbery de Women's March Global (Marche Mondiale des Femmes) déclare:

> *« Je ne pense pas que ce soit nouveau. Ces groupes ont toujours existé, toujours en toile de fond. Mais il y a à présent une résurgence massive des groupes anti-droits. »*

LES GROUPES ANTI-DROITS GAGNENT EN FORCE, EN CONFIANCE, EN VISIBILITE ET EN SUPPORT

Ce qui est irréfutable, c'est le sentiment de renaissance des groupes anti-droits, qui étendent leurs ailes et deviennent plus puissants. Quelque chose est en train de se concrétiser et s'est construit discrètement à l'arrière-plan depuis quelque temps. Teresa Fernández Paredes de Women's Link (Le Lien des Femmes) partage ce point de vue :

> *« Les groupes anti-droits ont été occupés à créer des liens et à se développer depuis les années 1990. »*

Il existe un consensus clair sur le fait que les groupes anti-droits sont devenus plus visibles et plus confiants. Sahar Moazami de OutRight Action International (Action Directe Internationale) explique comment de tels groupes «se sont enhardis», tandis que María Angélica Peñas Defago du Conseil National de Recherche d'Argentine remarque que les groupes anti-droits, en particulier les groupes confessionnaux:

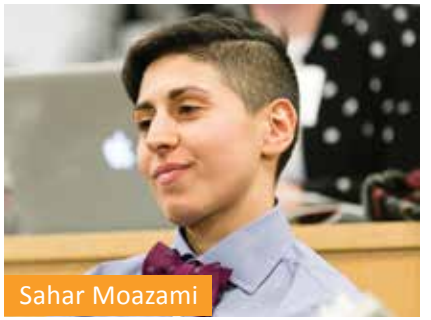
> *« ont acquis une place de choix dans l'espace public qu'ils n'avaient pas il y a 20 ans. »*

Gordan Bosanac a expliqué que cette croissance actuelle des groupes anti-droits est arrivée, en partie, à la suite d'un changement de tactique:

> *« Auparavant, ils étaient démodés, peu attractifs pour leurs publics potentiels et peu habiles dans l'utilisation des instruments de la démocratie directe. Depuis 2010, ils ont changé de stratégie. Le mouvement anti-droits a connu*

Uma Mishra-Newbery

Teresa Fernández Paredes


Sahar Moazami

María Angélica Peñas Defago

un renouvellement rapide et ses nouveaux dirigeants étaient très jeunes, éloquents et conscients du potentiel des instruments démocratiques. Lors de leurs apparitions publiques, ils ont commencé à minimiser la religion, passant du symbolisme religieux à des visuels contemporains, colorés et joyeux. »

Avec de nouvelles tactiques et priorités, comme détaillées dans la section suivante, de nombreux groupes anti-droits ont bénéficié du soutien de l'opinion publique et ont gagné par la suite en visibilité et en confiance. Les bénéfices des groupes anti-droits démontrent et renforcent leur sens du pouvoir. Le succès augmente le support et les encourage à intensifier leurs attaques. On peut observer un effet de contagion international, par lequel les succès des groupes anti-droits dans un contexte enhardissent ceux dans d'autres pays et régions.

"LA POPULATION DEVIENT DE PLUS EN PLUS IMPATIENTE D'AVOIR UNE PERSONNE OCCUPANT UN POSTE DE DECISIONS QUI PUISSE VRAIMENT COMPRENDRE LEURS PROBLEMES ET LEURS PEURS, AUXQUELS LE SYSTEME NE PRETE PAS ATTENTION ET NE QU'IL NE SAIT PAS RESOUDRE."

– MARTIN PAIRET

Sa plus grande vigueur n'est pas uniquement le résultat des changements de tactique. Les groupes anti-droits aident à réaliser et à tirer profit des changements politiques récents. Dans de nombreux pays, des secteurs du public embrassent le populisme et le nationalisme de droite, et les dirigeants populistes et nationalistes parviennent de plus en plus au pouvoir.

Les Rapports sur l'État de la Société Civile précédents ont montré comment les politiciens populistes et nationalistes de droite ont établi des liens avec des problèmes réels et les craintes que de nombreuses personnes partagent, à propos de l'inégalité et de la précarité économiques, de l'insécurité, des services publics médiocres, des changements et des chocs provoqués par la mondialisation économique, le manque de prise en considération et la déconnexion avec la prise de décision) ; ils propagent des idées fragiles et faussement simples sur la façon de résoudre ces problèmes. Pour Martin Pairet, d'European Alternatives (Alternatives Européennes), la croissance du discours anti-droits est en partie une réponse au sentiment que la population a de ne pas être écoutée:

« Beaucoup de personnes sentent que leurs voix ne sont pas entendues et par conséquent se sentent impuissantes ; elles ont le sentiment que, malgré tout ce qu'elles feront, elles ne pourront pas changer les choses et ne reprendront pas le contrôle de la politique, ce qui signifie qu'elles n'auront pas leur mot à dire sur les décisions qui affectent leur vie, et elles ne contrôleront pas leur avenir.

[…] La population devient de plus en plus impatiente d'avoir une personne occupant un poste de décisions qui puisse vraiment comprendre leurs problèmes et leurs peurs, auxquels le système ne prête pas attention et ne qu'il ne sait pas résoudre. C'est alors le moment où le nationalisme, l'extrémisme et la haine commencent à augmenter et où les discours de haine deviennent attrayants. »

María Angélica Peñas Defago établit un lien entre le néolibéralisme économique mondial qui a fait défaut à tant de personnes, alimentant la colère et la peur sur lesquelles prospèrent le populisme et le nationalisme de droite, et le pouvoir qui a permis à certains groupes anti-droits de se développer en se positionnant comme une alternative. Alors que les États et les politiciens conventionnels ont échoué dans leurs communautés, les groupes anti-droits, d'inspiration religieuse dans l'exemple qu'elle utilise, font partie de ce qui a comblé le vide existant, créant ainsi une base de soutien :

> *« Pour comprendre le phénomène, il est essentiel de comprendre le contexte néolibéral et ses effets généraux qui fragilisent les conditions de vie. Dans le contexte sociopolitique du néolibéralisme, alors que l'État s'est retiré de ses fonctions fondamentales, de nombreux groupes religieux ont continué à exécuter des tâches et à fournir des services qui devraient être fournis par l'État. En Amérique latine, le rôle des églises évangéliques, par exemple dans le domaine de l'aide et du traitement contre les dépendances, est vraiment impressionnant. Les secteurs évangéliques connaissent une croissance exponentielle car ils aident les communautés oubliées par l'État. »*

Alors que les personnes perdent confiance dans les institutions et perdent la foi dans le fonctionnement actuel de la démocratie, une nouvelle élite de dirigeants politiques adopte et manipule des peurs compréhensibles. Les groupes anti-droits ont une composante politique et souvent partisane, et font généralement partie des mécanismes avec lesquels le populisme et le nationalisme progressent. Les politiciens populistes de droite et les groupes anti-droits attaquent les groupes exclus et la société civile, car les récits populistes sont basés sur de telles attaques et ces cibles doivent être soumises pour permettre l'exercice du pouvoir. La notion de "peuple" que le populisme définit étroitement est en totale contradiction avec la compréhension inclusive de la société civile basée sur la citoyenneté.

Le discours et les actions anti-droits sont progressivement normalisés et intégrés, et les systèmes politiques évoluent vers la droite, en même temps que les partis traditionnels font écho au discours anti-droits pour continuer à avoir du soutien. Parallèlement à la normalisation des groupes anti-droits, des changements politiques à droite ont politisé le travail de la société civile : la société civile intervenant sur des questions autrefois considérées comme relativement peu controversées et non politiques fait maintenant face à un paysage politique modifié, dans lequel notre travail est susceptible d'être attaqué.

Les changements vers la droite ont renforcé la confiance des groupes anti-droits, comme le fait remarquer Gillian Kane d'Ipas:

> *« À la suite de changements dans la direction politique de certains pays, y compris les États-Unis, ils sont devenus plus actifs et plus impliqués. »*

"À LA SUITE DE CHANGEMENTS DANS LA DIRECTION POLITIQUE DE CERTAINS PAYS, Y COMPRIS LES ÉTATS-UNIS, ILS SONT DEVENUS PLUS ACTIFS ET PLUS IMPLIQUES. "

– GILLIAN KANE

Il y a eu des moments décisifs pour des nombreux groupes anti-droits qui ont vu les siens faire des progrès considérables, notamment lors des victoires électorales de haut-niveau du monde entier : le président Donald Trump aux États-Unis, le président Rodrigo Duterte aux Philippines et, le président Jair Bolsonaro au Brésil en 2018, la réélection du premier ministre Narendra Modi remportée en Inde en 2019 et la coalition Ligue / Mouvement des Cinq Étoiles qui a gouverné l'Italie de juin 2018 à septembre 2019, et le référendum britannique sur le Brexit en 2016. Toutefois, des dirigeants régressifs n'ont pas remporté des élections dans plusieurs autres pays, comme au Costa Rica, où le prédicateur évangélique et copieur de Bolsonaro, Fabricio Alvarado a été battu lors d'un second scrutin en avril 2018, après une campagne visant à fausser le processus par des tactiques de désinformation.

"APRES LE VOTE SUR LE BREXIT ET LA VICTOIRE DE TRUMP, ILS SE SONT ENHARDIS. LES DERNIERS EVENEMENTS EN HONGRIE ET EN POLOGNE SONT EGALEMENT LA PREUVE QU'ILS SONT PLUS PROCHE DE LA VICTOIRE."

- KASPARS ZĀLĪTIS

Kaspars Zālītis de Mozaika en Lettonie souligne que ces moments renforcent la confiance des groupes anti-droits:

> *« Après le vote sur le Brexit et la victoire de Trump, ils se sont enhardis. Les derniers évènements en Hongrie et en Pologne sont également la preuve qu'ils sont plus proche de la victoire. »*

Les groupes anti-droits ne peuvent pas être compris indépendamment d'une analyse du pouvoir politique et des changements politiques. Pour répondre aux groupes anti-droits, il est nécessaire de comprendre les contextes spécifiques dans lesquels ils existent (économique, social et culturel, ainsi que politique). Les stratégies visant à contrer leur pouvoir doivent être documentées, enracinées et adaptées à la dynamique des contextes locaux et des relations de pouvoir.

LES GROUPES ANTI-DROITS SONT SOUVENT ETROITEMENT LIES AU POUVOIR POLITIQUE

La manière dont de nombreux groupes anti-droits sont encouragés et actifs dans des campagnes populistes et nationalistes de droite indique qu'ils sont souvent fortement liés au pouvoir politique. L'une des nouveautés de la vague actuelle de groupes anti-droits est qu'ils sont souvent protégés et légitimés par les États, qui les utilisent. Des nombreux groupes anti-droits se positionnent comme des acteurs non étatiques, mais ils soutiennent des agendas en commun avec des personnalités politiques, des partis politiques et des structures étatiques.

Dans les pires cas, certains États ont effectivement été choisis par des groupes anti-droits, qui ont réussi à affaiblir leurs institutions et à contourner les garanties constitutionnelles, leur permettant d'insérer leurs dirigeants dans des institutions clés. Dans ces cas, les groupes anti-droits peuvent diriger des programmes étatiques pour diviser et attaquer les voix de la société civile qui s'y opposent.

Photo de Stefano Montesi/Corbis / Getty Images

Deux manifestants montrent un poster du président Poutine représenté comme un clown gay et un panneau qui indique “Nous existons” lors d’une manifestation en face de l’ambassade russe à Rome, en Italie.

SOUTIEN DE L'ÉTAT AUX GROUPES ANTI-DROITS: LA MALAISIE SOUS LES PROJECTEURS

En Malaisie, les groupes anti-droits font littéralement le travail de l'État. Thilaga Sulathireh, de Justice for Sisters (Justice pour les Sœurs), raconte que la réaction de l'État face à un mouvement grandissant de défense des droits LGBTQI a été de développer un programme dans lequel les personnes LGBTQI sont considérées comme des objets de "réinsertion" afin de réduire les préjudices sociaux, avec la coopération active de groupes anti-droits:

> *« Nous avons constaté un changement de tactique de la part du Département Islamique du gouvernement, qui a adopté une approche évangélique plus douce à l'égard des personnes LGBTQI. Ils ont constaté que les fortes accusations donnaient une mauvaise image du ministère et ils ont donc opté pour une approche plus souple, consistant à promouvoir la « réinsertion » des personnes LGBTQI à travers un discours selon lequel les personnes LGBTQI ont besoin d'aide pour retrouver le «droit chemin».*
>
> *Nous avons constaté une augmentation des activités de «réinsertion» financées par l'État au cours de cette décennie ; parallèlement, Seksualiti Merdeka, qui avait l'habitude d'organiser des festivals, a été banni en 2011. Le gouvernement a décidé que sa réponse à ce mouvement croissant des LGBTQI devait être renforcée. Ceci a donné lieu à un plus grand nombre de groupes qui promeuvent et fournissent une « rééducation » ou une « thérapie de conversion ». Nous sommes témoins des efforts concertés supervisés par le Ministère des Affaires Religieuses, qui relève du cabinet du Premier Ministre, qui a lancé une action quinquennale visant à remédier aux « problèmes sociaux » causés par le comportement LGBTQI, qui a ressemblé la plupart des ministères. »*

Comme le décrit Thilaga Sulathireh, un secteur de groupes anti-droits reçoit un financement de l'État pour offrir des services de « réinsertion »:

> *« Tous les groupes qui attaquent les droits des personnes LGBTQI utilisent un langage évangélique, semblable à la droite européenne ou américaine. Ils rejettent l'universalité des droits humains, sont nationalistes, s'opposent au pluralisme et à la diversité de nombreuses manières, donnent la priorité à une race ou à une religion particulière et soutiennent la «thérapie de conversion». Certaines des activités financées par l'État en faveur des personnes LGBTQI sont menées par ces groupes. »*
>
> *Nous croyons que certains groupes reçoivent un financement de l'État pour leur participation au programme gouvernemental anti-LGBTQI. Lorsqu'un collègue a soulevé la question de la violence sponsorisée par l'État contre les personnes LGBTQI… cela a suscité de nombreuses protestations de la part d'ONG islamiques… qui ont réclamé des excuses et une rétractation. Les petites organisations qui fournissent des services de « réinsertion » se sont également mobilisées pour les appuyer, soulignant clairement les liens entre les groupes recevant un financement de l'État pour fournir des services et les ONG islamiques qui se positionnent contre les droits des LGBTQI.*

Photo de Kyodo News Stills / Getty Images

Un réfugié gay ougandais tente d'échapper à la persécution au Kenya, où l'homosexualité continue également à être criminalisée.

En même temps, certains États s'inquiètent de la hausse des groupes anti-droits et d'autres se situent quelque part entre ces deux pôles. En général, il y a trois attitudes principales que les États peuvent adopter envers les groupes anti-droits:

- Les États peuvent être préoccupés par les groupes anti-droits, les voir comme une menace pour leur pouvoir et pour la société, et rechercher des stratégies, y compris des alliances avec la société civile, pour y répondre.
- Les États peuvent tolérer passivement les groupes anti-droits et ne rien faire pour les freiner ou les accepter, soit par indifférence, soit par réticence à faire face au pouvoir des groupes anti-droits et de leurs bases de soutien conservatrices, sur lesquels ils peuvent également compter comme support.
- Les États peuvent activement permettre les groupes anti-droits, notamment en les utilisant pour recruter des appuis pour les partis et les dirigeants au pouvoir, pour poursuivre des objectifs communs et attaquer la société civile, ou pour être cooptés par des groupes anti-droits.

Les récents bouleversements politiques ont poussé certains États à passer de l'inquiétude à la tolérance passive et d'autres à passer de la tolérance passive à la permission active.

Dans certains cas où les États répriment activement la société civile, les groupes anti-droits font partie de leurs mécanismes d'attaque, en leur délégant effectivement le pilotage des tactiques d'attaque particulières. Dans certains cas, les formes d'attaque les plus graves, impliquant la mobilisation de la haine et de la violence, sont réservées à des groupes anti-droits. Si cela arrive, cela peut être en partie une réponse à la prise de conscience progressive par la communauté internationale de la répression de l'espace civique par les États et à la connaissance croissante des réponses qui peuvent être données à cette répression. Dans cette nouvelle évolution de la restriction de l'espace civique, les États répressifs et les groupes anti-droits peuvent avoir une relation symbiotique, des tactiques différentes mais complémentaires qui sont utilisées par les groupes anti-droits et les États. Également, des groupes anti-droits peuvent être mobilisés pour attaquer les OSC critiques vis-à-vis des Etats répressifs et ainsi libérer le terrain pour continuer l'exercice d'un pouvoir d'État sans entrave. Les États répressifs, à travers la diffamation et des lois et réglementations restrictives, aident à préparer le terrain aux attaques des groupes anti-droits. Dans des espaces civiques très restreints, il peut être assez facile de repérer des groupes anti-droits: ce sont souvent les groupes qui sont relativement libres d'intervenir.

Il n'est pas surprenant que les répondants à l'enquête, dans des États autoritaires, des États qui ont un espace civique très restreint et dans des États en proie à un conflit civil, ont tendance à identifier les groupes anti-droits

comme très près de l'État, de ses dirigeants et des agences de sécurité, qui attaquent généralement la société civile comme une affirmation du pouvoir de l'État. Par exemple, un répondant de la République démocratique du Congo (RDC) a dit que:

> *« Les groupes anti-droits sont le plus souvent certaines autorités et certains membres des groupes armés, les milices »*

Tandis qu'un autre répondant de la RDC a déclaré ce qui suit :

> *« Dans notre pays, et particulièrement dans notre région, ce sont d'abord des politiciens qui font partie des groupes anti-droits. »*

Les répondants à l'enquête soulignent souvent les liens entre les groupes anti-droits et les structures étatiques et politiques. Selon Olutoke Dotun, de l'Initiative Amplify for the Advancement of Community Development (Amplifier pour la Promotion du Développement Communautaire) au Nigeria:

> *« Les groupes anti-droits sont généralement parrainés par des éléments gouvernementaux [...]»*

Alors que Charles Mwangi du groupe d'entraide Six Knm, au Kenya, considère que :

> *« Les [groupes anti-droits] sont généralement des groupes parrainés par le gouvernement et ayant divers intérêts liés à leur programme […]. Ils sont parrainés par des politiciens. »*

Colbert Gwain, de A Common Future in Cameroon (Un avenir commun au Cameroun), note que des groupes alignés sur les États et des groupes non alignés peuvent coexister :

> *« Les groupes anti-droits au Cameroun sont des groupes qui entretiennent des liens étroits avec des représentants du gouvernement, ou simplement des individus qui forment de tels groupes pour discréditer le travail important accompli par la société civile. »*

Les participants à une consultation organisée par CIVICUS à Nairobi, au Kenya en juillet 2019, ont également indiqué que des agents de l'État utilisaient clairement des groupes anti-droits comme des alliés pour attaquer les droits humains. En même temps que l'État rend plus difficile l'intervention des organisations légitimes de la société civile, notamment en raison de contraintes d'enregistrement et de financement, il est accusé de faciliter le fonctionnement des groupes anti-droits.

L'alignement sur les partis politiques est une préoccupation de grande envergure. En Inde, le RSS a travaillé pendant des décennies pour créer un bloc d'électeurs nationalistes hindous unifié et suffisamment puissant pour accorder le pouvoir à BJP. C'est une stratégie politique réussie qui intègre étroitement des groupes anti-droits dans un parti politique qui est maintenant le parti dominant, mais c'est explicitement une stratégie anti-droits car elle vise à construire une unité nationaliste hindoue autour de la diffamation de la population musulmane et d'autres minorités.

Parfois, les partis politiques sont les principaux acteurs anti-droits et parfois les partis politiques et les groupes anti-droits travaillent conjointement. Parfois, des groupes anti-droits fondent leurs propres partis autour d'un seul problème, bien que la plupart du temps avec peu de succès jusqu'à présent, et parfois il y a des partis politiques infiltrés et influents. Gordan Bosanac précise ces liens:

> *« [Les groupes anti-droits] travaillent non seulement par le biais des OSC mais aussi des partis politiques. De cette manière, ils sont également présents aux élections et, dans certains cas, ils acquièrent un pouvoir important. Tel est le cas du parti polonais d'extrême droite*

pour le Droit et la Justice, qui a pleinement intégré ces groupes dans ses activités. Dans d'autres cas, ils créent leurs propres partis politiques. C'est ce qui s'est passé en Croatie, où la principale OSC fondamentaliste, Au nom de la Famille, a créé un parti politique appelé Project Homeland (Projet Patrie) […]

Ils ciblent les principaux partis conservateurs, notamment ceux qui sont membres du Parti Populaire Européen, le groupe de centre-droit du Parlement européen. Ils essaient de déplacer les partis de centre-droite et les conservateurs vers l'extrême droite. C'est leur lutte décisive car c'est cela qui peut les amener au pouvoir. »

En Amérique latine, selon Diana Cariboni, En Amérique latine, selon Diana Cariboni, journaliste et écrivaine argentine basée en Uruguay, des groupes religieux anti-droits veulent accéder au pouvoir politique, et pour cela, ils s'infiltrent dans les partis existants et en créent de nouveaux:

« Le pragmatisme prévaut, la stratégie dépend donc beaucoup du contexte. Dans certains cas, [les groupes anti-droits] créent leurs propres partis (religieux, évangéliques ou ultraconservateurs) à travers lesquels ils se sentent représentés. Dans d'autres cas, ils préfèrent introduire leurs candidats dans des différentes listes des partis. Actuellement en Argentine, par exemple, pratiquement tous les partis sont intégrés par des candidats de ce type, à exception de la gauche la plus radicale. Ils sont présents au parti au pouvoir et dans la principale coalition d'opposition. En outre, il existe un petit parti récemment formé, le Front NOS, fondé sur le rejet explicite de "l'idéologie du genre" dans le contexte du débat législatif sur l'avortement légal, mais qui n'a pas recueilli beaucoup de voix lors des dernières primaires… D'autre part, de nombreux candidats figurant sur des listes différentes gagneront, tant au niveau fédéral que provincial. »

En réponse, il est donc nécessaire de faire la distinction entre les États et les partis préoccupés par les groupes anti-droits, susceptibles de soutenir des alliances avec la société civile, ceux qui sont des facilitateurs passifs, qui peuvent être ouverts à la persuasion ; et ceux qui sont des facilitateurs actifs, qui devront être la cible de nos actions de plaidoyer, des campagnes d'information et de visibilité, ainsi que de stratégies défensives.

"LE PRAGMATISME PREVAUT, LA STRATEGIE DEPEND DONC BEAUCOUP DU CONTEXTE. DANS CERTAINS CAS, LES GROUPES ANTI-DROITS CREENT LEURS PROPRES PARTIS (RELIGIEUX, EVANGELIQUES OU ULTRACONSERVATEURS) A TRAVERS LESQUELS ILS SE SENTENT REPRESENTES."
- DIANA CARIBONI

LES GROUPES ANTI-DROITS SE RELIENT LES UNS AUX AUTRES, Y COMPRIS AU NIVEAU INTERNATIONAL

Les groupes anti-droits sont devenus un mouvement : ils nouent des alliances à un niveau qu'ils n'avaient pas auparavant. Ils relient les problèmes au niveau national et travaillent aussi au-delà des frontières, au niveau international, y compris quand cela leur permet de renforcer leurs efforts pour promouvoir le nationalisme, la

Eliana Cano

Giada Negri

xénophobie et le racisme. Les liens sont souvent opaques, mais à mesure que les groupes anti-droits ont gagné en confiance et ont fait des avancées visibles, ces liens sont devenus de plus en plus transparents.

Eliana Cano, de Catholiques pour le Droit de Décider (CCD-Pérou), décrit certains de ces liens existants entre divers groupes anti-droits qui se sont formés au Pérou:

> *« Le réseau d'organisations conservatrices au Pérou comprend le Bureau pour l'Amérique latine de l'Institut de Recherche sur la Population, basé à Lima; le siège péruvien de l'Alliance Latino-américaine pour la Famille, qui promeut les formats familiaux classiques et produit et distribue des livres scolaires. Aussi, bien sûr, des organisations plus anciennes telles que l'Opus Dei, qui intervient dans le développement local et travail d'appui, et qui est profondément ancré dans les espaces éducatifs, ainsi que dans la bureaucratie de l'Église; et le Sodalicio de la Vida Cristiana (Congrégation de la Vie Chrétienne), une organisation laïque. »*

Teresa Fernández Paredes signale la construction d'une coalition très efficace qui permettrait le partage d'approches communes pour s'adapter dans des contextes différents :

> *« Il y a une chose qu'ils font mieux que les groupes de gauche: ils sont très efficaces pour créer des liens et des coalitions entre eux; même lorsqu'ils travaillent sur des problèmes différents, ils sont capables de trouver un terrain d'entente.*
>
> *Etant donné que Women's Link est basée dans trois régions, nous pouvons clairement voir que les mêmes stratégies sont utilisées dans des différents lieux. Ces groupes utilisent des stratégies coordonnées, ils ont beaucoup d'argent et bénéficient d'un soutien au niveau global. »*

Comme Gordan Bosanac le décrit, bien que les groupes soient variés, leur opposition aux droits les réunit, y compris au niveau international. Les conférences mondiales du Congrès Mondial des Familles, un réseau anti-avortement et anti-LGBTQI basé aux États-Unis, sont devenues un forum clé dans lequel de nombreux groupes anti-droits se rassemblent:

> *« Ils forment un ensemble très hétérogène de groupes et d'organisations. Leur dénominateur commun est leur objet de lutte : la démocratie libérale. Les groupes néo-nazis, anti-femmes, anti-LGBTQI et anti-droits des migrants ont des cibles différentes, mais ils partagent un agenda et collaborent pour le mettre en place. Beaucoup de ces groupes se réunissent au Congrès Mondial des Familles, où vous entendrez de nombreux discours de haine contre la communauté LGBTQI, contre les femmes et contre les migrants. Ils partagent la même philosophie.*

Photo de Valeria Ferraro/SOPA Images/LightRocket / Getty Images

Des membres du mouvement féministe Non Una di Meno ("Pas une de moins") manifestent devant le Parlement italien contre le Congrès mondial des familles tenu à Vérone, en Italie.

Pour moi, ces groupes sont l'exact opposé du mouvement pour les droits humains, où certaines organisations se focalisent sur les droits des femmes, d'autres sur les droits des LGBTQI, d'autres encore sur les migrants ou les peuples autochtones, ou sur les droits sociaux, culturels ou environnementaux, mais nous avons tous une philosophie basée sur une vision positive des droits humains. Nous faisons tous partie du mouvement pour les droits humains. C'est exactement le contraire pour eux: ils partagent tous une vision négative des droits humains, ils ne pensent pas qu'ils soient universels, ou ils ne considèrent pas tous les hommes comme des êtres humains égaux. Dans les deux cas, ils se mobilisent contre les droits humains. »

Giada Negri, du Forum civique européen, identifie, elle aussi, le Congrès comme un espace clé de réunion international:

« Le Congrès Mondial des Familles s'est réuni en mars 2019 à Vérone, en Italie. C'était un rassemblement massif d'activistes du monde entier, unis par leur rejet des droits sexuels et reproductifs et leur profonde haine pour les personnes LGBTQI. Mais dans ce cas, l'opposition était également forte et a amené des activistes de toute l'Europe. »

María Angélica Peñas Defago souligne à la fois la convergence au niveau national et le partage efficace de récits et de messages à travers les frontières:

« En Argentine tous les principaux acteurs opposés au programme progressiste, et plus particulièrement au programme relatif aux droits sexuels et reproductifs ont eu tendance à se retrouver.

[…] Dans la réaction contre les progrès réalisés en matière de droits sexuels et reproductifs, d'autres acteurs en profitent pour imposer leurs propres programmes conservateurs, par exemple autour des questions migratoires. De nouveaux acteurs sont entrés dans le jeu, en particulier des acteurs d'autres domaines (politiques, économiques, religieux), mais un bon nombre d'entre eux, qui gagnent davantage de visibilité, sont toujours les mêmes, la différence étant qu'ils fusionnent maintenant des agendas communs qui existaient autrefois en parallèle et de manière moins coordonnée.

[…] L'une de leurs stratégies les plus efficaces a consisté à utiliser des messages et des symboles coordonnés. La campagne «Don't you mess with my childrens» (Ne jouez pas avec mes enfants), par exemple, a utilisé les mêmes phrases et slogans, voire les mêmes symboles et couleurs, non seulement dans toute l'Amérique latine, mais aussi bien au-delà. Nous l'avons constaté en Europe de l'Est, en Italie, en Espagne. »

En effet, le slogan «Ne jouez pas avec mes enfants» et ses variantes, un discours anti-droits qui se préoccupe apparemment de la protection des enfants et qui se propage du Pérou vers l'Amérique latine et au-delà, revient sans cesse lorsque des répondants de différents pays discutent sur des campagnes anti-droits.

Eliana Cano décrit ensuite comment les anti-droits internationaux se sont mis au travail et collaborent officiellement à travers l'Amérique latine:

> *« Aujourd'hui, un réseau hautement organique est devenu visible, avec des bases dans des divers pays d'Amérique latine et avec ses propres publications, conférences et des ressources économiques considérables. Sa présence a commencé à se faire sentir fortement en 2005, lorsque le Centre pour la Promotion de la Famille et la Régulation de la Naissance (Ceprofarena) a organisé le deuxième congrès international Pro-Life… Ce congrès avait élaboré un document connu sous le nom de Déclaration de Lima, expression de l'accord conclu par des groupes conservateurs. Ceprofarena entretient des liens étroits avec Human Life International (Vie Humaine Internationale), une puissante organisation conservatrice internationale. »*

"EN CE QUI CONCERNE LES DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS DES FEMMES ET LES DROITS DES PERSONNES LGBTQI, LES ORGANISATIONS AMERICAINES DE DROITE EXPORTENT LEURS IDEES DANS D'AUTRES PARTIES DU MONDE, Y COMPRIS EN AFRIQUE"
– DUMISO GATSHA

Souvent, ces relations sont établies avec des riches groupes anti-droits basés aux États-Unis. Le sentiment anti-LGBTQI en Ouganda a longtemps été entretenu par des groupes évangéliques américains qui ont noué des liens étroits et soutenu le développement de groupes locaux adoptant des positions confessionnelles radicales. Mais l'Ouganda n'est pas le seul : les groupes évangéliques américains ont été des partisans enthousiastes de la législation anti-LGBTQI au Kenya, au Nigeria et au Zimbabwe. Dumiso Gatsha, de Success Capital Organization au Botswana, identifie également cette connexion internationale :

> *« En ce qui concerne les droits sexuels et reproductifs des femmes et les droits des personnes LGBTQI, les organisations américaines de droite exportent leurs idées dans d'autres parties du monde, y compris en Afrique. »*

Kaspars Zālītis explique comment des compétences et des stratégies similaires sont importées des États-Unis en Lettonie:

> *« De nouvelles organisations religieuses ayant des liens directs avec des groupes évangéliques américains émergent. Certains de leurs dirigeants ont été formés aux États-Unis et sont très convaincants pour influencer les citoyens. Les organisations religieuses et les partis de droite sont de plus en plus organisés et coordonnés pour lutter contre l'égalité des sexes et les droits des LGBTQI au niveau européen. »*

Gordan Bosanac observe également ces connexions en Europe de l'Est, et signale:

> *« Des liens de plus en plus étroits avec des groupes évangélistes fondamentalistes basés aux États-Unis, qui ont eu une longue expérience dans la formulation de politiques à la fois aux États-Unis et ailleurs. »*

Il peut y avoir un peu d'espoir dans cette histoire : des groupes d'extrême droite ont du mal à mettre de côté les différences et maintenir des alliances à long terme. En politique, par exemple, les tentatives visant à former un groupe uni de populistes et de nationalistes d'extrême droite au niveau du Parlement européen ont souvent fait l'objet de discussions, mais ces tentatives n'ont pas réussi jusqu'à présent. En même temps, nous ne devrions pas fonder nos espoirs sur une tendance historique à la fragmentation de la droite. Une réponse concertée et énergique de la société civile est nécessaire, y compris une enquête plus approfondie sur le rôle joué par les groupes évangéliques basés aux États-Unis.

L'INTERNATIONALISATION DU LEADERSHIP ANTI-DROITS: LE CONGRES IBERO-AMERICAIN POUR LA VIE ET LA FAMILLE

Diana Cariboni a défié l'interdiction faite aux médias d'assister à la réunion du Congrès Ibéro-américain pour la Vie et la Famille, tenue en Uruguay en 2018. Elle a assisté à ce forum international dans lequel des leaders anti-droits actifs dans la politique et des groupes confessionnels se connectent pour accroître leur influence:

> *« En 2018, j'ai couvert la conférence de ce groupe régional - en réalité un groupe Ibéro-américain, puisqu'il compte des membres dans toute l'Amérique latine et également en Espagne. C'est un grand groupe qui cherche à devenir un mouvement. C'est l'un des nombreux qui existent : il y en a plusieurs autres qui se recoupent également, car les membres du Congrès Ibéro-américain font également partie d'autres mouvements, interagissent au sein de ces mouvements et siègent au Conseil d'administration de diverses organisations…*
>
> *En premier lieu, les acteurs les plus importants que j'ai réussi à identifier au sein de ce mouvement étaient un grand nombre de représentants des églises évangéliques et, notamment du néo-pentecôtisme, bien qu'il y ait des églises baptistes et des églises évangéliques non pentecôtistes.*
>
> *En plus de ces églises, la plate-forme «Ne jouez pas avec mes enfants» était également représentée. Ce réseau comprend une série de personnalités chrétiennes évangéliques. Certains d'entre eux sont des prédicateurs d'église et d'autres sont également des acteurs politiques. Par exemple, il y avait un grand nombre de représentants avec des sièges au Congrès péruvien. En fait, les législateurs constituent un segment important du Congrès Ibéro-américain. Dans de nombreux pays, il y a des membres du Congrès qui sont des pasteurs d'église ou des membres de congrégations religieuses […]. Ces personnes tentent de coordonner un mouvement législatif régional. Le Congrès Ibéro-américain est actif dans le domaine législatif et coordonne et publie des déclarations sur certaines questions depuis quelque temps.*
>
> *Ce ne sont pas les paroissiens en général qui se sont réunis mais plutôt les pasteurs, les prédicateurs, les politiciens, les leaders d'opinion et les influencers qui cherchent à tirer profit du langage et des codes utilisés pour communiquer auprès d'une grande partie de la population, et en particulier auprès des jeunes. »*

LES GROUPES ANTI-DROITS ATTIRENT DES RESSOURCES

L'argent est une ressource importante. Là où les groupes anti-droits se développent et remportent plus de succès, ils attirent de plus en plus de ressources.

Dans certains pays, dont la Hongrie, la Pologne et la Russie, les États sont en train de modifier les règles, ce qui permet aux groupes anti-droits de recevoir plus facilement des fonds. Les critères de financement de l'État ont été reformulés autour de la promotion de programmes socialement conservateurs étroitement alignés sur ceux des partis au pouvoir. Les États peuvent alors affirmer qu'ils soutiennent la société civile tout en finançant des groupes qui s'opposent à l'éthique de la société civile. Dans d'autres pays, les États réduisent le financement de la société civile, créant un désavantage par rapport aux groupes anti-droits qui bénéficient d'un financement stable en raison de leurs liens avec des puissantes institutions religieuses. Le résultat est un terrain de jeu inégal. Tel est le cas au Mexique, comme l'ont noté les participants à une consultation tenue en juin 2019:

> *« Les OSC de droite ont été et continuent d'être soutenues par des groupes religieux et, au Mexique, ils le sont en particulier par l'Église catholique. Les nouvelles politiques gouvernementales qui suppriment le soutien aux OSC n'ont pas d'impact sur les groupes anti-droits, car ils continuent à recevoir un soutien financier de la part de l'Eglise et des groupes d'entreprises conservateurs, qui disposent de la capacité économique suffisante pour corrompre les autorités. »*

Les ressources des groupes anti-droits sont souvent opaques, mais il existe des preuves de financement international. En Lettonie, des groupes évangéliques américains extrêmement conservateurs ne dispensent pas uniquement des formations : ils constituent également une source de financement essentielle pour les groupes qui travaillent pour nier les droits à l'avortement et aux droits des personnes LGBTQI. En conséquence, comme le souligne Kaspars Zālītis:

> *« Les organisations religieuses et les partis de droite reçoivent un apport plus important de ressources des États-Unis. Ils ont beaucoup plus de ressources que ce que nous avons. »*

LES RESSOURCES DES GROUPES ANTI-DROITS SONT SOUVENT OPAQUES, MAIS IL EXISTE DES PREUVES DE FINANCEMENT INTERNATIONAL.

Mieke Schuurman décrit les réseaux de soutien internationaux et le financement aux groupes anti-droits attaquant les droits de l'enfant :

> *« […] Il y a beaucoup de soutien de la Russie, de la Biélorussie et de l'Ukraine, et aussi en partie des États-Unis. Le financement provient de ces pays pour soutenir les mouvements anti-droits des enfants. »*

Aux États-Unis, qui sont à l'origine d'une grande partie des fonds versés aux groupes anti-droits du monde entier, les groupes locaux avec un discours de haine reçoivent eux-mêmes de généreux financements de la part des organisations de subventions chrétiennes conservatrices.

En Indonésie, T King Oey, d'Arus Pelangi indique qu'une organisation islamique extrémiste qui répand une culture de la peur parmi les personnes LGBTQI a reçu «beaucoup de financements» de l'Arabie saoudite. En Malaisie, Thilaga Sulathireh suggère que la panoplie de groupes qui attaquent les droits des personnes LGBTQI reçoivent également des financements étrangers. En Eurasie, il y a des preuves de la réception de financements venant de la Russie par les groupes anti-droits.

Les groupes qui répriment les droits à l'avortement en Amérique latine reçoivent également des financements du secteur privé, tel que noté par Eliana Cano:

> *« Ces groupes ont beaucoup d'argent qui provient du secteur conservateur des affaires et se sont dotés de stratégies et discours efficaces. »*

Uma Mishra-Newbery associe le rôle et la confiance croissante des groupes anti-droits attaquant les droits des femmes sous des formes internationales à leur financement provenant de fondations conservatrices, qui soutiennent également le gouvernement régressif de Trump:

> *« Si nous examinons les sources de financement de ces groupes, on note qu'ils proviennent de fondations familiales très bien établies qui travaillent consciemment pour affaiblir les droits des femmes.*
>
> *Si nous regardons, par exemple, la* Heritage Foundation *dans un endroit tel que la Commission de la Condition de la Femme, s'exprimant contre ce qu'ils appellent l'idéologie de genre, quel est l'objectif de leur présence là-bas? Si l'on examine en profondeur, nous constatons que la* Heritage Foundation *a été financée par la Dick and* Betsy DeVos Familiy Foundation*. Et Betsy DeVos est actuellement la Secrétaire à l'Éducation dans l'administration Trump […] Nous devons connaître toutes ces couches pour comprendre pourquoi ces groupes existent, leur niveau de sophistication et pourquoi ils sont si difficiles à éliminer. »*

Les financements souvent opaques des groupes anti-droits s'accompagnent de nombreuses attaques contre les financements beaucoup plus transparents que la société civile légitime reçoit, en particulier de la part *d'Open Society Foundations*, qui fait l'objet de nombreuses attaques vicieuses et antisémites. Dans ces attaques, la société civile est systématiquement désignée comme un agent des puissances étrangères, même si les groupes anti-droits reçoivent souvent des financements étrangers. Ceci est une preuve supplémentaire qui démontre que les groupes anti-droits ne sont pas des concourants équitables. Il est nécessaire de mener un enquête plus profonde et mettant en lumière les financements opaques des groupes anti-droits.

DES GROUPES ANTI-DROITS SE MOBILISENT EN REACTION CONTRE NOS REUSSITES PASSEES

Beaucoup des personnes consultées ont également le sentiment que ce qui se passe est, au moins en partie, une réaction brutale contre nos réussites. Peut-être cela est plus facilement constatable par les personnes qui travaillent pour promouvoir les droits des femmes et des personnes LGBTQI. De nombreux groupes anti-droits ont réagi aux avancées des droits, dans le but de les annuler. C'est pourquoi, dans certains contextes, ils sont souvent qualifiés de «contre-mouvements».

Sahar Moazami associe ce sentiment de réaction aux progrès récents des droits des personnes LGBTQI:

> *« Au cours des dernières années, un certain nombre de pays ont adopté ou ont commencé à appliquer des lois reconnaissant la diversité des identités de genre et ont élargi les droits des personnes transgenres, supprimant les interdictions de relations homosexuelles et reconnaissant l'égalité des droits en matière de mariage à toutes*

les personnes, sans distinction de sexe ou d'orientation sexuelle. En même temps, et peut-être en réaction à ces victoires, nous recevons des contrecoups. Nous assistons à la hausse des mouvements nationalistes de droite et anti-genre qui attaquent l'égalité de genre et plaident en faveur de l'exclusion des personnes LGBTQI et des restrictions extrêmes imposées à la santé et aux droits sexuels et reproductifs. Cela a conduit à une hausse de la rhétorique de la part d'acteurs politiques queerphobes, et surtout transphobes, et, dans certains cas, à des tentatives visant à réduire à néant les progrès réalisés pour reconnaître la diversité des identités de genre. »

Gordan Bosanac observe le même phénomène en Europe de l'Est :

« Le tournant décisif en Europe de l'Est a eu lieu au début des années 2010. Dans de nombreux cas, il s'agissait d'une réaction contre les débats politiques nationaux sur les droits des LGBTQI et sur les droits en matière de reproduction.

[…] Sur le plan international, des groupes anti-droits ont commencé à prendre forme au milieu des années 90, en réaction à la quatrième Conférence Mondiale des Nations Unies sur les Femmes, tenue en 1995 à Beijing. C'est alors qu'un consensus s'est formé autour des droits de la femme comme appartenant aux droits humains, et que l'égalité de genre a été inclue à l'ordre du jour. Les groupes religieux se sont sentis vaincus à Beijing. Des nombreux intellectuels qui ont étudié ce processus ont conclu que c'est à ce moment-là que l'Église catholique s'est mise en colère parce qu'elle avait perdu une grande bataille… Plusieurs moments symboliques les ont mis en colère et les ont poussés à se battre davantage contre les idées progressistes. En réaction contre cela, ils se sont modernisés. »

María Angélica Peñas Defago a également souligné le caractère réactif du mouvement anti-droits de son pays, l'Argentine, et de son voisin, le Brésil, où

Photo de Stephen Lovekin/Getty Images

Le Secrétaire Général de l'ONU d'alors, Ban Ki-moon, inaugure la célébration du 20ème anniversaire de la Conférence Mondiale sur les Femmes de 1995, qui a représenté une avancée historique dans la reconnaissance des droits des femmes.

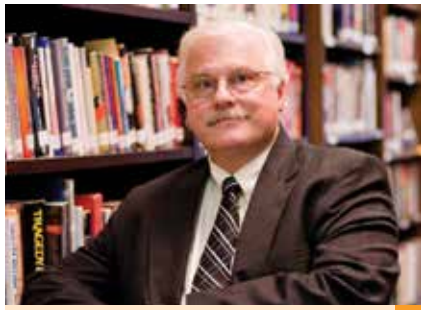
la victoire du président Bolsonaro aux élections a marqué une victoire pour l'autre camp:

> *« Nous avons constaté au fil du temps, et pas seulement l'année dernière lorsqu'un projet de loi autorisant l'interruption volontaire de la grossesse a été discuté au Congrès, des réactions contre les progrès réalisés en matière de revendication des droits des femmes et des personnes LGBTQI. Il y a également eu une nouvelle réaction contre l'éducation sexuelle dans les écoles, une bataille de longue date. L'éducation sexuelle a été mise en œuvre par le biais d'une loi de 2006 à laquelle on s'oppose toujours.*
>
> *[…] J'ai surveillé les congrès de groupes dits «pro-vie» et analysé les actions qu'ils ont entreprises dans les espaces régionaux et internationaux, en particulier à l'Organisation des États Américains (OEA) et aux Nations Unies (ONU), et il est évident qu'ils perdent du terrain concernant la famille et l'attribution des rôles sexuels, et ils en sont conscients. Ces groupes réagissent face à ce qu'ils perçoivent comme un échec. Leur réaction est coordonnée non seulement autour de l'agenda thématique des droits sexuels et reproductifs, mais également autour d'un agenda plus large nationaliste, néolibéral et, dans certains cas, fasciste, sur les plans politique et économique.*
>
> *Le phénomène Bolsonaro est un bon exemple de réaction à un programme pluraliste concernant la moralité sexuelle et les droits sexuels et reproductifs. Les progrès de ce programme pluraliste ont joué un rôle contraignant dans un agenda politique conservateur plus large. »*

Dans certains contextes, il est possible de voir le retour en arrière des anti-droits comme une action d'arrière-garde, potentiellement le dernier souffle de ceux qui ont longtemps joui d'un certain pouvoir du fait de leur appartenance à des groupes dominants, de l'accès relativement facile aux droits et aux normes sociales conservatrices qui les soutiennent. La hausse des groupes anti-droits, et la résurgence plus large du populisme et du nationalisme de droite, ont souvent un caractère essentiellement nostalgique et défensif. Ils cherchent à annuler des réussites progressives et à affirmer le statut des groupes de population ayant historiquement bénéficié de privilèges relatifs, comme ceux établis sur la base du sexe, de l'identité sexuelle, de l'ethnie et de la foi. C'est au moins en partie une tentative de réaffirmer la supériorité culturelle en réaction aux changements culturels. Le journaliste d'investigation et activiste basé aux États-Unis, Chip Berlet indique que des groupes anti-droits peuvent recruter des sympathisants parmi des personnes qui sont en colère contre la perte relative de leur privilège:

> *« Lorsque le statu quo, qui place des personnes comme eux près du sommet change, parce que des groupes auparavant marginalisés revendiquent avec succès leurs propres droits, les privilégiés ne voient pas cela comme une perte de privilèges injustes, mais comme une atteinte à l'ordre naturel, à la communauté traditionnelle ou*

"NOUS AVONS CONSTATE AU FIL DU TEMPS, ET PAS SEULEMENT L'ANNEE DERNIERE LORSQU'UN PROJET DE LOI AUTORISANT L'INTERRUPTION VOLONTAIRE DE LA GROSSESSE A ETE DISCUTE AU CONGRES, DES REACTIONS CONTRE LES PROGRES REALISES EN MATIERE DE REVENDICATION DES DROITS DES FEMMES ET DES PERSONNES LGBTQI."
– MARÍA ANGÉLICA PEÑAS DEFAGO



"LORSQUE LE STATU QUO, QUI PLACE DES PERSONNES COMME EUX PRES DU SOMMET CHANGE, PARCE QUE DES GROUPES AUPARAVANT MARGINALISES REVENDIQUENT AVEC SUCCES LEURS PROPRES DROITS, LES PRIVILEGIES NE VOIENT PAS CELA COMME UNE PERTE DE PRIVILEGES INJUSTES, MAIS COMME UNE ATTEINTE A L'ORDRE NATUREL."

– CHIP BERLET

même à la nation. Ils parlent d'eux-mêmes comme de véritables «producteurs» de la société entraînés par des «parasites» paresseux, pécheurs ou subversifs. »

Uma Mishra-Newbery voit également une réaction essentiellement défensive aux contestations du privilège enraciné :

« Plusieurs d'entre ceux qui détiennent le pouvoir depuis des centaines d'années et qui bénéficient du patriarcat et de la suprématie blanche vont essayer de défendre ce qu'ils considèrent comme leur droit de continuer à exercer ce pouvoir. Cela inclut les gouvernements ainsi que les groupes non étatiques anti-droits. »

Selon Eliana Cano, il existe une dynamique démographique du contrecoup, du moins dans le contexte des groupes confessionnaux très conservateurs, dans lesquels la plupart des personnes âgées réagissent aux mobilisations sociales récentes très visibles, pendant lesquelles les jeunes occupent une place prépondérante :

« Les jeunes se mobilisent sur de nombreuses questions et, avec leur aide, des nombreux aspects du programme relatif aux droits sexuels et reproductifs imprègnent le débat public. Je pense que cela provoque le désespoir des groupes ultra-conservateurs, et c'est pourquoi ils réagissent avec tant de colère, de frustration et, j'ose même dire, de haine. C'est-à-dire qu'ils réagissent avec des attitudes loin de la miséricorde, de la gentillesse, de l'humilité, de la compréhension et du non-jugement. »

Ces répercussions rappellent que les réalisations de la société civile ne sont jamais automatiquement permanentes et que toute réussite, à moins d'être consolidée et développée, peut être temporaire et susceptible de disparaître . On nous demande de maintenir nos efforts, même après avoir fait des progrès, et de prévoir dans notre budget des représailles dans toutes nos activités qui représentent un défi pour les intérêts politiques et les normes sociales de quelques sections de la population.

L'IMPACT PROUVE DES GROUPES ANTI-DROITS

Il est clair que tout cela (les nouvelles tactiques, l'élan politique, les relations avec les États et les partis, la constitution de coalitions et les ressources) marque la différence. Les groupes anti-droits ont un impact. La société civile subit souvent cet impact sous forme de coûts et de pertes. Les personnes interrogées ont identifié divers impacts négatifs des groupes anti-droits sur leur travail et sur la société civile dans son ensemble. Les plus fréquemment cités sont le risque accru, la peur, le silence ou la difficulté croissante de soulever des questions sensibles, des défis de légitimité, des changements régressifs concernant les politiques, le renversement des progrès et l'introduction de nouvelles restrictions pour les activistes et les OSC.

Comme le soulignent de nombreuses personnes consultées, les idées anti-droits peuvent modifier les attitudes et les politiques publiques, provoquant des préjudices importants et durables aux groupes exclus. Par exemple, comme le rapporte Abdi Noor Aden de Wamo Relief en Somalie, des tels actions ont été constatées :

> *« Les groupes contre le droit des filles à l'éducation ont réduit la scolarisation des filles à l'école. »*

Aux Pays-Bas, un répondant indique :

> *« Des groupes anti-droits ont fermé les services de santé de la reproduction basés sur les droits et modifié le discours public sur les questions de droits. »*

Les impacts sont ressentis au niveau individuel. La pénétration de perspectives anti-droits dans les administrations étatiques et judiciaires entraîne des violations flagrantes des droits humains avec des victimes directes identifiables, comme dans des affaires très médiatisées dans lesquelles l'avortement légal a été refusé aux jeunes victimes de viol en Argentine. Au cours de ce processus, les fonctionnaires ont violé à plusieurs reprises le droit des victimes à la vie privée et les dirigeants religieux ont mobilisé l'opinion publique en appelant collectivement à « protéger » le fœtus.

L'espace civique est touché et, comme toutes les attaques contre cet espace, l'impact des groupes anti-droits peut nous pousser à la défensive et parfois même nous obliger à justifier notre existence, nos objectifs et nos méthodes de travail. Nous serons peut-être obligés d'argumenter à nouveau sur des points que nous pensions depuis longtemps réglés. Les diffamations et les risques physiques peuvent nous amener à réduire notre plaidoyer et à rendre la population moins disposée à travailler avec nous. Perdre la légitimité, comme résultat des attaques, peut rendre plus difficile l'exécution de notre travail et la recherche des alliés et des fonds. Les attaques peuvent avoir un impact sur la santé mentale du personnel de la société civile et nous obliger à faire un travail supplémentaire, comme investir dans la sécurité et lutter contre les diffamations. Tout cela prend du temps, n'est pas budgétisé par les donateurs et nous détourne de notre travail principal. Cela fait partie de l'objectif des groupes anti-droits: absorber nos énergies et miner nos capacités à poursuivre nos missions.

Alessandra Nilo, de GESTOS - VIH et sida, Communication et Genre au Brésil, observe cet effet de soumission sur la société civile qui travaille en faveur des droits des personnes vivant avec le VIH / Sida:

> *« Au cours des dernières décennies, nous avons lutté pour améliorer le travail que nous faisions, mais nous travaillons maintenant pour maintenir les droits dont nous disposons, pour résister, pour récupérer les pertes, et ce jeu est très différent. »*

"AU COURS DES DERNIERES DECENNIES, NOUS AVONS LUTTE POUR AMELIORER LE TRAVAIL QUE NOUS FAISIONS, MAIS NOUS TRAVAILLONS MAINTENANT POUR MAINTENIR LES DROITS DONT NOUS DISPOSONS"
- ALESSANDRA NILO

DES REACTIONS HOSTILES EN AMERIQUE LATINE FACE AU DROIT A L'AVORTEMENT

Edurne Cárdenas

Les pas en avant peuvent susciter une réaction défensive, comme en témoignent les réactions contre les tentatives de la société civile pour faire avancer le droit à l'avortement. En Argentine, les tentatives récentes de légalisation de l'avortement, dans un pays où cette loi est parmi les plus restrictives, ont déclenché une réaction hostile. Grâce aux efforts d'une coalition de la société civile, la Campagne Nationale pour le Droit à un Avortement Légal, Sûr et Gratuit, le Congrès du pays a examiné pour la première fois en 2018 une proposition visant à légaliser l'avortement. Alors que la Chambre haute a rejeté une proposition adoptée par la Chambre basse, la société civile continue de faire campagne et a pour objectif de ramener cette initiative au Congrès. Mais la victoire de la société civile, qui a mis en avant une question longtemps écartée de l'ordre du jour politique, a suscité une réaction négative et anti-droits, comme le rapporte Edurne Cárdenas of the Centre for Legal and Social Studies in Argentina relates:

> *« En 2018, l'avortement a été discuté comme jamais auparavant, brisant ainsi le silence et les tabous. Mais le processus a également eu un effet secondaire négatif : puisque le thème inscrit à l'ordre du jour marquait de nombreuses divisions et que la mobilisation devenait si massive et importante sur la scène politique, les secteurs les plus conservateurs ont vivement réagi. Ces secteurs ont acquis un niveau d'organisation et de visibilité qu'ils ne possédaient pas auparavant. »*

Sara García Gross

De même, les tentatives de promotion des droits à l'avortement au Salvador, où l'une des politiques anti-avortement les plus strictes au monde est appliquée en raison des efforts soutenus de groupes confessionnels extrêmement conservateurs, ont provoqué une augmentation des efforts en matière de lutte contre ces droits, comme Sara García Gross, de l'Association de Citoyens pour la Dépénalisation de l'Avortement Thérapeutique, Éthique et Eugénique au Salvador signale:

> *« À la suite de nos travaux de recherche, de surveillance et de diffusion, de nombreuses personnes autres que les organisations de défense des droits des femmes ont été informées de la situation et ont exprimé leur indignation à ce sujet. Parallèlement, à mesure que ces changements d'opinion publique devenaient plus visibles, les groupes fondamentalistes ont également commencé à contre-attaquer avec leurs propres initiatives. »*

Un répondant à l'enquête de la Mauritanie a cité l'impact des diffamations sur les OSC, une tactique clé discutée plus en détail ci-dessous :

> *« Ces groupes sont dangereux pour le travail de la société civile car leurs accusations sont graves et, dans des communautés mal informées, on croit à ces accusations surtout lorsqu'elles sont faites pour indiquer que les ONG sont anti-patriotiques ou anti-nationales.»*

Un répondant à l'enquête au Népal explique de tels impacts de la même manière, notant que :

> *« [Les campagnes de stigmatisation ont] créé de nombreuses images négatives dans le public. De nombreux bureaucrates et le grand public deviennent suspicieux par rapport à des événements et des ateliers d'OSC. La surveillance publique a augmenté. [En réponse], nous sommes plus transparents [et] informons clairement les gens du travail que nous faisons. Même dans ce cas, il est très difficile d'inverser l'image négative. »*

Les diffamations mènent à des menaces, et les menaces suscitent la peur, comme le décrit un répondant au Burundi :

> *« Beaucoup de nos activistes vivent dans la peur et ne sont pas libres de mettre en œuvre leurs activités comme ils le devraient. Nous faisons des efforts pour mobiliser la population dans nos réunions, car ils craignent d'être considérés comme des partisans de ce qu'on appelle des "marionnettes occidentales et des ennemis du pays".»*

Un répondant pakistanais identifie également des nombreuses menaces de groupes anti-droits qui cherchent à faire taire la société civile :

> *« Les groupes qui ciblent les [...] militants des droits des femmes et des personnes transgenres [...] non seulement menacent ces personnes, mais également les membres de leurs familles, y compris leurs enfants. Toute personne active dans la promotion des droits humains, des droits des minorités religieuses et des droits des minorités sexuelles reçoit souvent [...] des messages destinés à la faire taire, tels que des lettres envoyées à la maison, des appels menaçants et même des abus physiques. »*

Un répondant du Belize a fait part de la même préoccupation à propos de la sécurité. Il note :

> *« Les groupes anti-droits ont rendu notre travail dangereux et ont mis en difficulté la communication et la mobilisation parmi la population que nous représentons, les jeunes LGBTQI. »*

La peur peut amener certains à quitter la société civile pour se protéger. Un répondant d'Afrique du Sud indique que :

> *« [Les groupes qui s'opposent aux droits des migrants] tentent par tous les moyens de nous faire taire et de nous intimider à travers les réseaux sociaux ou des messages directs. […] En conséquence, certains de nos formateurs aux droits humains ont abandonné leur travail parce qu'ils craignaient pour leur vie. »*

Photo de Guy Smallman/Getty Images

Des militants LGBTQI protestent à Londres contre la décision du Sultan de Brunei de ratifier une loi qui punit l'homosexualité par lapidation.

Un répondant du Pakistan a indiqué le même impact:

> *« Les OSC qui n'ont pas de bons contacts avec les agences gouvernementales ont renoncé à leurs activités dans le domaine des droits humains en raison de préoccupations pour leur sécurité et celle de leurs familles. »*

Lorsque les groupes anti-droits voient ces réactions défensives, ils peuvent avoir le sentiment qu'ils ont remporté une victoire, du moins en partie. Cependant, comme l'indique la dernière partie de ce rapport, la société civile est en train de concevoir une réponse formidable.

LA SOCIETE CIVILE LGBTQI EN PREMIERE LIGNE

La société civile LGBTQI est en première ligne en question d'impacts. En Indonésie, T King Oey explique comment les attaques de groupes anti-droits ont forcé les personnes LGBTQI à se défendre:

> *« Cela a eu un effet énorme sur toute la communauté. La population a eu peur. Depuis 2016, nous n'avons tenu pratiquement aucun événement public. Nous devons garder les choses secrètes et tout faire dans la clandestinité. Nous avons également dû apprendre à prendre des mesures de sécurité. Beaucoup de nos membres sont devenus déprimés et se sont fermés hermétiquement, ils ont arrêté de sortir de chez eux. »*

Les répondants à l'enquête qui travaillent pour les droits des personnes LGBTQI décrivent aussi les impacts fréquents sur leur travail et sur les personnes avec lesquelles ils travaillent. Le Botswana a connu une percée dans le domaine des droits humains en mai 2019, lorsque sa Haute Cour a jugé que la criminalisation des relations entre personnes du même sexe par le pays était inconstitutionnelle. Cette sentence découlait d'un cas soutenu par la société civile qui s'appuyait sur une campagne colossale et constituait un événement certainement marquant dans une région où les personnes LGBTQI sont souvent contraintes de vivre dans la peur. Mais la sentence a rencontré une résistance féroce de la part de groupes anti-droits et a déclenché des représailles. Anna Mmolai-Chalmers, appartenant à Lesbiennes, Gays et Bisexuels du Botswana (LEGABIBO) décrit les effets que des groupes anti-droits ont eu dans son pays, en changeant les perceptions des personnes et en détournant le débat :

> *« Les déclarations de l'Église ont alimenté l'énergie et les attitudes négatives et exposé les personnes LGBTQI au risque d'être rejetées par leur famille et expulsés de leur domicile. Dans les cas où nous estimons avoir réussi à changer les mentalités, des versets religieux sont utilisés pour accuser les gens et les forcer à rejeter l'organisation. Des points de vue religieux violent également les droits des personnes LGBTQI à accéder aux services. Par exemple, lorsque les personnes LGBTQI se rendent dans des centres de santé et s'identifient ouvertement comme telles, les prestataires de services prêchent la Bible, et donc les éloignent des services dont elles ont besoin. Le point de vue religieux a également empêché l'adoption de politiques inclusives [garantissant] l'accès à des services non discriminatoires. D'autres organisations de la société civile hésitent souvent à soutenir notre travail parce qu'elles craignent d'être rejetées par le gouvernement ou parce qu'elles se sentent mal à l'aise face à la possibilité d'être perçues comme soutenant notre travail. »*

Un jeune activiste LGBTQI du Cameroun souligne de nombreux impacts, allant des préjudices judiciaires et psychologiques à une réduction de l'accès aux services de santé, d'éducation et autres, entraînant des conséquences très concrètes, telles que des taux croissants d'infection par le VIH-sida:

> *« La stigmatisation et la discrimination basées sur l'orientation sexuelle limitent considérablement l'accès des personnes LGBTQI aux services de prévention et de prise en charge du VIH […] entraînant une augmentation du taux de prévalence du VIH dans cette communauté marginalisée, ce qui en fait une poche d'infection. La violence et les violations des droits contre les personnes LGBTQI créent un traumatisme, des crises d'identité, des fractures familiales et socioculturelles. »*

Kirimi Mwendia Evans, du *Victory Pride Center* au Kenya, décrit l'influence des groupes anti-droits sur la perpétuation de la criminalisation des relations homosexuelles et l'exclusion des personnes LGBTQI du discours, en indiquant :

> *« Ils ont rendu difficile l'enregistrement des organisations LGBTQI au Kenya ; en fait, ce n'est que l'année dernière que la Commission Nationale des Gays du Kenya a été enregistrée, après des années de batailles juridiques. Ils ont influencé la criminalisation actuelle de l'amour des personnes LGBTQI. Ils ont gagné des procès judiciaires qui maintiennent le statu quo actuel. Ils se sont opposés à toute tentative de parler des droits des homosexuels dans les médias nationaux ; ils disent que les médias recrutent leurs enfants.»*

Photo de Chris J Ratcliffe/Getty Images

Des militants LGBTQI ougandais participent à la Marche de la Fierté de 2016 à Londres, au Royaume-Uni.

SECTION 4: LE GUIDE DES ANTI-DROITS: LES TACTIQUES CLES

Avant de pouvoir répondre, nous devons comprendre les tactiques des groupes anti-droits. Il est clair que ces groupes sont différents. Cependant, dans toutes les réponses reçues lors de nos consultations, des schémas et tendances tactiques clairs se dégagent. Souvent, les groupes anti-droits attaquent sur plusieurs fronts simultanément, en utilisant des combinaisons de tactiques différentes. Comme indiqué ci-dessous, bon nombre de leurs tactiques sont délibérément empruntées au répertoire de la société civile, un phénomène que Gordan Bosanac identifie :

> *« Ironiquement, ils ont appris en surveillant de près ce que les OSC progressistes des droits humains étaient en train de faire: là où ils identifiaient une réussite, ils se limitaient à la copier. »*

Un répondant à l'enquête venant du Kenya a identifié de la même manière cet emprunt de tactique:

> *« Les groupes religieux qui font campagne contre les personnes LGBTQI ont adopté le guide de la société civile, organisé des colloques et autres manifestations de ce type à grande échelle, des discussions et des événements de planification, diffusant des messages haineux, alarmistes et extrémistes tels que « Les gays prennent le relais et il ne restera plus rien » et engageant les décideurs politiques. Ils ont renversé les progrès réalisés dans la conquête des cœurs et des esprits et ont rendu l'environnement toxique pour les engagements publics face à la communauté LGBTQI. »*

En plus de copier notre tactique, ils cherchent à revendiquer nos espaces. Plusieurs répondants de notre enquête ont identifié l'infiltration dans les espaces de la société civile comme une tactique utilisée par les groupes anti-droits, ce qui rend difficile leur repérage et leur permet de perturber les procédures de la société civile. Un activiste de la société civile sud-africaine souligne que:

> *« Beaucoup ne les identifient pas facilement comme des groupes ou des individus anti-droits. Ces derniers sont peut-être plus effrayants car ils pénètrent dans nos espaces et expriment leurs messages anti-droits. »*

Des groupes anti-droits ont étudié nos tactiques efficaces et les ont imitées, dans la mesure où elles les laissent paraître une société civile inverse ou alternative. La confusion sur ce que la société civile est et fait est un avantage que cet emprunt de tactiques leur apporte.

PLUSIEURS REPONDANTS DE NOTRE ENQUETE ONT IDENTIFIE L'INFILTRATION DANS LES ESPACES DE LA SOCIETE CIVILE COMME UNE TACTIQUE UTILISEE PAR LES GROUPES ANTI-DROITS, CE QUI REND DIFFICILE LEUR REPERAGE ET LEUR PERMET DE PERTURBER LES PROCEDURES DE LA SOCIETE CIVILE.

À QUI S'ADRESSENT-ILS: LES ATTAQUES CONTRE LES PLUS VULNERABLES ET LES EXCLUS

Quelles que soient leurs tactiques, les minorités et les groupes exclus sont les cibles principales des groupes anti-droits. Notre recherche a révélé que les femmes, les personnes LGBTQI, les personnes vivant avec le VIH-Sida, les minorités religieuses, les minorités ethniques et raciales, les peuples autochtones, les migrants (et la société civile qui défend leurs droits) sont les premières victimes des attaques.

La majorité des répondants qui ont identifié des attaques de groupes anti-droits sur des secteurs spécifiques de la population ont décrit des attaques contre les droits sexuels et reproductifs, avec deux cibles principales: les femmes et les personnes LGBTQI. Mazi Jideofor Umeh, de la Fondation Ugonma, au Nigéria, est l'une des nombreuses personnes qui décrivent les attaques contre les droits des femmes, remarquant que les groupes anti-droits :

> *« Utilisent la violence et empêchent les femmes de participer à des programmes de développement des femmes. Ils combattent également nos programmes d'éducation pour les filles. »*

Un répondant du Ghana signale également cet intérêt de s'attaquer aux droits des femmes:

> *« L'un des thèmes principaux est celui des droits des femmes et des filles. Ils croient que les femmes et les filles reçoivent trop d'attention dans les médias internationaux [et de la part de la société civile]. […] Leur affirmation selon laquelle l'écart entre les sexes était déjà comblé, de sorte qu'aucune autre action positive en faveur des femmes et des filles ne serait nécessaire, a été une force puissante pour faire reculer le travail de la société civile. Ces groupes sont principalement formés d'hommes, jeunes et vieux, actifs dans les réseaux sociaux et s'attaquant à toute activité faisant la promotion des droits des femmes et des filles ».*

Kirimi Mwendia Evans au Kenya a résumé l'ampleur de l'attaque contre les personnes LGBTQI au Kenya:

> *« J'ai rencontré des groupes anti-LGBTQI. Des pasteurs qui se nomment eux-mêmes les évangéliques du Kenya, et parrainés par des politiciens, ont mené la campagne contre les personnes homosexuelles. Leur tactique est de normaliser la discrimination en s'opposant à toute tentative de dépénalisation des lois sur les personnes LGBTQI. Ils embauchent les meilleurs avocats pour contrer nos efforts visant à garantir notre droit à l'amour, organisent des manifestations de masse contre les personnes LGBTQI. Ils attaquent tous ceux qui élèvent la voix en faveur des droits des personnes LGBTQI. Ils influencent les nominations politiques du puissant comité du cinéma du Kenya, qui limite toutes les tentatives de musiciens ou de réalisateurs de films de défendre les droits des LGBTQI à travers l'art et le divertissement. Ils interdisent toute vidéo dans laquelle une personne gay, lesbienne ou trans apparaît. Ce groupe veut faire des LGBTQI des ennemis de l'État. »*

Les attaques peuvent toucher plusieurs groupes exclus, sur la base de leurs différences par rapport aux groupes de population dominants, comme Martin Pairet explique que cela arrive en Europe:

> *« Ces dernières années, la normalisation du discours de haine a contribué à la radicalisation des personnes et des groupes contre ceux considérés comme «les autres»: des attaques contre des groupes marginalisés, notamment des femmes, des personnes LGBTQI, des Roms, des migrants, des réfugiés et des groupes minoritaires*

se répandent sur les réseaux sociaux, et les discours de haine se traduisent progressivement par une violence réelle. C'est pourquoi nous avons constaté une augmentation des crimes motivés par la haine.

[…] En Europe, cela commence toujours par les migrants et les réfugiés, puis s'étend à d'autres groupes marginalisés. Nous avons vu cela avec le Brexit au Royaume-Uni: la campagne référendaire était imprégnée d'un discours anti-migrant, mais divers groupes de personnes qui n'étaient ni migrants ni réfugiés ont été de plus en plus menacés par des récits d'exclusion, qui visaient par la suite toute personne différente, qui semblait différente, ou parlait différemment. »

Gordan Bosanac souligne ce même ciblage de plusieurs groupes exclus:

« La grande majorité des organisations qui se mobilisent contre les droits des femmes rejettent également les personnes LGBTQI, les migrants et les réfugiés. Ils font tous partie du même mouvement mondial rejetant les idées démocratiques libérales et se mobilisant contre les minorités ou les groupes vulnérables. »

Même lorsque des groupes anti-droits utilisent des méthodes apparemment légitimes et démocratiques pour atteindre leurs objectifs, leurs arguments alimentent un climat de peur et d'hostilité envers les groupes exclus. Même quand ils n'incarnent pas directement la haine et la violence, ils laissent le faire à ceux qui partagent leur hostilité et se sentent encouragés à attaquer. La promotion des intérêts sectoriels en détriment des autres et la mobilisation de la peur et des préjugés dans la défense de ces intérêts mènent naturellement à la haine. Parfois, les appels à la peur et aux préjugés sont dissimulés derrière d'autres messages, mais ils sont souvent exprimés de manière flagrante. Il s'agit d'exploiter le conservatisme social, les identifications culturelles et les préjugés qui peuvent être profondément enracinés, mais qui n'ont peut-être pas été articulés auparavant.

Les attaques contre les groupes exclus ne sont pas seulement idéologiques : ils sont aussi tactiques. En s'attaquant aux groupes exclus, les groupes anti-droits affaiblissent les opposants et recrutent et renforcent le soutien des membres qu'ils cherchent à attirer.

LES GROUPES ANTI-DROITS UTILISENT DES CANAUX LEGITIMES

L'un des défis que présentent les groupes anti-droits est qu'ils sont capables d'utiliser les mêmes canaux légitimement utilisés par les OSC. Ils

Photo de Carlos Tischler/Getty Images

Manifestation devant l'ambassade des Etats-Unis dans la ville de Mexico pour protester contre les mesures du président Trump contre les familles migrantes.

font pression sur les politiciens et les Parlements, travaillent par le biais du système juridique pour obtenir des décisions de justice et font campagne pour et lors de référendums et des élections. Mais même lorsqu'ils utilisent ces outils légitimes, les groupes anti-droits bloquent l'opposition, sèment la division et réduisent le champ du débat et de la défense des droits humains.

Étant donné que les groupes anti-droits se positionnent comme des membres de la société civile, même les États qui n'en sont pas des facilitateurs actifs peuvent leur fournir un espace en les invitant à des consultations officielles. De plus, les groupes anti-droits peuvent s'intégrer dans la société en cherchant à obtenir un aval officiel, parfois accompagné d'un financement de l'État. En Argentine, en 2018, un réseau de défense des droits anti-avortement, le Réseau National d'Accompagnement des Femmes avec des Grossesses Vulnérables, a soumis au Congrès National un accord, qui a ensuite été signé par les ministères de la Santé et du Développement Social, selon lequel l'État devrait soutenir leurs interventions auprès des femmes qui traversent des « grossesses inattendues ». Selon cet accord, le gouvernement national aiderait à « promouvoir » le réseau, son numéro vert et ses activités. L'accord est venu comme une forme de représailles contre les tentatives de la société civile de libéraliser les lois sur l'avortement.

Une autre tactique utilisant des canaux légitimes consiste à ce que les groupes anti-droits fassent appel aux tribunaux et qu'ils utilisent des procédures judiciaires pour réduire l'accès aux droits. Même s'ils échouent, ces tactiques absorbent les énergies de la société civile, attisent ses peurs et jouent avec les discours anti-droits, tel que Gordan Bosanac le décrit :

> *« Ils utilisent le litige à la fois pour influencer et modifier la législation et pour arrêter les activistes des droits humains et les journalistes critiques à l'égard de leur travail. Pour les faire taire, ils les poursuivent en justice pour diffamation et «discours de haine contre les chrétiens». Bien que ces affaires soient généralement*

Photo de Carl Court/Getty Images

Célébration massive en mai 2019, quand Taiwan est devenu le premier pays asiatique à légaliser le mariage entre personnes du même sexe.

> *classées, elles les aident à se positionner en tant que victimes en raison de leurs convictions religieuses. »*

María Angélica Peñas Defago décrit la manière dont les litiges sont utilisés en Amérique latine:

> *« Les litiges contre les droits sexuels et reproductifs constituent un outil important depuis plus de trois décennies. En Argentine, ces groupes ont notamment plaidé, entre autres, contre l'administration de contraception d'urgence et pour l'arrêt de la mise en œuvre de protocoles concernant les avortements non sanctionnés.*
>
> *[…] Les litiges sont parfois une affaire assez silencieuse et sont peut-être passés inaperçus à la société civile dans son ensemble. Souvent, tout cela reste dans le domaine de l'administration de la justice et*

LES DANGERS DE LA DEMOCRATIE DIRECTE

Les référendums sont un outil de démocratie directe qui offre un moyen d'encourager les personnes à participer à la prise de décisions et à résoudre des problèmes qui resteraient autrement dans l'impasse. Ils ont permis à la société civile de faire des progrès considérables, notamment lors du référendum organisé en Irlande en 2018, au cours duquel la majorité des électeurs a voté contre l'interdiction draconienne d'avortement imposée par le pays, à la suite d'une vaste campagne menée par la société civile. Mais ils peuvent également offrir une plate-forme aux groupes anti-droits pour favoriser la polarisation et la division. Gordan Bosanac explique comment les groupes anti-droits ont utilisé les référendums en Europe de l'Est:

> *« Les fondamentalistes en Croatie ont bien utilisé les référendums nationaux organisés par les citoyens. En 2013, ils ont voté contre l'égalité en matière de mariage, en grande partie grâce à des lois sur le vote qui n'exigent pas un taux de participation minimum lors des référendums nationaux, de sorte qu'un taux de participation faible, d'environ 38 %, a été suffisant pour permettre un changement constitutionnel. En revanche, des référendums similaires en Roumanie et en Slovaquie ont échoué en raison de l'exigence d'un taux de participation minimale de 50%.*
>
> *[…] La participation électorale à tous ces référendums a varié de 20 % en Roumanie à 38 % en Croatie, ce qui montre que les fondamentalistes ne reçoivent pas l'appui de la majorité partout, mais qu'ils recourent encore habilement aux mécanismes démocratiques pour faire avancer leur programme. »*

Le référendum organisé par la Roumanie en octobre 2018 a porté sur la question de savoir si le mariage doit être défini, par Constitution, uniquement entre un homme et une femme. C'était l'initiative d'un groupe conservateur, la Coalition pour la Famille, et elle a obtenu l'appui du gouvernement. Dans un pays où le débat sur le mariage entre personnes du même sexe n'a guère été sérieusement débattu, le référendum a semblé être une occasion de mobiliser le soutien conservateur dans un gouvernement déprimé par des manifestations massives contre la corruption. La proposition a été rejetée en raison du faible taux de participation, or le gouvernement a fait tout ce qui était possible pour permettre cette mesure, en réduisant le seuil de participation et en allongeant la période de vote. Mais même si l'initiative a échoué, elle a eu un effet social corrosif, comme le raconte Giada Negri:

> *« Des groupes anti-droits ont rassemblé des milliers de signatures pour convoquer un référendum dans le but d'interdire le mariage homosexuel. Ils ont utilisé les outils de la démocratie participative pour tenter de changer la Constitution… Bien que beaucoup de ressources aient été utilisées pour le promouvoir, ce référendum a échoué. Mais au cours du processus, des groupes anti-droits ont ciblé des personnes et des activistes LGBTQI et le nombre de crimes motivés par la haine a augmenté. »*

À Taïwan, une décision judiciaire de 2017 selon laquelle le gouvernement devrait accorder aux couples de même sexe les mêmes droits qu'aux couples hétérosexuels a conduit le gouvernement à légaliser le mariage entre personnes du même sexe en mai 2019, entrant dans l'histoire comme le premier pays asiatique à le faire. Mais les groupes confessionnaux et conservateurs ont tenté de bloquer l'initiative en novembre 2018, en organisant un référendum consultatif qui a conduit à un rejet public du mariage homosexuel et de l'éducation inclusive LGBTQI dans les écoles. La division sociale a été alimentée.

À Cuba, en 2018, des groupes évangéliques se sont organisés efficacement pour éviter ce qui aurait été une reconnaissance novatrice du mariage neutre en matière de genre, en parallèle du référendum constitutionnel du pays de 2019. En Jamaïque, le plaidoyer de la société civile visant à mettre un terme à la criminalisation des relations homosexuelles datant de l'époque coloniale s'est heurté au pouvoir enraciné des groupes confessionnels conservateurs, auxquels le gouvernement est lié. Horace Levy, de Jamaicans for Justice

(Jamaïcains pour la justice) explique comment le gouvernement a reculé sur un référendum proposé comme une occasion de résoudre ce dilemme, même si la diffusion de préjugés est un résultat probable :

> *« Les politiciens ont peur des religieux conservateurs. Le gouvernement a alors proposé de soumettre la question à un référendum. Le gouvernement écoute donc la société civile, mais pas le côté progressiste de la société. Voyons, pourquoi la majorité irait-elle contre elle-même, contre ses propres normes sociales et contre son propre privilège? Ce n'est pas le type de question qui doit être décidée par un vote populaire. Cela n'a aucun sens de demander à la majorité si elle souhaite respecter les droits d'une minorité qu'elle-même opprime. »*

En Uruguay, des groupes anti-droits ont réussi à élire des représentants au Congrès du pays et ont tenté de déclencher un processus référendaire dans le but d'abroger des lois progressistes, notamment sur l'avortement et les droits des personnes trans, comme indiqué ci-après. Bien que celui-ci n'ait jusqu'à présent pas été couronné de succès, il a permis aux groupes anti-droits de développer un programme pour promouvoir leurs points de vue et ont absorbé l'énergie de la société civile, forçant la population à revenir sur de vieux sujets. Comme le dit Analía Bettoni de l'Institut pour la Communication et le Développement:

> *« Leurs approches impliquent que la société civile doive tout le temps travailler pour fournir plus d'informations et influencer l'opinion publique sur des questions déjà réglées»*

Comme l'indique le référendum britannique de polarisation et division sur le Brexit de 2016, dans lequel les règles normales du discours politique s'effondrent et où la désinformation semble jouer un rôle déterminant, les périodes de campagne référendaire offrent un terrain fertile aux groupes anti-droits. Le référendum organisé par la Colombie en 2016 sur l'accord de paix entre le gouvernement et la principale force de guérilla du pays offre un autre exemple : l'accord a été rejeté de peu après une campagne qui a ouvert le débat sur des nombreuses questions autres que la paix, y compris les droits des LGBTQI. La désinformation a été répandue, à savoir qu'un vote favorable signifierait, par exemple, que le gouvernement favorise l'homosexualité dans les écoles.

Les risques que de tels mécanismes de la démocratie soient exposés aux abus des groupes anti-droits et à l'intensification des préjugés et de la division semblent toujours présents. Une plus grande attention doit être accordée aux conditions dans lesquelles se tiennent les référendums, et plus généralement les élections, et les règles appliquées doivent être celles d'un débat respectueux et inclusif, avec un espace pour la société civile et les voix des minorités.

> *des services de santé. Toutefois, cela n'a pas empêché cette stratégie d'avoir un impact très important, car les décisions judiciaires en matière de santé sexuelle et reproductive engendrent souvent des craintes, des doutes et une paralysie parmi les prestataires de santé, qui sont les agents clés devant garantir l'accès effectif à ces droits. »*

Les groupes anti-droits exercent également des pressions sur les décideurs, et il semble y avoir une tendance récente à s'attaquer aux bases de financement de la société civile. Par exemple, en juillet 2019, un groupe d'organisations confessionnelles conservatrices au Kenya a soumis au Parlement une pétition appelant le gouvernement à enquêter sur le financement des organisations LGBTQI. Ils ont accusé des donateurs internationaux, notamment HIVOS et Open Society Foundation, de financer un «programme LGBTQI» et de promouvoir un «travail immoral». Ils ont utilisé des outils apparemment légitimes à leur disposition pour discréditer la société civile et imitaient une tactique commune des dirigeants politiques accusant la société civile d'être sous l'influence de bailleurs de fonds étrangers. Cette tendance offrait également un autre

MENACES EXISTENTIELLES DE LA PART DES GROUPES ANTI-DROITS

Tout en cherchant à se positionner au sein de la société civile, les groupes anti-droits peuvent, en même temps, tenter de nier le droit d'exister des OSC légitimes. Le Pérou en offre un exemple. CDD-Pérou est un mouvement féministe qui défend les droits des femmes depuis une perspective catholique. Il existe des nombreux courants de pensée au sein de la religion catholique, mais une organisation catholique des plus dures est apparemment incapable de l'accepter et cherche activement à faire retirer l'inscription au registre de CCD-Pérou. C'est le cas pour tous les efforts de suppression des organisations de la société civile : une partie de l'effet consiste à drainer l'énergie et les ressources et à les empêcher de se concentrer sur leur travail central. Eliana Cano raconte leur expérience:

> *« Nous avons été informés que le Centre Juridique Santo Tomás Moro, qui est un représentant autoproclamé de l'Église catholique, avait lancé un procès contre nous… Ils ont décidé de nous poursuivre devant les tribunaux civils parce qu'ils veulent en faire un processus long et fastidieux, un processus fatigant, un appel permanent, qui peut prendre jusqu'à trois ou quatre ans. Essentiellement, leur stratégie consiste à nous vider d'énergie.*
>
> *Ils veulent que nous cessions d'exister en tant qu'organisation enregistrée, reconnue par la Surintendance Nationale des Registres Publics. En d'autres termes, ils veulent que nous perdions notre statut juridique et ne soyons plus en mesure de continuer à intervenir au Pérou. Ils soutiennent que, par notre mission, nous manquons de respect à l'Église catholique et à ses paroissiens. Ils disent que nous utilisons le terme «catholique», qui représente une institution et une identité historique, de mauvaise foi. Ils n'acceptent pas l'interprétation que nous faisons des textes bibliques sur la base de la théologie féministe afin de remettre en question le dogme, la conscience imposée et le contrôle des personnes au nom de Dieu. »*

De même, Anna Mmolai-Chalmers décrit une tentative concertée pour la radiation de son organisation en réaction à ses travaux de défense des droits des personnes LGBTQI:

> *« Nous avons eu des litiges stratégiques au sujet de la criminalisation des relations sexuelles entre personnes du même sexe et nous avons été confrontés à l'opposition et à la résistance des dirigeants de l'Eglise évangélique. Premièrement, ils ont essayé [de présenter un amicus curiae] pour s'opposer au dossier d'enregistrement de LEGABIBO. Après que nous ayons gagné devant la Cour Supérieure, ils ont fait des déclarations publiques pour demander un appel. Le gouvernement a fait appel. Nous avons gagné l'appel. Ensuite, ils sont allés plus loin et ont fait pression sur le bureau d'enregistrement des sociétés afin qu'il désobéisse à l'ordre du Tribunal. Dans notre récente victoire dans le cas sur la décriminalisation, l'Eglise évangélique a publié une déclaration dans laquelle elle disait qu'elle ferait tout son possible pour que le gouvernement fasse appel. Ils reçoivent du soutien et sont représentés au Parlement et au bureau du Procureur Général. Ils utilisent leurs contacts pour pousser leur programme depuis l'intérieur des institutions. Ils utilisent les ressources du gouvernement. »*

exemple de représailles, en réponse à une action légale de la société civile, bien que finalement infructueuse, visant à décriminaliser les relations entre personnes du même sexe, ce qui a augmenté la visibilité sur la question.

Sara García Gross explique également comment des groupes anti-droits ont lancé des appels via des canaux officiels pour remettre en question les financements de son organisation :

> *« Ils exigent que le bureau du Procureur ouvre une enquête contre nous et exhorte le Comité des Relations Internationales de l'Assemblée Législative à nous interdire de recevoir des fonds. »*

De même, les groupes anti-droits israéliens ont travaillé conjointement avec leur gouvernement pour porter plainte contre les OSC palestiniennes, leur interdisant ainsi d'utiliser des plates-formes populaires de collecte de fonds en Europe et aux États-Unis. Ils l'ont fait en les accusant d'être des groupes terroristes, et en s'inscrivant dans une campagne de diffamation menée par l'État contre les OSC palestiniennes.

Les actions utilisant des tactiques telles que la législation et la participation à des processus officiels de consultation peuvent attirer moins l'attention que les autres tactiques plus publiques décrites ci-dessous, mais elles peuvent être discrètement très efficaces.

LES GROUPES ANTI-DROITS SE MOBILISENT DANS L'ESPACE PUBLIC

De manière beaucoup plus visible, la tenue de manifestations dans l'espace public est une tactique clé suivie par des nombreux groupes anti-droits. Cela fait partie de la manière dont ils démontrent leur pouvoir, recrutent des supporters et façonnent les récits des médias. Gordan Bosanac identifie le rôle que les mobilisations publiques ont joué dans le développement du pouvoir des groupes anti-droits:

> *« Ils ont commencé à organiser des mobilisations de masse telles que les marches anti-avortement* Walk for Life *(Marche pour la Vie) ainsi que des actions de rue à petite échelle, telles que prier contre l'avortement en dehors des hôpitaux ou organiser des performances. »*

María Angélica Peñas Defago expose le rôle des mobilisations de masse en Argentine:

> *« En ce qui concerne les actions de rue, de fortes réactions de ces groupes ont déjà été enregistrées dans le passé, notamment des manifestations*

Photo de Alfredo Estrella/AFP/Getty Images

Des milliers de personnes ont participé à la 41ème Marche de la Fierté le long de l'Avenida Reforma de la ville de Mexico, en juin 2019.

dans tout le pays, par exemple contre l'égalité du mariage, qui avait été approuvée en Argentine en 2010. Ces mêmes groupes ont à nouveau manifesté contre la légalisation de l'avortement en 2018.

[…] Ces derniers temps, ils ont été vus agir plus intensément à travers l'occupation de l'espace public et de la création d'alliances politiques partisanes, deux sphères essentielles de la lutte politique dans les démocraties contemporaines. Ces groupes tentent de s'approprier l'espace public en se présentant comme la majorité et gagnent ainsi en visibilité publique.

En Argentine, une société très mobilisée sur le plan politique, la mobilisation publique a été largement utilisée par ces groupes et n'a donc rien de nouveau. Ce qui est nouveau, en revanche, c'est le caractère massif de leurs mobilisations. »

Il y a beaucoup d'autres exemples. En République dominicaine, en novembre 2018, des milliers de personnes se sont mobilisées lors d'une manifestation organisée par des groupes catholiques sous le slogan « Un pas pour ma famille» pour montrer leur opposition aux mesures visant à décriminaliser l'avortement. Les propositions de réforme ont été bloquées au niveau du Congrès du pays pendant des années, mais des mobilisations plus tôt en 2018, organisées par une large coalition de la société civile pour demander le changement, ont évidemment apporté une réponse défensive. En août 2019, le Front National de la Famille a organisé des dizaines de marches dans tout le Mexique en réponse à une décision de la Cour Suprême ordonnant à tous les hôpitaux publics de pratiquer des avortements sur demande dans le cas des grossesses issues de viol, sans demander à la victime de signaler le viol aux autorités judiciaires. En décembre 2018, plus de 5 000 personnes ont défilé en Belgique pour protester contre le soutien du gouvernement au Pacte Mondial pour les Migrations, lors d'une manifestation organisée par des groupes d'extrême droite qui ont été à l'origine de violents affrontements avec la police. En mai 2018, en Moldavie, une organisation confessionnelle a protesté devant le Parlement du pays et a appelé le gouvernement à interdire l'éducation sexuelle, y compris l'éducation relative aux relations entre personnes de même sexe, dans les écoles.

La manifestation moldave est venue en réponse à une manifestation antérieure de groupes LGBTQI, au cours de laquelle des forces anti-droits extrémistes ont tenté de s'infiltrer afin de perturber. Ces tactiques de perturbation peuvent être retrouvées ailleurs. Au Canada, en juin et août 2019, des groupes pro-chinois se sont mobilisés pour tenter d'empêcher les manifestations de solidarité avec le mouvement pour la démocratie à Hong Kong, qui ont entraîné des affrontements et l'intervention policière à Vancouver, ainsi que le blocage d'une marche de solidarité à Toronto. La police a dû escorter les fidèles à l'extérieur d'une église où se tenait une réunion de prière pour Hong Kong alors que le bâtiment était entouré de manifestants pro-chinois. Ces actions ont eu un impact direct sur le droit des personnes de se réunir pacifiquement. Un répondant du Zimbabwe, interrogé dans le cadre de l'enquête, a également signalé la perturbation des réunions pacifiques de la société civile:

« Ils se joignent aux réunions de plaidoyer et s'assoient à la table en tant que participants « ordinaires », puis interrompent les présentations et la diffusion de messages [qui] vont à l'encontre de leur idéologie et font du bruit, de sorte que les réunions de plaidoyer deviennent incontrôlables. Ils chantent des slogans pour interrompre les réunions.»

Lorsque les événements publics de la société civile, notamment les événements de fierté LGBTQI, ont subi du piquetage et ont été perturbés, une attaque directe contre les droits civils et politiques des personnes se manifeste. Comme toujours, il est difficile d'échapper aux soupçons selon lesquels la division et la polarisation ne sont pas des effets secondaires des mobilisations anti-droits, mais des objectifs en soi.

DES GROUPES ANTI-DROITS UTILISENT LES RESEAUX SOCIAUX POUR ELABORER DES RECITS

Parallèlement aux mobilisations physiques, les groupes anti-droits font largement recours aux médias, en particulier aux réseaux sociaux, qui sont essentiels car ils permettent aux groupes anti-droits de modeler et de reformuler leurs récits et de normaliser leurs idées régressives. Les médias sont utilisés pour répandre la peur et l'indignation, déclencher des préjugés et repousser les limites de ce qui est considéré comme un discours autorisé. Elles offrent une plate-forme pour les campagnes de diffamation, le harcèlement en ligne et le partage de discours de haine. Les réseaux sociaux sont également utilisés pour accroître la visibilité et recruter du soutien. De nombreux groupes anti-droits sont par conséquent devenus des utilisateurs habiles des réseaux sociaux.

Le contrôle des récits est crucial pour les groupes anti-droits, et les récits qu'ils construisent sont ceux de la peur, de l'insécurité et des préjugés, comme le fait remarquer Gordan Bosanac:

> *« Ils utilisent un langage très simple et jouent sur les peurs et les insécurités de la population. Ils bâtissent leur popularité sur les préjugés et les peurs des autres personnes qui sont différentes. La peur semble être un moyen facile de mobiliser les personnes, mais les membres de gauche ne veulent pas l'utiliser, car ils estiment qu'il n'est pas juste de manipuler les personnes. D'autre part, les groupes anti-droits n'ont aucun problème à effrayer la population. Lors de leur première apparition en Croatie, ces groupes ont acquis un énorme soutien, car ils ont suscité la peur et se sont ensuite présentés comme les protecteurs et les sauveurs des personnes contre le monstre imaginaire qu'ils avaient créé. »*

Après le scandale de Cambridge Analytical et d'autres révélations de ce type, maintenant on comprend mieux comment les messages des réseaux sociaux sont ciblés avec précision et de manière minutieuse, souvent de façon opaque et même illégale, afin de nourrir et d'alimenter les préjugés. Les groupes anti-droits, et l'univers plus large de l'extrême droite, ont saisi la forme de communication encore assez peu réglementée mise à disposition par les réseaux sociaux. Et en tant que société civile, nous devons reconnaître que ces forces ont utilisé les réseaux sociaux de manière différente et beaucoup plus efficace.

Photo de Justin Sullivan/Getty Images

Le groupe des "Grands-mères furieuses" (*Raging Grannies*) manifestent devant le siège central de Facebook en Californie, Etats-Unis, en avril 2018.

María Angélica Peñas Defago explique comment les réseaux sociaux ont établi de nouvelles règles du jeu pour les groupes anti-droits:

> *« Ces groupes utilisent intensivement les réseaux sociaux pour que leurs stratégies et leurs symboles voyagent, soient partagés et nous parviennent finalement à plusieurs reprises sous différentes*

latitudes ... Ces groupes se mobilisaient déjà il y a 30 ans, voire peut-être avant, mais il n'y avait pas de réseaux sociaux à l'époque. Les modes de communication et de mobilisation ont changé en même temps que le domaine religieux face aux progrès des droits sexuels et reproductifs. »

Uma Mishra-Newbery souligne également l'utilisation croissante des réseaux sociaux par les groupes anti-droits:

« Ils sont devenus plus sophistiqués et utilisent les technologies de l'information et de la communication, comme l'ont toujours fait les mouvements de résistance, pour organiser et diffuser leurs points de vue. »

Kaspars Zālītis désigne en outre les médias conventionnels, pouvant inclure des médias appartenant à l'État étroitement contrôlés par les partis au pouvoir ainsi que des médias privés appartenant à des personnes proches de partis et de groupes d'extrême droite, en même temps que les réseaux sociaux :

« Certains médias sont carrément hostiles aux groupes LGBTQI, et l'un d'eux, un média russe avec un programme important contre les droits des femmes, des migrants, des réfugiés et des personnes LGBTQI, mène clairement une croisade contre nous.

La diffamation des groupes de défense des droits des femmes et des personnes LGBTQI se fait également de plus en plus en ligne. Nous sommes maintenant constamment harcelés sur Facebook. À un moment donné, nous avons réalisé que ce n'étaient pas les personnes habituelles qui nous attaquaient et nous avons fait des recherches pour découvrir d'où venaient les attaques pour finalement trouver des liens avec des églises évangéliques.

[…] Nous avons la preuve qu'un certain nombre de groupes de discussion secrets sur Facebook et WhatsApp ont été créés pour suivre nos activités. »

Comme le suggère l'exemple ci-dessus, des groupes anti-droits utilisent les réseaux sociaux pour diffuser des théories de désinformation et de complot, pour diffamer les opposants et aussi pour promouvoir les discours de haine. Cela est apparu comme un sujet actuel de préoccupation majeur dans toutes nos consultations.

LES GROUPES ANTI-DROITS REPANDENT DES THEORIES DE LA DESINFORMATION ET DU COMPLOT

La désinformation, définie comme une désinformation délibérée, est un moyen essentiel utilisé pour attaquer la société civile et les groupes exclus. Cela fait partie de la façon dont les récits sont remodelés et reformulés, et de la manière dont l'espace pour un véritable débat et la recherche d'un consensus disparait. La désinformation couvre les voix légitimes et bien renseignées et elle favorise une fausse équivalence entre des faits et des affirmations sans limites dans lesquelles les deux pourraient également être vrais ou faux. Elle permet que les personnes soient libres de croire quoi que ce soit, sans tenir compte des faits. Le poids du torrent de désinformation peut rendre impossible la découverte de la vérité: nous ne pouvons plus entendre le signal dans le bruit. Comme signe du fonctionnement de la désinformation, la terminologie de « fausses informations » doit maintenant être utilisée avec précaution, car elle a été largement adoptée par les forces anti-droits et utilisée comme une arme contre les médias et les voix dissidentes de sorte que de nombreuses revendications des «fausses informations » sont elles-mêmes maintenant de la désinformation.

L'extrême droite possède même ses propres canaux puissants de désinformation, tels que Breitbart et Fox News, qui ont effacé de manière

décisive la ligne de démarcation entre le fait et l'opinion. Gordan Bosanac relève cette émergence de médias anti-droits:

> *« Non seulement ils ont une bonne couverture de leurs événements sur les médias classiques, mais ils ont aussi leurs propres médias, principalement des portails d'information en ligne, dans lesquels ils publient des "fausses informations" qui diffament leurs adversaires et qu'ils diffusent ensuite sur les réseaux sociaux. Ils accueillent et couvrent aussi des événements conservateurs présentés par des "experts internationaux", montrés comme les plus hautes autorités dans des domaines tels que la sexualité et les droits des enfants. »*

Lynnette Micheni de PAWA254 au Kenya, décrit la rapidité avec laquelle la tactique de la désinformation s'est répandue et les défis posés à la société civile et aux jeunes dans un pays confronté à des expériences récentes de violence politique :

> *« Nous avons entendu parler de « fausses informations » pour la première fois il y a quelques années, et tout se passait très loin, aux États-Unis. Mais la tendance a très vite progressé et, dans le contexte des élections présidentielles de 2017, nous avons subi une épidémie de 'fausses informations'. C'était partout dans les réseaux sociaux, qui est une source d'information majeure pour les citoyens kényans, et cela a faussé les discussions politiques et peut-être aussi les résultats des élections. Les jeunes, le groupe qui utilise le plus les réseaux sociaux, ont été particulièrement mal informés par les histoires de « fausses informations » visant à attiser les conflits et à diviser la société civile.*
>
> *L'abondance de « fausses informations" peut être très déconcertante pour les jeunes peu expérimentés en interprétation de données et pas assez préparés pour faire la différence entre une information légitime et une information fictive. Comment maintenir les mouvements en ligne en évitant l'infiltration de récits basés sur des "fausses informations" ? »*

Edurne Cárdenas, dans le contexte du débat sur l'avortement en Argentine, décrit comment des réseaux sociaux encouragent la désinformation et trouvent un public réceptif et influençable. L'un de ses effets est de forcer les énergies de la société civile à des réfutations et à des débats sans fondement:

> *« Nous avons pu constater personnellement le fonctionnement de ce qu'on appelle les «fausses informations», en particulier quand ils trouvent un écho dans les voix influentes extérieures aux réseaux sociaux, qui les diffusent ailleurs. Il est arrivé, par exemple, que des législateurs aient cité des données totalement fausses trouvées sur les réseaux sociaux lors du débat au Congrès. Dans ce domaine, nous avons beaucoup de travail à faire.*
>
> *[…] Le mouvement anti-droits nous fait perdre notre temps à discuter de choses que nous pensions être réglées depuis longtemps. Finalement, nous n'entrons même pas dans une discussion honnête, car les déclarations qu'ils font et*

"NOUS AVONS ENTENDU PARLER DE « FAUSSES INFORMATIONS » POUR LA PREMIERE FOIS IL Y A QUELQUES ANNEES, ET TOUT SE PASSAIT TRES LOIN, AUX ÉTATS-UNIS. MAIS LA TENDANCE A TRES VITE PROGRESSE ET, [AU KENYA], DANS LE CONTEXTE DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES DE 2017, NOUS AVONS SUBI UNE EPIDEMIE DE 'FAUSSES INFORMATIONS' "

– LYNNETTE MICHENI

LE POUVOIR DE LA DESINFORMATION

En tant que tactique, la désinformation vise à façonner l'opinion publique, mais ses impacts ne se font pas sentir uniquement au niveau global. La désinformation peut être utilisée pour tromper les individus et les empêcher d'accéder à leurs droits. Les campagnes de désinformation sont également souvent utilisées pour alarmer les parents, par exemple en faisant une déclaration mensongère de ce que les enfants apprennent à l'école pendant les cours d'éducation sexuelle.

Certains groupes anti-avortement sont connus pour leur tactique consistant à attirer les femmes enceintes qui recherchent des services d'avortement en ligne. Ils les induisent en erreur afin qu'elles fixent une consultation avec ce qu'ils considèrent être un centre pour les droits sexuels et de reproduction, pour ensuite se retrouver harcelées par des propagandistes anti-avortement qui exploitent leurs vulnérabilités, leur imposent des retards inutiles et les poussent à mener leur grossesse à terme. Heartbeat International, un réseau mondial basé aux États-Unis, compte environ 2 700 centres affiliés dans plus de 60 pays. Ils ont été spécifiquement instruits sur la manière de collecter des informations personnelles sur des plateformes de réseaux sociaux, de concevoir des sites web avec un contenu trompeur et de manipuler des utilisateurs vulnérables. La liberté de choix des femmes est également limitée par la diffusion de désinformations par d'autres moyens secrets, notamment par le biais d'applications populaires pour la santé et la fertilité, financées par des activistes anti-avortement et anti-LGBTQI, visant à semer le doute sur le contrôle des naissances et présentant des allégations médicales non fondées et trompeuses.

même les données qu'ils utilisent ne résistent pas à la moindre vérification factuelle. Le résultat n'est pas un débat réel, c'est un véritable échange querelleux. Cependant, nous n'avons pas d'autre choix que de réagir. »

Mieke Schuurman décrit le rôle de la désinformation, répandue à travers les réseaux sociaux, dans les attaques contre les mouvements pour les droits des enfants et le recrutement de soutien pour les groupes anti-droits, une campagne de désinformation ayant eu un impact décisif en Bulgarie :

« Ils utilisent beaucoup les réseaux sociaux et utilisent des « fausses informations » pour pouvoir faire passer leurs messages, en se concentrant beaucoup sur la cause de la préservation de la famille traditionnelle. Leurs messages sont que les organisations de défense des droits de l'enfant enlèvent des enfants à leurs familles.

La campagne en Bulgarie a été telle que le Premier ministre a finalement décidé d'arrêter le projet de nouvelle stratégie pour l'enfance, qui aurait introduit pour la première fois une approche globale de la politique familiale… Le mouvement contre les droits de l'enfant a fait campagne contre la nouvelle stratégie proposée en tant qu' «intervention non autorisée dans la famille », fomentant l'appui du public par le biais de la propagande et de la désinformation, et le gouvernement a fini par céder. Lors de leur campagne, ils ont même utilisé les logos de la société civile des enfants et de la ligne du service d'assistance en Bulgarie, répandant la désinformation sur son travail en tant que « payé par des sources externes pour la vente d'enfants bulgares à l'étranger ».

[…] Il est très difficile pour nos membres de faire campagne contre cela, car apparemment, ces mouvements anti-droits des enfants ont environ 187 000 adhérents sur Facebook. On peut se demander s'il s'agit de vrais adhérents ou de faux, mais cela a pour effet de mobiliser beaucoup d'incertitude et de tumulte contre les droits des enfants. »

Photo de Stefano Montesi/Corbis via Getty Images

Manifestation contre le Jour de la Fertilité, une initiative du Ministère de la Santé italien pour favoriser les naissances.

Les élections et les référendums sont naturellement les points chauds de la désinformation, alors que les forces anti-droits cherchent à influencer les électeurs. Brandi Geurkink, de la Fondation Mozilla, révèle certaines des tactiques de désinformation qui ont prospéré avant les élections législatives européennes de mai 2018 :

> *« Avant les élections européennes et à la suite d'une enquête indépendante, Facebook avait identifié 77 pages et 230 faux comptes en provenance de France, d'Allemagne, d'Italie, de Pologne, d'Espagne et du Royaume-Uni, suivis par environ 32 millions de personnes et ayant généré 67 millions d'interactions au cours d'une période couvrant les trois derniers mois seulement. Celles-ci faisaient principalement partie du réseau de désinformation d'extrême droite … Un réseau de désinformation basé au Royaume-Uni, découvert en mars 2019, était dédié à la diffusion d'informations fausses sur des sujets tels que l'immigration, les droits des LGBTQI et les croyances religieuses. »*

Des tactiques de désinformation agressives ont été utilisées lors du référendum sur l'avortement organisé par l'Irlande en 2018, comme le rapporte Linda Kavanagh, de la Abortion Rights Campaign (Campagne pour le Droit à l'Avortement):

> *« Bien qu'il s'agisse en partie de croyances profondément ancrées, il existe également des mensonges, des exagérations et une utilisation abusive délibérée des statistiques. Il s'est passé quelque chose de vraiment méchant: une énorme quantité d'images a été utilisée et est toujours disponible sur le net. Je ne pense absolument pas que chaque votant du «non» est une personne terrible, les personnes ont leurs convictions et leurs difficultés, mais je pense que la campagne anti-choix l'a rendue assez désagréable. »*

Bien que ces tactiques n'aient pas empêché les électeurs de voter massivement pour la réforme en Irlande, elles ont mis à l'épreuve l'énergie et la santé mentale des activistes. Mais s'il y a bien un lieu où la désinformation et la manipulation des préjugés semblaient avoir fait la différence, c'est justement lors de cette victoire décisive des forces anti-droits, lors de l'élection brésilienne de 2018, tel qu'expliqué par María Angélica Peñas Defago :

> *« Au Brésil, des « fausses informations » affirmant que le Parti des Travailleurs encourageait la pédophilie et tentaient de « convertir » les enfants en homosexuels ou en transsexuels ont été répandues pendant la campagne électorale. »*

Un répondant brésilien à l'enquête a également souligné :

> *« Nous avons des groupes, tels que le Movimento Brasil Livre, qui soutiennent l'extrême droite et agissent sur le Web profond pour diffuser de « fausses nouvelles ». Ils utilisent des données fausses pour saper les efforts d'organisations réputées et fiables lorsqu'ils divulguent des données indiquant le danger auquel sont confrontées les minorités et d'autres groupes menacés. »*

Les campagnes de désinformation se heurtent souvent au consensus scientifique en manipulant et en abusant du discours scientifique et en offrant de la pseudo-science. Au Mexique, Juan Silverio Ramírez Urbina de Colectivo Seres explique comment la désinformation anti-scientifique est mise à profit pour attiser les préjugés:

> *« Certains de leurs messages sont : l'homosexualité peut se « guérir », c'est un désordre psychologique ; la femme est coupable de la violence sexuelle en raison de sa façon de s'habiller et de se comporter ; les travailleurs du sexe sont des malades qui n'ont aucun droit.»*

En Uruguay, la désinformation a été utilisée pour tenter d'organiser un

Photo de Charles McQuillan/Getty Images

Deux femmes lisent les notes laissées sur la fresque murale de Savita Halappanavar à Dublín, Irlande, alors que sont annoncés les résultats du référendum sur l'avortement en mai 2018.

référendum en vue d'abroger une loi révolutionnaire de 2018 reconnaissant les droits des personnes trans. La campagne anti-droits a présenté la loi comme accordant des privilèges et « refusant la biologie », et déclarait que cela permettrait aux enfants de changer de sexe et de recevoir des hormones sans autorisation parentale. Une fois encore, les préjugés ont été présentés comme une science. Diana Cariboni identifie que le Congrès Ibéro-américain pour la Vie et la Famille:

> *« A créé ou cherche à créer une sorte de groupe de réflexion, parce qu'ils veulent recouvrir le tout d'un vernis scientifique, afin que des médecins, avocats et experts en biologie et en génétique participent à leurs conférences […] Ils organisent un discours pseudo-scientifique […] malgré le fait que la recherche scientifique indique le contraire. Leur objectif est de mettre en avant un discours qui ne soit pas perçu comme appartenant au Moyen Âge; c'est pourquoi […] ils parlent de science et d'Etat laïc, ne serait-ce que comme un vernis très superficiel. »*

Thilaga Sulathireh signale de la même manière des groupes islamiques en Malaisie qui prétendent parler d'un point de vue scientifique pour nier leurs droits:

> *« Certains d'entre eux sont des groupes de médecins, d'avocats et d'universitaires. Ils énoncent des arguments pseudo-scientifiques et juridiques contre les droits des LGBTQI. »*

Parallèlement, Eliana Cano décrit comment un groupe anti-droits vise à ce que le discours scientifique ait un impact au Pérou :

> *« Parmi ses membres se trouvent des médecins renommés et des hauts fonctionnaires, y compris des anciens ministres de la santé. L'organisation agit au sein de nombreuses organisations médicales et de santé, publique et privée. Ces acteurs ont élaboré un discours «scientifique» conservateur au service d'abus tels que le refus de la contraception orale d'urgence, une question à laquelle ils se sont attaqués avec succès au ministère de la Santé… Ils sont en train de faire le plaidoyer maintenant en faveur du démantèlement du protocole sur l'avortement thérapeutique établi entre la période de 2011 et 2016. »*

L'abus et la déformation délibérés de la science par des groupes anti-droits se sont étendus au-delà des questions relatives aux droits des femmes et des LGBTQI, comme on peut le voir dans le discours actuel contre la vaccination et le changement climatique.

LE NIVEAU SUIVANT: LES THEORIES DU COMPLOT SONT EN AUGMENTATION

Les théories du complot sont la désinformation prise à un autre niveau. Comme le fait remarquer Chip Bertlet, elles ne sont pas nouvelles, mais Internet leur a permis de prospérer:

> *« Les théories du complot ont toujours existé. Il s'agit d'explications invraisemblables faisant allusion à un vaste complot organisé par des personnes puissantes perverses en lien avec leurs compagnons. Des histoires circulent faisant que les accusations passent pour des faits. Pendant les moments de stress sociétal et de changement politique, il est souvent plus difficile pour la société de séparer ce qui est basé sur la réalité, ce qui est propagande politique et ce qui appartient tout simplement à l'imagination.*
>
> *Internet est un terrain fertile pour semer la désinformation et les théories du complot. C'est un nouveau média et tous les nouveaux médias de masse passent par des phases dans lesquelles il est très facile de les interpréter de manière erronée et il n'existe pas encore assez de garanties. Il est donc difficile pour les personnes de distinguer un contenu fiable de celui qui ne l'est pas. Nous sommes à une époque où beaucoup de personnes pensent que les histoires sont vraies si elles sont publiées sur Internet […]*
>
> *Nous continuons à apprendre à utiliser ce moyen […] Il est très difficile pour un citoyen moyen de faire la distinction entre une information fiable et une théorie du complot partagée par une personne qui n'a aucune formation ou compréhension du sujet qu'elle publie. Cela est bien pire quand la sinistre propagande se propage à des fins politiques. »*

Les théories du complot s'imposent. Selon une étude réalisée en 2014, environ la moitié de l'opinion publique américaine a accepté au moins une théorie du complot, proportion qui, à la fin de 2018, avait dépassé 60%. Une étude réalisée en 2018 a également révélé que 60 % des Britanniques ont cru au moins une théorie du complot. Chip Bertlet souligne la méfiance actuelle envers la politique établie et les institutions politiques qui ouvrent l'espace dans lequel les théories du complot se développent:

> *« Dans une société malsaine et instable […] les personnes ne savent pas quoi croire et s'en tiennent à des théories farfelues pour expliquer pourquoi ils se sentent si impuissants. Lorsque la confiance sociale a été érodée et qu'il y a tant de colère, la légitimité est de moins en moins attribuée aux personnes qui ont des connaissances réelles. Au lieu de cela, la légitimité est transférée à ceux qui nommeront les malfaiteurs […]*
>
> *Les théories du complot sont le reflet d'une société sous stress, qui a comme résultat que des personnes qui seraient normalement ignorées puissent rapidement se retrouver avec un auditoire à qui s'adresser, car elles semblent avoir la réponse qui manque à tout le monde. La société est désorientée : les personnes ne se sentent pas connectées à un récit commun d'une nation en bonne santé. Ces personnes ont le sentiment que leur société, « notre » société, est attaquée par « les autres », quels qu'ils soient. Par conséquent, si quelqu'un vient et leur dit le nom du groupe des « autres » qui détruisent notre communauté ou nation idéalisée, alors le bon sens nous dira de les arrêter. »*

Les théories du complot peuvent simultanément permettre une attaque contre les groupes exclus et les élites politiques, y compris la société civile que certains peuvent percevoir en tant que membres de l'élite, comme le suggère Chip Berlet:

> *« Les théories du complot, en particulier parmi la classe moyenne, ont une propension à identifier un groupe de personnes méchantes sur le plan socio-économique pour définir qui appartient et qui n'appartient pas à la nation […] Mais les théoriciens du complot de la classe moyenne blâment généralement un secteur des élites dirigeantes qui sont décrites comme des traîtres. »*

Il semblerait que les théories du complot seront toujours avec nous, mais nous vivons à une époque où ils ont le pouvoir et suffisamment de technologie pour être très préjudiciable.

DES GROUPES ANTI-DROITS MOBILISENT DES CAMPAGNES DE DIFFAMATION, DE HARCELEMENT EN LIGNE ET DE DISCOURS DE HAINE

Les théories de la désinformation et du complot font partie de la même échelle que la diffamation, le harcèlement en ligne et les discours de haine. Elles sont utilisées avec la désinformation et la diffamation pour supprimer les autres voix, comme le suggère Anna-Carin Hall de Kvinna till Kvinna en Suède:

> *« Plusieurs médias de droite diffusent de «fausses informations » sur le taux de criminalité parmi les immigrants. Les groupes de droite alternative font également des menaces, propagent la haine et lancent des campagnes de diffamation sur les réseaux sociaux. Ce climat pourrait très bien conduire à l'autocensure parmi les groupes pro-immigration, féministes et LGBTQI. »*

Les attaques sont souvent fondées explicitement sur l'appartenance de personnes à des groupes particuliers. Marek Tuszynski, de Tactical Tech, explique comment le harcèlement en ligne peut être basé autant sur le ciblage de l'identité d'une personne que sur la manière dont elle agit, et comment les femmes sont particulièrement visées par ces attaques en ligne.

> *« Le harcèlement en ligne […] peut avoir un impact sur leur vie bien au-delà de leurs activités politiques, car les personnes ont tendance à être victimes d'intimidation non seulement pour ce qu'elles font, mais aussi pour ce qu'elles sont.*
>
> *Les minorités vulnérables sont précisément les groupes qui courent les plus grands risques en ligne en raison de leur sexe, de leur race ou de leur orientation sexuelle. Les femmes sont généralement plus vulnérables au harcèlement en ligne, et les femmes politiquement actives encore plus. Les femmes journalistes, par exemple, sont davantage victimes d'abus en ligne que les journalistes hommes lorsqu'elles parlent de sujets controversés ou expriment des opinions. Elles sont ciblées à cause de leur genre. C'est également le cas pour les OSC axées sur les droits des femmes, qui sont visées à la fois hors ligne et en ligne, notamment par le biais d'attaques par déni de service distribué (DDoS), de piratages de sites Web, de fuites d'informations personnelles, d'informations factices, de menaces directes et de faux rapports contre leur contenu sur Facebook, conduisant à la suspension de leurs pages. »*

En tant qu'exemple de la nature sexo-spécifique des attaques, Sara García Gross raconte comment des activistes en faveur du droit à l'avortement au Salvador ont été victimes de campagnes de diffamation de la part de groupes fondamentalistes par le biais des réseaux sociaux et conventionnels:

> *« En réaction à notre travail et à celui d'autres organisations sociales qui essayent de mettre en lumière le problème et de rendre visible l'injustice, des groupes fondamentalistes ont utilisé la diffamation, la stigmatisation et des tactiques de discrédit contre nous. Non seulement ils nous appellent des apologistes du crime, mais ils publient également des déclarations dans les journaux les plus lus dans lesquels ils nous accusent d'avoir commis des crimes. »*

Lors de la consultation au Kenya, il y avait une préoccupation particulière concernant les personnes qui pourraient être qualifiées d'influenceurs anti-droits : des utilisateurs de réseaux sociaux réputés et les journalistes qui ont construit une marque autour des attaques aux droits humains et dont le statut leur donne une plate-forme pour le faire. L'espace en ligne du Kenya, qui semblait autrefois promettre de permettre une plus grande diversité d'expressions, est devenu déchiré par la division et la polarisation. Thilaga Sulathireh décrit de la même manière comment les personnes influentes anti-droits utilisent les réseaux sociaux contre les personnes LGBTQI en Malaisie:

> *« Il y a des prédicateurs célèbres qui publient des vidéos sur les réseaux sociaux encourageant les individus à faire du trollage aux personnes*

LGBTQI et à ceux qui publient du contenu relatif aux LGBTQI. Il y a aussi des individus qui font des commentaires homophobes et des groupes d'étudiants conservateurs qui s'organisent contre les personnes LGBTQI. »

Au Kenya, un répondant à une enquête décrit comment la société civile est considérée comme un agent des bailleurs de fonds étrangers, comme moyen de retourner le public contre la société civile:

« Ils ont créé un récit selon lequel il y avait beaucoup d'argent qui coulait de «l'Occident» pour «promouvoir l'homosexualité» dans le pays et que les activistes faisaient ce travail parce qu'ils étaient payés pour le faire. »

"CE SONT LES ELITES ET LEURS MILITANTS QUI UTILISENT LES RESEAUX SOCIAUX POUR DIFFUSER UN DISCOURS DE HAINE, PROVOQUANT DES TENSIONS ETHNIQUES, DES VIOLENCES ET LE CIBLAGE DE CERTAINS GROUPES DE PERSONNES."
– YARED HAILEMARIAM

Ces actions sur les réseaux sociaux ont des conséquences concrètes. Marek Tuszynski avertit sur la manière dont la violence physique peut être activée:

« Les attaques numériques se traduisent parfois par des violences physiques, lorsque des acteurs encouragés par les discours de haine promu sur les plateformes on-line finissent par poser de graves menaces non seulement quant à la possibilité de s'exprimer mais également quant à la vie. »

En Inde, les réseaux sociaux sont intimement liés à la violence. Des vidéos captés via des téléphones portables informant des actes de violence contre les musulmans sont partagées et célébrées. Au Sri Lanka, des histoires entièrement fausses sur des musulmans, diffusées par des groupes nationalistes cinghalais, ont entraîné des violences meurtrières et le gouvernement n'a guère réagi. Également, les attentats terroristes d'avril 2019 ont attisé davantage la haine et la violence sur les réseaux sociaux.

Les risques que les discours de haine en ligne génèrent de la violence sont particulièrement graves dans les situations de conflit ou avant et après les conflits. Les processus de réforme politique en cours en Éthiopie ont été chaleureusement accueillis par la société civile, avec l'ouverture de l'espace civique. Mais en même temps, des forces de division exploitent leur nouvelle liberté d'expression pour attiser les conflits ethniques, avec des conséquences bouleversantes pour des millions de personnes, comme l'explique Yared Hailemariam de l'Association pour les Droits Humains en Éthiopie:

« Ce sont les élites et leurs militants qui utilisent les réseaux sociaux pour diffuser un discours de haine, provoquant des tensions ethniques, des violences et le ciblage de certains groupes de personnes. Ils ont des supporters, et quand ils convoquent une action violente, on voit immédiatement qu'il y a un groupe sur le terrain qui est prêt à agir et à attaquer la population.

Au cours de l'année et demie passée, près de trois millions de personnes ont été forcées à se déplacer à l'intérieur du pays. L'Éthiopie fait maintenant partie des 10 pays au monde les plus touchés par les déplacements internes.

Des manifestants, principalement des personnes rohingyas qui vivent aux Etats-Unis, protestent contre la violence envers les rohingyas au Myanmar.

Photo de Bilgin S. Sasmaz/Anadolu Agency/Getty Images

Cela s'est passé il y a un an et demi à cause des conflits ethniques. Le discours de la haine se propage facilement et très rapidement via les téléphones et les réseaux sociaux, notamment via Facebook. Certains des appels à des conflits ethniques viennent de l'extérieur de l'Éthiopie, notamment de l'Europe et des États-Unis. »

De même, au Myanmar, Nay Lin Tun du Centre pour l'Intégrité Sociale, explique comment la désinformation et les discours de haine ont été intentionnellement propagés par des forces extrémistes, notamment des groupes anti-droits et des personnes influentes, contribuant ainsi à alimenter le conflit violent de 2017 et les conflits depuis lors:

« Il y avait beaucoup de désinformation répandue à travers les réseaux sociaux, et c'est devenu viral. Personne ne pouvait savoir ce qui était vrai ou pas. Les histoires positives et les informations renseignées étaient beaucoup moins virales que les discours de haine et la désinformation. Dans les grandes villes, les discours de haine et la désinformation ont transformé un conflit social en un conflit religieux entre le bouddhisme et l'islam. Les moines bouddhistes extrémistes ont transformé cela en un conflit plus important. Les groupes extrémistes ont répandu la désinformation et encouragé l'extrémisme, avec le soutien officieux de l'armée et des partis politiques, dans leur propre intérêt. Les gens ont joué à des jeux politiques dans les grandes villes, mais ils n'avaient aucun lien avec les villages de la zone du conflit, dont leurs habitants étaient les plus touchés et vivaient et vivent actuellement encore dans la peur. Il est très difficile de contrôler les discours de haine et la désinformation sur les réseaux sociaux.

Il est beaucoup plus difficile d'entendre les voix de la société civile qui promeuvent la cohésion sociale et l'harmonie religieuse que les discours de haine, mais la société civile fait de son mieux. »

LES GEANTS DES RESEAUX SOCIAUX FONT PARTIE DU PROBLEME

Les géants des réseaux sociaux devraient être responsabilisés de ne pas en faire assez pour empêcher les discours haineux. Uma Mishra-Newbery signale certains de leurs récents échecs :

> *« Dans de nombreux pays, Facebook est en train d'affaiblir la démocratie. Au Myanmar, le génocide des Rohingyas a été incité sur Facebook. Combien de temps a-t-il fallu à Facebook pour interdire l'armée birmane? En Nouvelle-Zélande, le tireur de Christchurch a essayé de diffuser des images en direct sur Facebook, et combien de temps a-t-il fallu pour que Facebook l'enlève? »*

Le défi est que la manière dont les réseaux sociaux sont conçus et monétisés permet de répandre facilement la désinformation et les discours de haine, explique Brandi Geurkink:

> *« Les entreprises de technologie les plus performantes ont grandi parce qu'elles ont monétisé nos données personnelles. Elles retiennent notre attention sous forme de revenus publicitaires. Lorsque vous réfléchissez à la manière dont nous utilisons les plates-formes conçues pour la publicité virale comme principale méthode de discours social et politique, et de plus en plus de notre consommation d'informations, vous commencez à comprendre pourquoi la désinformation se développe sur des plates-formes telles que Facebook et Google.*
>
> *YouTube, la plate-forme vidéo de Google, est un autre exemple « d' économie de l'attention ». Il recommande automatiquement les vidéos aux utilisateurs, ce qui nous conduit souvent vers des «terriers de lapin» au contenu de plus en plus extrême afin de nous attirer l'attention et de la fixer. Lorsque les algorithmes de recommandation de contenu sont conçus pour maximiser l'attention afin de générer des profits, ils finissent par alimenter des croyances radicales et répandent souvent des informations erronées. »*

Le défi est que la peur et l'indignation sont lucratives sur le plan commercial, poursuit Brandi Geurkink:

> *« Les modèles commerciaux des principales plates-formes technologiques créent les conditions idoines pour la manipulation des utilisateurs. La désinformation et le discours de haine sont des contenus conçus pour faire appel à des émotions telles que la peur, la colère et même l'humour. Combinez cela avec la possibilité de cibler des profils spécifiques de personnes afin de manipuler leurs idées, et cela devient le lieu idéal pour ce type d'idées. Une fois que les fournisseurs de cette désinformation ont suffisamment attiré l'attention, ils peuvent facilement continuer en dehors des réseaux sociaux et mobiliser ces communautés nouvellement formées, ce qui se passe de plus en plus […]*
>
> *Les plateformes d'Internet sont conçues pour amplifier certains types de contenu créés pour susciter des émotions profondes, car leur objectif est de vous garder sur la plate-forme le plus longtemps possible et de vous donner envie de partager ce contenu avec des amis qui y seront également occupés aussi longtemps que possible. Plus le nombre de personnes connectées est élevé et plus elles restent longtemps, plus le nombre d'annonces affichées et les revenus publicitaires sont élevés. Ce qui arrivera naturellement, une fois que les plateformes seront opérationnelles, sera que les personnes développeront elles-mêmes du contenu à des fins politiques, et les dynamiques autour de ce contenu seront exactement les mêmes.*
>
> *Certains diront que les utilisateurs faisant cela abusent des plateformes Internet. Je ne suis pas d'accord: je pense que les personnes qui font cela utilisent exactement ces plateformes pour le but pour lequel elles ont été conçues, mais visant à répandre un discours politique extrémiste, et le fait que c'est ainsi que les plateformes sont censées fonctionner est en effet une grande partie du problème. »*

Selon Brandi Geurkink, une réponse nuancée est nécessaire, définissant un équilibre largement acceptable entre la liberté d'expression et la prévention des abus :

« Le défi consiste, d'une part, à trouver des idées qui améliorent les mécanismes pour éliminer la probabilité d'une amplification des idées anti-droits et des discours de haine, et, d'autre part, le danger de la censure et de la discrimination contre certains types de discours légitimes. »

La liberté d'expression est importante pour les groupes anti-droits en raison de l'importance qu'ils accordent aux récits et discours changeants, et parce que cela leur permet de couvrir leurs attaques. Teresa Fernández Paredes souligne la manière dont des groupes anti-droits abusent de la liberté d'expression:

« Paradoxalement, pour diffuser leur message, les groupes anti-droits s'appuient sur l'un des thèmes de prédilection de la gauche : la liberté d'expression. »

Les groupes anti-droits revendiquent la liberté d'expression comme un droit absolu plutôt que comme quelque chose qui devrait être limité au moins par des contraintes minimales déterminées par le consensus. Les refoulements contre leurs tactiques de désinformation, de diffamation, de harcèlement en ligne et de discours de haine, ou le refus de leur donner une plate-forme, sont invariablement positionnés comme des restrictions scandaleuses de leur liberté d'expression. Cette tactique est toujours défendue par les groupes anti-droits qui font référence à la primauté de leur liberté d'expression, même lorsque cette liberté est utilisée pour tenter de faire taire la liberté d'expression des autres.

Les groupes anti-droits se cacheront derrière les protections constitutionnelles de la liberté d'expression. En Espagne, le groupe catholique extrémiste Hazte Oir (Faites-vous entendre) agit conjointement avec le parti populiste d'extrême droite Vox pour abroger la législation contre la violence sexiste. Il a fait circuler la désinformation selon laquelle les autorités éducatives se livraient à un "endoctrinement sexuel" à l'école et présentent systématiquement ses opposants comme des "*feminazis*". En 2019, après que des membres de la société civile eurent porté plainte, un juge avait estimé que leurs messages étaient répugnants mais ils restent protégés par la liberté d'expression.

LES GROUPES ANTI-DROITS PERMETTENT ET ENCOURAGENT LA VIOLENCE PHYSIQUE

Comme le montrent tristement les exemples ci-dessus, le discours de haine et le renforcement des préjugés par la désinformation peuvent facilement légitimer la violence physique. Parfois, la violence physique fait partie d'une stratégie consciente employée par des groupes anti-droits. L'utilisation de la violence par des groupes néo-fascistes dans plusieurs pays européens en sont des exemples. En Malaisie, Thilaga Sulathireh identifie le harcèlement physique et la violence parmi une série de tactiques utilisées par des groupes anti-droits:

« Il y a des groupes ethno-nationalistes, avec l'objectif de protéger les musulmans et les Malais, qui s'engagent également à des activités anti-LGBTQI […] Ils s'engagent surtout à dénoncer des personnes LGBTQI à la police et parfois à des actes d'intimidation et de violence physiques. Lors de la dernière marche des femmes, nous avons vu certains de ces groupes intimider physiquement les participantes. »

Photo d'Andrew Lichtenstein/Corbis / Getty Images

Un mémorial à New-York rend hommage aux personnes transgenres d'Amérique Latine qui ont fui la discrimination et la violence dans leurs pays pour être finalement assassinées aux Etats-Unis.

Parfois, les États ou les partis au pouvoir utilisent les groupes anti-droits comme intermédiaires pour imposer la violence. Thang Nguyen, de Boat People SOS, raconte comment au Vietnam, l'État à parti unique instrumentalise des groupes non-étatiques pour mobiliser la violence afin de compléter son attaque contre les minorités religieuses:

> *« Le gouvernement utilise des acteurs non-étatiques contre les religions minoritaires. Dans la province de Nghe An, les autorités font recours à des groupes organisés, connus sous le nom d'associations Drapeau Rouge, qui sont soutenus et encouragés par les autorités locales à attaquer les églises et à frapper les paroissiens. »*

Au Burundi, les jeunes milices liées au président sont un moyen essentiel de violence utilisé par l'État pour réprimer la dissidence. Au Bangladesh, des groupes d'étudiants extrémistes liés au parti autoritaire au pouvoir mobilisent la violence contre leurs opposants, souvent avec la coopération des forces de sécurité, comme informe Aklima Ferdows:

> *« Les acteurs non étatiques liés au parti au pouvoir, en particulier l'aile étudiante, constituent l'une des principales sources d'attaque. Les universités sont contrôlées par des militants du parti au pouvoir. Lors des manifestations, des groupes d'étudiants du parti au pouvoir travaillent aux côtés de la police pour frapper les gens et les harceler, y compris le harcèlement sexuel des femmes manifestantes. Il y a aussi des affrontements avec d'autres groupes d'étudiants dans les universités. »*

Ce sont souvent d'autres personnes du même univers, y compris des personnes qui agissent de manière solitaire, et des groupes extrémistes et terroristes illégaux, qui s'emparent de récits anti-droits et, encouragés par ceux-ci, les poursuivent jusqu'à ce qu'ils les considèrent comme leur but logique. À maintes reprises, les discours anti-droits ont abouti à une violence meurtrière.

La défenseure des droits humains Heather Heyer a été tuée quand un partisan néo-nazi a délibérément conduit sa voiture dans une foule de manifestants à Charlottesville, aux États-Unis, en août 2017. Heather participait à une contre-manifestation contre l'une des plus grandes mobilisations de la suprématie blanche depuis des années, dans laquelle les discours de haine étaient largement répandus. En janvier 2019, Paweł Adamowicz, maire de la ville de Gdansk en Pologne, a été poignardé à mort. Paweł était un politicien libéral attaché aux droits des LGBTQI et des migrants. Il avait en fait été victime de vives attaques des réseaux sociaux de la droite avant son assassinat. Sa famille a souligné le rôle croissant que jouent les discours de haine face à un climat politique propice à la violence.

Au cours des dernières années, une série de blogueurs et de militants laïcs ont été assassinés au Bangladesh, apparemment par des groupes extrémistes islamiques capables d'opérer en toute impunité, voire avec la complicité des forces de l'État. Les meurtres ont alimenté l'autocensure. Aux Maldives, en avril 2017, l'activiste des réseaux sociaux Yameen Rasheed a été retrouvé poignardé à mort devant son domicile. Rasheed avait vivement critiqué l'extrémisme religieux. Il avait reçu de nombreuses menaces de mort avant son meurtre, qu'il avait signalées à la police, mais aucune mesure n'a été prise. Son assassinat et la lente enquête officielle qui a suivi ont également créé un effet effroyable.

Au-delà de ces exemples, il y a bien sûr de nombreuses autres histoires, beaucoup moins rapportées ; des violences non meurtrières contre des personnes travaillant dans la société civile et les médias. Au Royaume-Uni, des manifestants d'extrême droite pro-Brexit se sont rassemblés à plusieurs reprises devant le Parlement et ont harcelé et violemment attaqué les journalistes qui tentaient de couvrir les débats. Leur violence a été permise par la diffamation persistante contre ceux qui s'opposent au Brexit, en tant que "traîtres". En Grèce, en janvier 2019, cinq photojournalistes ont été violemment attaqués ou harcelés par des membres du mouvement extrémiste dans le cadre d'une action apparemment ciblée alors qu'ils couvraient une manifestation. En réponse, l'Union des photojournalistes de Grèce a appelé les autorités à reconsidérer leur rhétorique, s'inquiétant du fait que des personnalités politiques normalisaient les attaques fascistes. Les défilés de la LGBTQI Pride en Pologne en 2019 se sont déroulés presque pacifiquement, mais ont été marqués dans certains cas par des contre-manifestants jetant des œufs ; il y a eu aussi une autre attaque plus grave dans la ville de Białystok, avec des bombes éclair, des jets de pierres et des bouteilles de verre. Il y a beaucoup d'autres exemples et tous montrent comment, lorsque le discours sur les préjugés, la haine et la division est normalisé, des attaques violentes ont lieu.

DES GROUPES ANTI-DROITS S'ORGANISENT CONTRE "L'IDEOLOGIE DU GENRE"

Il est clair que les groupes anti-droits priorisent la conception et le changement du discours et des récits. L'un des principaux discours autour duquel ils s'organisent et collaborent est leur opposition à quelque chose qu'ils qualifient d '« idéologie de genre ».

Cette idée repose essentiellement sur le fait que les progrès des droits des femmes et des minorités sexuelles sont allés trop loin. Sous le slogan de rejeter "l'idéologie de genre", les groupes anti-droits "tentent d'abroger les droits durement acquis", comme expliqué par Analía Bettoni à propos des récentes tentatives de réduction des droits à l'avortement et des droits des personnes trans en Uruguay

Du point de vue des groupes anti-droits, le genre est une «idéologie» qu'il faut combattre plutôt qu'une réalité à accepter. Dans cette vision du monde, il n'existe que deux genres, correspondant aux deux sexes biologiques attribués à la naissance. Les femmes et les hommes sont perçus comme jouant des rôles distincts, en accord avec ce que l'on considère comme «l'ordre naturel». Les rôles des genres sont souvent définis par des lectures confessionnelles très conservatrices. L'égalité entre les sexes n'est ni souhaitable ni réalisable, étant donné que les rôles les plus importants de la femme sont la reproduction et l'éducation des enfants, devoirs qui maintiennent les femmes ancrées dans la sphère privée. La sainteté et l'intégrité de la famille passent avant les droits individuels de ses membres, et la vie des «enfants à naître» prime sur les souhaits et les choix de leurs mères, ce qui fait de l'avortement une ligne rouge absolue.

De nombreux groupes anti-droits rejettent complètement la terminologie de «genre» et font systématiquement campagne contre toute législation ou politique tenant compte de l'égalité des genres, y compris les lois contre la violence sexiste, qu'ils insistent pour reformuler en tant que «violence

domestique», appartenant à la sphère privée, plutôt qu'à la publique. Ils prétendent que les «lois sur le genre» sont discriminatoires à l'égard des hommes. Diana Cariboni résume les sentiments qui ont motivé l'attaque contre la terminologie de genre:

> *« Derrière ce mot, le genre, se cache la question cruciale de la reconnaissance de l'identité et de la recherche de l'égalité: les luttes des femmes pour mettre fin à la discrimination et à la subordination, et les luttes des communautés LGBTQI pour jouir des mêmes droits et garanties que le reste de la population. Ils disent que ces luttes sont inutiles parce que nos constitutions déclarent déjà que nous sommes tous égaux devant la loi, alors pourquoi établir des lois ou statuts spéciaux pour les personnes LGBTQI? Ce qu'ils oublient, c'est que les personnes LGBTQI, et en particulier les personnes trans, par exemple, ne peuvent pas jouir pleinement de ces droits, ni même des conditions nécessaires pour une existence digne. Ils insistent pour l'ignorer et soutiennent plutôt que les personnes LGBTQI aspirent à ce que l'État finance leur mode de vie. »*

Comme le suggère cette affirmation, la terminologie «idéologie de genre» s'applique davantage contre l'affirmation des droits des LGBTQI, et en particulier des droits des personnes trans. Seules les orientations hétérosexuelles rigides et immuables sont considérées comme acceptables. Les progrès obtenus grâce à un plaidoyer engagé de la société civile, tels que le mariage homosexuel et des lois reconnaissant l'identité des personnes trans, ont été mal accueillis et présentés comme accordant des privilèges à des minorités non méritantes plutôt que comme des efforts pour garantir que ces droits soient véritablement universels. La reconnaissance du mariage de même sexe et l'identité des personnes trans sont des lignes rouges: le mariage ne peut être qu'entre un homme et une femme, et les personnes trans sont considérées comme des imposteurs. Une question relativement innocente, telle que l'égalité d'accès aux toilettes, est devenue un point chaud de controverse.

Photo de Inés M. Pousadela

Les femmes jeunes ont été les protagonistes de la mobilisation pour le droit à l'avortement à Buenos Aires, Argentine.

Ces deux lignes d'attaque, contre les droits des femmes et contre les droits des personnes LGBTQI, s'unissent autour du statut des enfants. Les avortements sont pris comme une attaque contre les droits des enfants à naître. L'égalité de genre est perçue comme une recette pour les enfants élevés sans structures familiales appropriées. Ils veulent montrer que les enfants scolarisés ont besoin de protection contre l'endoctrinement qui dissoudra les rôles de genres et l'ordre binaire sexuel établis. Cela ne veut pas dire que les groupes anti-droits soutiennent les droits de l'enfant, ou la reconnaissance énoncée dans la Convention relative aux Droits de l'Enfant selon lequel, à mesure que les enfants grandissent, ils développent des capacités évolutives pour exprimer leurs propres points de vue. Au contraire, les groupes anti-droits considèrent plutôt les enfants comme la propriété de leurs parents et soutiennent ce qu'ils décrivent comme les droits collectifs des familles, toujours compris de manière traditionnelle, hétérosexuelle et patriarcale. Gillian Kane souligne comment les groupes anti-droits instrumentalisent leurs préoccupations apparentes concernant les enfants :

« Bien entendu, l'idéologie de genre n'existe pas, et encore moins les gouvernements qui obligent les enfants à apprendre du matériel inapproprié. Le bien-être des enfants est utilisé comme une couverture pour désactiver les efforts visant à faire respecter les droits et à protéger les filles, les femmes et les personnes LGBTQI. »

Il est important d'indiquer clairement que l'étiquette "idéologie de genre" ne provient que des groupes anti-droits et du contexte plus large d'extrême droite. Le terme n'a pas de véritable sens, ne concerne aucun projet organisé par la société civile et ce n'est pas une étiquette que nous, intervenants dans la société civile, allons reconnaître ou nous approprier.

Gabriela Mendoza Santiago, de Otro Tiempo México, montre un exemple typique, expliquant comment cette étiquette est utilisée par des groupes anti-droits dans son pays:

« Au Mexique, le mouvement Front National pour la Famille et le mouvement « Ne jouez pas avec mes enfants » ont une influence considérable. Ils sont axés sur la promotion de la famille traditionnelle, dans le but de restreindre les droits de la communauté LGBTQI et des femmes. Ils cherchent à maintenir ce qu'ils considèrent comme «naturel», à freiner l'éducation sexuelle dans les écoles et à maintenir une législation cohérente avec leur pensée conservatrice. Ils fondent leurs idées sur ce qu'ils appellent «l'idéologie de genre». Ils affirment qu'il existe une tentative d'imposer un nouvel ordre mondial pour contrôler les gens et «homosexualiser» le pays, ainsi que pour aider les entreprises et les organisations liées à l'avortement et à l'éducation des droits humains. Ils ont eu une influence, puisqu'ils ont suspendu les réformes visant à dépénaliser l'avortement et à légaliser l'égalité du mariage dans plusieurs États mexicains, en plus de renforcer l'interdiction de l'adoption pour les couples homosexuels. »

María Ysabel Cedano, de DEMUS (Étude pour la Défense des Droits des Femmes au Pérou) souligne les tentatives faites pour affaiblir les droits par le biais d'attaques dirigées contre « l'idéologie du genre » :

« Les secteurs conservateurs essayent actuellement d'éliminer la perspective de genre du programme scolaire, y compris toute allusion à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre. Ils ont réussi à le faire à travers des actions et des poursuites judiciaires. »

'L'idéologie de genre' est une fiction pratique contre laquelle diverses tactiques peuvent être mobilisées contre diverses cibles. L'opposition à 'l'idéologie du genre' est le lien qui unit des différents groupes anti-droits, comme cité par Edurne Cárdenas :

« Les groupes anti-droits se sont en effet développés et organisés sous un parapluie commun, contre ce qu'ils appellent 'l'idéologie du genre'. Nous avons vu que derrière leur « non à l'avortement », ils apportaient un programme plus vaste lié au rejet de ce qu'ils appellent « idéologie de genre » : l'éducation sexuelle dans les écoles, même la vaccination, et qui sait quoi d'autre. »

Teresa Fernández Paredes note également que la notion 'd'idéologie du genre' a fourni un point de ralliement et que le terme est maintenant normalisé :

« Tous se sont coordonnés pour placer le thème de l'idéologie du genre sur la table et le soulever partout, de sorte que quelque chose qui n'était même pas un concept a fini par devenir un problème mondial. Ils ont réussi à placer cela à l'ordre du jour. »

Selon María Ysabel Cedano, le concept s'est répandu et a été fortement soutenu financièrement:

« Pendant des décennies, ils ont mené une énergique campagne contre ce qu'ils appellent 'l'idéologie du genre', non seulement au Pérou,

mais dans toute l'Amérique latine et les Caraïbes, et au-delà. Ce sont des campagnes de plusieurs millions de dollars qui maintiennent que "l'idéologie de genre" s'attaque à la vie, au mariage et à la famille. Les fonds qu'ils ont investis dans ces campagnes de peur contre les accords de paix en Colombie en sont un bon exemple. »

Comme cela le suggère, la terminologie de «l'idéologie du genre» imprègne d'autres débats. Elle est liée à la diffusion de désinformation et des discours de haine, et aux efforts visant à fausser les élections et les référendums. María Angélica Peñas Defago se souvient de son utilisation lors du référendum sur l'accord de paix colombien:

« Au cours de la campagne qui a conduit au référendum en Colombie, les forces qui ont rejeté l'accord ont affirmé que si le « oui » gagnait, la prétendue «idéologie du genre» serait imposée. »

Gillian Kane raconte comment l'opposition à « l'idéologie du genre » est arrivée sur la scène internationale :

« Dans les forums internationaux, ces groupes expriment leur préoccupation pour le bien-être des enfants, qui, selon eux, sont endoctrinés par des gouvernements autoritaires avec les principes immoraux de "l'idéologie de genre". »[…] [Ils réalisent] des attaques contre la Convention d'Istanbul, qui vise à lutter contre la violence à l'égard des femmes. Vous penseriez que cela ne serait pas controversé. Pourtant, des groupes de droite comme l'Alliance Defending Freedom s'opposent à la Convention, affirmant que celle-ci enlève les droits des parents et promeut le genre en tant qu'une création sociale et non en tant que vérité biologique binaire, comme ils le voient. »

Cette attaque contre la Convention d'Istanbul dans le cadre de la diffamation de «l'idéologie de genre» et du recadrage de la violence sexiste a une large portée. Elle a été également observée en Lettonie, lors d'un discours anti-droits réunissant des chefs religieux, des politiciens et des groupes anti-droits, comme le raconte Kaspars Zālītis:

« Les dirigeants de l'Eglise et de nombreux responsables publics s'opposent à la ratification de la Convention d'Istanbul car l'une de ses clauses sur la non-discrimination concerne l'orientation sexuelle et l'identité de genre. L'archevêque catholique s'est mobilisé contre elle et a recueilli un soutien considérable de la part des partis politiques et des parlementaires. Il est parvenu à les convaincre que la ratification faisait partie de l'ordre du jour secret de prétendus « genristes » - une expression qui trouve son origine en Russie, un pays à forte influence culturelle en Lettonie. Les représentants de l'Église, les activistes et les politiciens de droite, ainsi que les groupes anti-

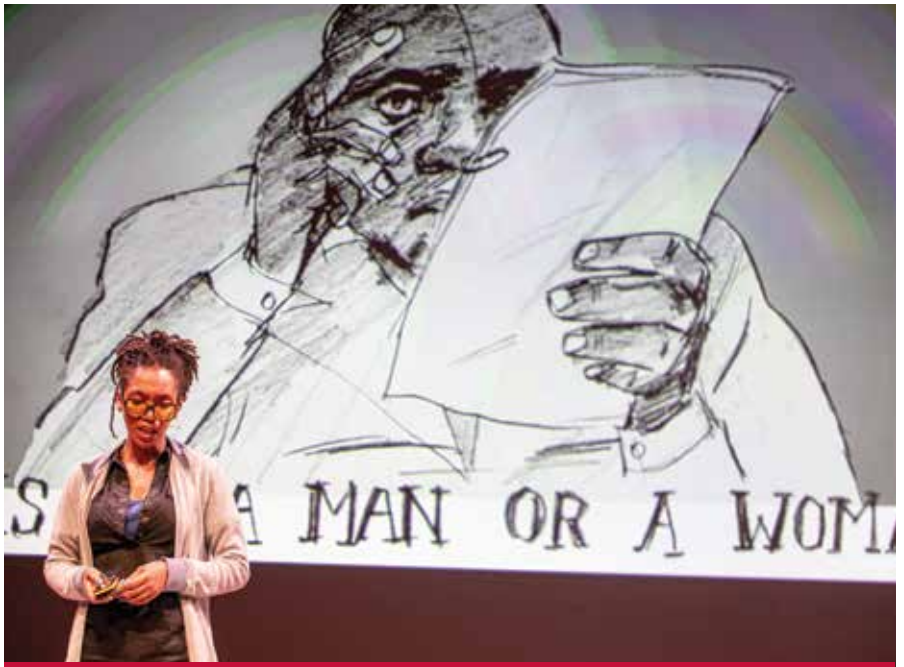


Photo de Julia Reinhart/Getty Images

L'activiste kenyanne Audrey Mbugua parle de sa vie en tant que femme trans lors du Oslo Freedom Forum en 2019, en Norvège.

LGBTQI et anti-avortement, décrivent la Convention comme contraire aux valeurs traditionnelles lettones et comme un moyen de sexualiser et de «convertir» des enfants. Ces arguments gagnent du terrain parmi le public. »

Toute stratégie visant à lutter contre les groupes anti-droits, ainsi qu'à répondre aux attaques faites contre les femmes et les personnes LGBTQI, doit donc vaincre le discours sur «l'idéologie de genre».

DES GROUPES ANTI-DROITS ADOPTENT ET DEFORMENT LE LANGAGE DES DROITS HUMAINS

L'invention de « l'idéologie de genre » en tant que point de ralliement se rattache à une autre stratégie commune autour de laquelle les groupes anti-droits s'organisent et collaborent, qui consiste à déguiser leurs préoccupations avec une terminologie des droits humains. Là encore, ils l'empruntent à la société civile légitime et sèment ainsi la confusion. Les attaques aux droits des femmes sont vus souvent comme une défense des droits de la famille; le déni du droit à l'avortement est généralement invoqué comme défense des droits des enfants à naître. Les attaques contre les minorités religieuses sont souvent présentées comme l'affirmation des droits des groupes religieux majoritaires, de même que les attaques contre les droits des LGBTQI. Les attaques contre les droits des migrants et des réfugiés sont de plus en plus fréquentes en tant qu'affirmation du droit prioritaire des populations autochtones aux moyens de subsistance et aux services publics. À de multiples égards, le langage des droits humains est en train d'être adopté et prêt à servir les agendas de groupes anti-droits qui rejettent les droits humains universels.

Martyna Bogaczyk, de la Education for Democracy Foundation (Fondation pour l'Éducation à la Démocratie), observe cette tactique en Pologne, notant que :

« [Le panorama] comprend un certain nombre d'organisations qui mènent une guerre culturelle et approfondissent le fossé. Ils occupent des espaces destinés à la société civile et s'emparent même du langage des droits humains pour leurs propres fins, en l'utilisant contre l'amélioration de ces droits. »

Teresa Fernández Paredes rapporte également cette adoption du discours sur les droits humains :

« Ils utilisent le même discours que celui utilisé efficacement par des groupes de défense des droits humains. Ils parlent de droits humains et se positionnent en tant que victimes. »

Eliana Cano décrit comment les groupes religieux conservateurs au Pérou attaquant les droits sexuels et reproductifs adoptent de plus en plus le langage des droits au lieu du langage de la foi :

« Ils ne s'expriment plus avec un langage du divin et clérical, car ils savent que cela attire de moins en moins de personnes. Au lieu de cela, ils se sont approprié le discours de la démocratie et des droits humains. »

Parfois, ces opinions sont sincèrement partagées par des groupes anti-droits et leurs partisans, qui croient en toute franchise, par exemple, que les droits d'un fœtus sont supérieurs à ceux d'une femme. Mais parfois, ils ne sont qu'une couverture pour le déni des droits. Un répondant à une enquête en Inde a identifié ce subterfuge en indiquant:

« [Il y a] des groupes qui prétendent faire des efforts pour l'autonomisation des femmes, inclus dans le domaine des 'droits de la famille', mais en réalité, ils sont opposés aux femmes qui revendiquent le pouvoir sur

leur propre corps. […] Ces groupes sont présents à tous les niveaux et cherchent souvent à se confronter aux groupes de défense des droits. […] Dans notre travail en tant que donateurs, nous voyons qu'ils utilisent des rédacteurs professionnels pour les demandes de subvention et qu'ils utilisent souvent un langage qui respecte les droits pour masquer ce qu'ils prévoient de faire avec les ressources. »

Les participants à la consultation de Mexico ont également souligné le déni de droits qui se cache derrière le langage des droits, concluant que :

« Les groupes anti-droits […] se sont appropriés le discours et les arguments en faveur des droits humains en promouvant des activités totalement contraires aux droits humains, telles que les « thérapies de conversion », le déni de l'éducation sexuelle dans les écoles et la revictimisation des femmes victimes de violences. »

Ainsi, un répondant à une enquête de la Bolivie s'interroge sur la terminologie « pro-vie » adoptée par les groupes anti-avortement, notant :

« [Ce sont] des groupes qui s'appellent eux-mêmes 'pro-vie', dont le seul objectif est de réduire le progrès en matière de droits sur la sexualité et la procréation et d'imposer une logique de domination sur les corps des femmes, ce qui va à l'encontre du plein exercice de leur droit à choisir. Leurs messages sont pleins d'expressions «positives» qui cachent leurs véritables intentions. »

L'utilisation du langage des droits de longue date peut faire partie d'une stratégie de désinformation, car elle brouille le discours public et dilue notre langage des droits. Cela aide également les groupes anti-droits à accéder aux espaces nationaux et internationaux de dialogue et, éventuellement, aux opportunités de financement.

Cependant, les droits promus sont des droits sectoriels. Ils sont en

Photo de Sean Gallup/Getty Images

Des manifestants à Poznan, en Pologne, réclament la séparation entre l'Eglise et l'Etat lors d'une marche en 2018 contre une proposition pour restreindre encore plus l'accès à l'avortement.

contradiction avec l'engagement de la société civile en faveur des droits humains universels. Les revendications concurrentes entre les droits sont un jeu à somme nulle, dans lequel toute concession en faveur des droits des communautés ciblées par les groupes anti-droits est considérée comme entraînant une perte de droits pour les personnes qu'ils prétendent représenter. Dans cette vision du monde, les droits ne peuvent être universels car certaines personnes méritent des droits plus que d'autres. Giada Negri souligne que cette vision des droits est un jeu à somme nulle:

« Ils promeuvent une vision des droits qui crée une concurrence entre groupes vulnérables ou exclut certains groupes pour des raisons d'identité, de culture ou d'orientation sexuelle. »

Un répondant à une enquête en Afrique du Sud a déclaré avoir rencontré la même conviction:

> *« Dans notre travail pour la protection des droits des migrants et des réfugiés en Afrique du Sud, nous avons rencontré plusieurs groupes qui pensent que nous ne devrions pas faire notre travail car ils estiment que les réfugiés et les citoyens étrangers ne devraient pas avoir de droits.»*

Alors que Martyna Bogaczyk observe plus en détail cette approche sectorielle des droits faisant l'objet de négociations en Pologne:

> *« Les droits sont devenus quelque chose qui peut être échangé. Plutôt que d'être reconnus comme universels, ils peuvent être refusés « aux autres» si cela signifie que « nous » pouvons jouir de plus de privilèges. »*

Sahar Moazami souligne la duplicité de ce discours et plaide pour la réaffirmation de l'universalité des droits humains:

> *« De notre point de vue, ils se mobilisent contre les droits de certaines personnes, mais ils ne le présentent pas de cette façon. Ils ne sont pas explicites dans l'utilisation des droits humains contre certaines catégories de personnes. Ils prétendent plutôt défendre des principes concernant, par exemple, la liberté de religion, les droits des enfants ou les droits des femmes. Ils décrivent la situation comme si les droits de certains groupes devaient être nécessairement sacrifiés afin que les droits d'autres groupes soient réalisés, mais il s'agit d'une fausse dichotomie. Les droits humains sont universels et indivisibles. »*

Il est nécessaire de reconnaître qu'il existe parfois des débats difficiles sur les revendications contradictoires des droits. Il existe parfois des désaccords entre les activistes des droits des femmes et des droits des personnes trans, par exemple. Les groupes anti-droits se servent de ces désaccords pour promouvoir l'idée que les différents droits sont incompatibles et que certains droits doivent être refusés. Uma Mishra-Newbery décrit les tensions entre les droits des femmes et les droits des personnes trans, qui ont été présentées comme rivales à la Commission de la condition de la femme:

> *« Vous entrez dans l'événement et c'est extrêmement transphobe, car ils rejettent carrément le concept d'identité de genre et insistent sur le sexe biologique, refusant ainsi de considérer les femmes transsexuelles comme des femmes. Ils prétendent mieux savoir ce que signifie être une femme et ce que toutes les femmes ressentent et ce dont elles ont besoin, ce qui les amène à tolérer la violence contre les personnes trans et à rejeter les droits sexuels et de reproduction… Des groupes anti-droits nous ont accusés de promouvoir davantage les droits trans plutôt que les droits des femmes. »*

Sahar Moazami souligne les défis actuels du mouvement féministe:

> *« Il y a des groupes qui détournent clairement les concepts et le langage féministe, en les associant à de nouvelles interprétations clairement forcées, mais il y en a aussi qui se considèrent comme des féministes et estiment que les personnes trans devraient être expulsées des espaces féministes. »*

Dans des circonstances complexes, lorsque des revendications opposées se présentent, il faut un dialogue et un raisonnement respectueux plutôt que des arguments haineux et les préjugés créés par les groupes anti-droits. Dans la société civile, nous devons faire attention à ne pas nous préoccuper de nos propres campagnes sectorielles et continuer à promouvoir des espaces inclusifs où les différences peuvent être débattues et le consensus recherché. Nous devons promouvoir l'universalité des droits et travailler pour la récupération du vrai langage des droits humains.

LES GROUPES ANTI-DROITS FONT APPEL A LA TRADITION, A LA CULTURE ET AUX IDENTITES RELIGIEUSES

Outre l'utilisation abusive du langage des droits humains et l'évocation de « l'idéologie de genre », de nombreux groupes anti-droits proposent des récits qui font appel à des idées de tradition et de culture nationale, ainsi qu'aux identités religieuses. Ceux-ci sont élaborés autour d'identités des groupes dominants et compris comme fixes et clairement délimités, plutôt que comme dynamiques et définis de manière inclusive.

Ces récits peuvent ne pas toujours être cohérents. Par exemple, des appels à la culture traditionnelle sont lancés pour nier les droits des LGBTQI dans les pays où la prévention des droits repose sur des lois de l'époque coloniale. Dans certains pays, l'homophobie ouvertement déclarée est socialement enracinée et a été soigneusement entretenue et soutenue par un engagement évangélique et missionnaire extérieur. Mais quelles que soient leurs racines dans la réalité, les récits relatifs à la tradition, à la culture et à la foi trouvent un écho.

De nombreux répondants au sondage ont souligné que l'instrumentalisation de la tradition, du nationalisme et des identités religieuses dominantes était une tactique clé contre les droits. Souvent, ces éléments sont si intimement liés qu'ils sont inséparables. Un répondant du Ghana, par exemple, souligne que :

> *« Le groupe anti-droits que j'ai rencontré utilise des normes traditionnelles, culturelles et religieuses comme base de sa campagne contre les droits des LGBTQI au Ghana. Normalement, ils visent les chefs religieux et traditionnels qui, selon eux, devraient nous protéger contre toute aberration des normes sociales ».*

Les groupes anti-droits ont tendance à se placer en tant que gardiens moraux, défendant les notions traditionnelles de la moralité qui sont attaquées. Comme le dit un répondant à l'enquête de la RDC:

> *« Les groupes anti-droits basent leurs arguments sur les valeurs spirituelles et la 'moralité'. »*

Un répondant arménien décrit une situation dans laquelle les appels à la tradition, aux valeurs familiales, au nationalisme et au racisme se sont tous mobilisés contre les droits, tandis que la société civile est qualifiée d'antipatriotique:

> *« Dans mon contexte, ces groupes sont contre les droits des femmes et des personnes LGBTQI. Ils visent ceux qui s'expriment pour défendre leurs droits. Ses messages clés vont de 'vous voulez détruire nos familles arméniennes traditionnelles' et 'vous allez détruire les gènes purement arméniens', jusqu'à 'n'épousez pas quelqu'un d'une autre nationalité'. Ils dénigrent la société civile, qu'ils décrivent comme un secteur qui tire ses fonds de donateurs étrangers, les aidant ainsi à s'immiscer dans le développement du pays. »*

Cette caractérisation de la société civile en opposition avec les notions étroitement définies de tradition, culture et identité nationale est l'une des formes les plus courantes d'attaque contre la société civile, longtemps faite par les États et de plus en plus reproduite par les groupes anti-droits. Un répondant à l'enquête de Swatini /Swaziland, qui a parlé de la mobilisation de la tradition, informe que:

> *« [Les groupes anti-droits] sont des traditionalistes, ils prétendent représenter les vraies valeurs de ce que représente être Swazi […]. Leur tactique est basée sur la politisation de la culture et des croyances traditionnelles. Ils contrôlent le niveau local à travers les chefs traditionnels. Ces leaders sont dans les communautés où nous travaillons et en contrôlent les entrées. Ils considèrent les droits humains comme des concepts étrangers et comme non-Swazi »*

Un répondant kenyan a été victime d'une attaque similaire en tant qu'importateur de valeurs étrangères:

> *« Je travaille avec des filles marginalisées dans des quartiers informels, en les aidant à plaider pour leur accès à la santé sexuelle et reproductive. […] Un groupe anti-droits a mené une campagne de diffamation caractérisant nos activités comme étant 'occidentales' et contraires à notre culture et à notre religion ».*

Comme beaucoup de ces exemples le montrent clairement, de nombreux groupes anti-droits sont enracinés dans des positions religieuses extrêmement conservatrices. Une interprétation commune et radicale de la foi offre un point de ralliement autour duquel des campagnes anti-droits peuvent être organisées et des groupes différents rassemblés. Les positions religieuses sont utilisées à la fois pour attaquer d'autres groupes religieux et leurs organisations de la société civile (typiquement, les attaques résultent des groupes basés dans la religion majoritaire d'un pays contre des religions minoritaires) ainsi que pour attaquer la société civile laïque, notamment en ce qui concerne les droits des femmes et des LGBTQI, qui sont identifiés avec l' «idéologie de genre».

Cela se voit dans différents contextes avec des confessions différentes. Les personnes consultées dans divers endroits parlent, dans des termes étonnamment similaires, des branches fondamentalistes du bouddhisme, du christianisme, de l'hindouisme et de l'islam, entre autres. Par exemple, Charles Emma *Ofwono, de Development Connection* en Ouganda rapporte que :

> *« [Ces groupes sont] principalement des groupes religieux qui pensent que la Bible est le seul code à suivre. Ils disent que, par exemple, avoir des relations sexuelles avec un autre homme est un pêché et devrait être puni par la mort, et que l'avortement est un meurtre et quiconque le commet n'ira pas au paradis. »*

Un participant de la Marche de la Fierté au Salvador signale que nous devrions essayer d'être de bonnes personnes plutôt que de bons fidèles d'une religion.

Photo d'Alex Peña/Getty Images

Un répondant pakistanais explique :

> *« Les extrémistes religieux menacent les gens en propageant une propagande qui les considère comme des ennemis de l'Islam et les accuse de corrompre moralement nos enfants ».*

Les groupes anti-droits fondés sur la religion outrepassent directement les droits, comme en Jordanie, où Ahmad Awad du *Phenix Center for Economics and Informatics* Studies raconte:

> *« En Jordanie, de nombreux types de groupes anti-droits humains ont fait leur apparition. Les premiers sont des groupes religieux opposés à la réalisation de droits civils contraires à la loi islamique. »*

Et les positions religieuses sont utilisées pour attaquer la société civile, comme au Sénégal, où un répondant travaillant sur les droits des enfants déclare que la tactique principale des groupes anti-droits est de:

> *« Dénigrer les acteurs de la société civile en nous accusant d'être anti-islamistes ou de travailler pour le compte de lobbyistes qui défendent des valeurs contraires à la religion. »*

Kevin Mendez, de *Belize Youth Empowerment for Change*, explique comment les groupes chrétiens anti-droits ciblent les événements LGBTQI :

> *« Les groupes anti-droits sont principalement des organisations religieuses qui défendent 'l'environnement familial traditionnel' et une éducation fondée sur l'abstinence. Leur leader dispose d'un canal radio qu'il utilise pour transmettre son message et ses enseignements. En outre, ils ont manifesté devant les portes d'événements liés à la question des LGBTQI avec des messages nous invitant à nous repentir et à nous donner à Jésus ou à subir la condamnation ».»*

L'un des avantages dont les groupes religieux anti-droits issus des communautés religieuses dominantes bénéficient est qu'ils exercent souvent une influence de haut niveau. Les leaders religieux et les personnes influentes conservatrices possèdent souvent des liens étroits avec d'autres personnalités influentes. Kaspars Zālītis décrit les connexions privilégiées qui limitent les droits des LGBTQI en Lettonie :

> *« L'Église catholique a beaucoup d'influence, et elle prend les devants dans la lutte contre la communauté LGBTQI et dans la lutte contre les droits des femmes.*
>
> *Indépendamment de la séparation Eglise-État, l'État dispose d'un conseil consultatif religieux, de même que le conseil municipal. Il n'est pas rare que l'archevêque catholique rencontre le principal parti de la coalition au pouvoir, puis que le dirigeant du parti dise qu'il a «consulté» l'Église catholique et a décidé de voter d'une manière ou d'une autre. Le lien direct est clair parce que tout cela se passe en public. Au contraire, nous n'avons pas accès à des personnalités politiques de haut niveau car elles ne veulent pas risquer leur réputation en nous rencontrant en public. »*

Les relations et les récits internationaux sont également importants pour les groupes anti-droits confessionnels. Tout en promouvant des visions étroites des traditions et des identités nationales, ils se soutiennent également au niveau international. Gordan Bosanac explique comment les relations entre la Croatie et la Pologne sont devenues importantes, en soulignant:

> *« [On observe] une hausse des OSC fondamentalistes ayant des liens nationaux et internationaux, indépendantes de la structure de l'Église. Les nouveaux groupes avaient des liens avec des mouvements polonais ultra-conservateurs - Tradition, Famille, Propriété et Ordo Iuris. »*

Les récits d'intolérance religieuse sont partagés à travers les frontières. Evan Jones, du *Asia Pacific Refugee Rights Network*, présente une étude de cas sur la manière dont les groupes de l'Eglise ont attisé les préjugés contre les migrants musulmans en Corée du Sud et se sont connectés aux courants internationaux des sentiments anti-migrants et antimusulmans afin d'influencer l'État :

> *« 500 Yéménites sont arrivés sur l'île de Jeju, en Corée du Sud, en juin 2018. Presque immédiatement, le public, les groupes religieux (en particulier les groupes chrétiens conservateurs) et les médias ont suscité des vives protestations. Cela a encouragé ce qui était en partie un sentiment anti-réfugiés, mais était plus fortement un sentiment antimusulman qui s'est répandu dans tout le pays et s'est confondu avec les problèmes des réfugiés. Ce sentiment a connecté la rhétorique anti-migrants et antimusulmane qui sortait de l'Europe et a montré à quel point ces deux notions étaient devenues intimement liées. Quelques semaines après la parution de l'article, une pétition portant plus d'un million de signatures a été envoyée au bureau du président demandant à la Corée du Sud de se retirer de la Convention de 1951 sur les réfugiés. Heureusement, le gouvernement n'a pas suivi cette voie, mais des discussions à haut niveau ont eu lieu sur la possibilité que la Corée du Sud modifie sa législation nationale en matière de réfugiés et retire une partie de sa protection. »*

"QUELQUES SEMAINES APRES LA PARUTION DE L'ARTICLE, UNE PETITION PORTANT PLUS D'UN MILLION DE SIGNATURES A ETE ENVOYEE AU BUREAU DU PRESIDENT DEMANDANT A LA COREE DU SUD DE SE RETIRER DE LA CONVENTION DE 1951 SUR LES REFUGIES. HEUREUSEMENT, LE GOUVERNEMENT N'A PAS SUIVI CETTE VOIE." - EVAN JONES

En plus de cette internationalisation des liens et des récits, il semble y avoir deux autres nouveaux aspects concernant la façon dont les groupes anti-droits confessionnels agissent actuellement. Le premier, dans le cadre de la tendance générale à la collaboration entre les divers groupes anti-droits, est que les groupes anti-droits confessionnels créent de plus en plus d'alliances avec des groupes laïcs. Sahar Moazami examine ce développement:

> *« Je pense qu'un changement est en cours en ce qui concerne le type de groupes qui promeuvent des discours anti-droits. Dans le passé, il était clair que toutes ces organisations étaient confessionnelles, mais nous voyons maintenant des groupes laïcs et non laïcs se rassembler autour du récit de la biologie. »*

En ce sens, les groupes laïcs anti-droits s'inspirent et amplifient les récits anti-droits confessionnels de longue date.

La deuxième caractéristique est celle de la division plutôt que de la connexion: il semble y avoir une plus grande polarisation entre les groupes confessionnels conservateurs et les groupes plus progressistes enracinés dans la même foi, comme le suggère l'exemple d'Eliana Cano au Pérou, évoqué ci-dessus: dans son contexte, les groupes catholiques très conservateurs nient le droit des groupes plus progressistes à s'appeler «catholiques» et à revendiquer leur position religieuse.

Lors de nos réponses, il devrait être clair que la foi en soi n'est pas le problème. Tout le monde devrait avoir le droit

Un participant à la campagne "Les vies musulmanes importent" montre un panneau sur lequel on peut lire: "Je n'ai pas besoin de te plaire pour que tu respectes mes droits".

Photo de Javed Sultan/Anadolu Agency/Getty Images

de pratiquer une religion, à condition de le faire sans empiéter sur le droit des autres à pratiquer sa religion ou à ne suivre aucune foi. Les défis en matière de droits surviennent lorsqu'une identité de foi majoritaire dans un contexte particulier est privilégiée et que les droits de ceux qui s'identifient à cette religion ont la priorité, d'une manière qui impacte les droits des autres. C'est aussi un défi lorsque des groupes extrémistes et des leaders religieux (qui peuvent ne pas être nécessairement représentatifs des vues du courant dominant des croyants mais qui sont bien placés pour les influencer et les amplifier) instrumentalisent les positions religieuses et mobilisent les fidèles contre les droits. Une partie de la réponse nécessaire consiste à proposer des arguments tirés des positions religieuses qui défendent les droits.

LES GROUPES ANTI-DROITS SE TOURNENT GRADUELLEMENT VERS LA SCENE INTERNATIONALE

Comme plusieurs des exemples ci-dessus l'ont montré, les groupes anti-droits, qui gagnent en confiance, en visibilité et en relations, accordent de plus en plus d'importance à l'engagement au niveau international. Lorsque des groupes revendiquant des notions étroites de souveraineté nationale et cherchant à inverser les règles positives créées par les institutions internationales s'engagent à ce niveau, cela peut sembler contradictoire au départ, comme le décrit Diana Cariboni dans le contexte des groupes anti-droits latino-américains:

> *« Ces groupes ont un discours nationaliste qui identifie les États-nations et les peuples comme étant sujets à des dictateurs étrangers considérés comme pervers, et même perçus comme des messagers du diable. Le mal est incarné dans une série d'institutions qu'ils qualifient d'impérialistes: les Nations unies (NU), l'Organisation*

des États Américains (OEA), le système interaméricain des droits humains, les organisations financières internationales et l'Organisation Mondiale de la Santé.

[…] Ce que ces groupes ne voient pas, c'est qu'ils sont eux-mêmes des acteurs sur la scène internationale, ne serait-ce que pour affaiblir la portée du droit international. Ils visent les organes qui supervisent les traités et conventions, tels que la Convention américaine sur les droits de l'homme ou la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Ils disent que ces organes ne sont que des comités d'experts et que les États n'ont pas besoin de prendre en compte leurs recommandations lorsqu'ils contreviennent à la législation nationale.

Malgré leur point de vue critique sur les institutions internationales des droits humains, ou peut-être à cause de cela, les groupes anti-droits occupent de plus en plus d'espaces au sein de ces forums. De nombreuses OSC collaborent depuis longtemps de manière légitime avec les institutions des Nations Unies, y compris le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Elles travaillent à utiliser la scène internationale pour contraindre les États à respecter les engagements pris en matière de droits humains dans les accords internationaux, à signaler et à obtenir des réparations dans les cas de violations des droits humains et à encourager le développement et la diffusion des règles des droits humains. Les institutions internationales et régionales, y compris les institutions des Nations unies, ont créé des espaces, à des degrés divers, dans lesquels certaines OSC sont invitées et ont la possibilité d'exprimer leurs points de vue dans le but d'influencer les décisions et les positions des institutions. Ces processus ont toujours posé des nombreux problèmes, notamment des questions sur qui sont ceux qui ont accès aux opportunités, quel type d'accès est accordé par rapport à d'autres, tels que le secteur privé, et quelle est leur influence réelle. Mais les OSC ont travaillé dur pour tirer le meilleur parti des opportunités et les développer autant que possible, et ont essayé de travailler ensemble avec d'autres OSC pour coordonner leurs efforts. À présent, les groupes anti-droits, imitant toujours la société civile, suivent cette tendance.

Teresa Fernández Paredes identifie ce phénomène croissant:

« Tandis qu'ils utilisent le langage des droits humains, ils ont de plus en plus de représentants légaux et commencent à occuper des espaces au sein des forums stratégiques où des décisions sont prises, y compris à l'ONU et l'OEA. »

Le Comité des ONG du Conseil économique et social (ECOSOC) est le garant principal des OSC engagées dans le système des Nations Unies. Des rapports précédents sur l'État de la Société Civile ont répertorié le rôle d'obstacle que ce comité peut jouer pour empêcher que les OSC travaillant sur des questions controversées, telles que les droits des LGBTQI et des minorités religieuses, reçoivent une accréditation. Les États dirigés par des dirigeants répressifs, y compris ceux récemment dirigés par des populistes de droite et des nationalistes, abusent de leur position en empêchant l'accréditation pour des motifs politiques. Par exemple, le gouvernement indien a bloqué l'accréditation du International Dalit Solidarity Network (Réseau international de solidarité avec les Dalits) pendant plus de 10 ans. En même temps, les autorisations des groupes anti-droits peuvent être délivrées et ceux-ci peuvent ensuite utiliser cette reconnaissance pour se positionner comme des OSC légitimes. Il y a un problème lorsque des partisans légitimes des droits des groupes exclus sont bloqués alors qu'un organisme tel que la National Rifle Association américaine (NRA), à un moment où l'ONU tente de défendre le Traité sur le Commerce des armes contre le retrait de la signature du gouvernement américain, est considéré comme une organisation acceptable pour revendiquer un espace au niveau international.

Uma Mishra-Newbery souligne le défi :

> *« L'ONU laisse toujours la NRA maintenir son statut auprès de l'ECOSOC, et celle-ci fait activement pression contre tout traité commercial pour réglementer les armes, des armes qui tuent des personnes aux États-Unis à une vitesse étonnante. L'ONU devrait comprendre que ces groupes existent pour miner la démocratie et les droits humains - mais plus que jamais, l'ONU est devenue partiale sur cette question. En même temps, un nombre sans précédent d'organisations de base se voient refuser l'accréditation, et ce sont tous des organismes intervenant sur des questions que les États puissants ne veulent pas voir mises en première ligne. »*

Deux responsables de l'ONU basés à Genève, qui ont été interrogés sous anonymat, décrivent les problèmes rencontrés avec le Comité des ONG:

> *« Le comité des ONG est hautement politisé. Il existe des OSC de droits humains absolument légitimes qui peuvent être perçues comme abordant des questions sensibles et qui auront du mal à obtenir le statut ECOSOC. Cela peut leur prendre quatre ou cinq ans, voire beaucoup plus, pour finalement l'obtenir. En même temps, d'autres personnes affirmant travailler sur des questions qui ont l'air bien sur le papier obtiendront immédiatement le statut ECOSOC. »*

Ils estiment que pas moins de 75 % des organisations accréditées ne sont pas des véritables OSC. De ce chiffre étonnant, tous ne sont pas des groupes anti-droits, mais ils représentent une présence croissante dans ce domaine, comme indiqué par les répondants des Nations Unies.

> *« Parmi ceux que nous ne considérons pas comme la véritable société civile, il y a divers types d'organisations, y compris des GONGO typiques, par exemple, des organisations établies par le gouvernement d'un pays particulier pour avoir critiqué la situation des droits humains dans un pays voisin. Elles n'étaient pas nombreuses, et personne ne les écoutaient à l'exception des pays concernés.*
>
> *Cela a changé avec la croissance des lobbies, qui constituent la couche suivante des fausses OSC. Ce sont des groupes qui exercent des pressions en faveur d'un groupe ou d'une question spécifique et utilisent toutes les occasions possibles pour défendre ce thème particulier ou en attaquer d'autres. Certains de ces groupes remettent en cause la simple existence du Conseil des droits de l'homme des Nations unies (CDHNU) et la meilleure façon qu'ils ont trouvée est d'essayer de la miner de l'intérieur […]*
>
> *Et enfin, il y a les groupes qui sont actuellement appelés des groupes anti-droits, qui se sont multipliés ces dernières années. Nous ne pouvons pas les quantifier, nous ne pouvons même pas fournir une date à laquelle ils ont commencé à apparaître, mais ils sont clairement présents maintenant. »*

Un grand nombre de groupes anti-droits engagés dans les structures de l'ONU attaquent les droits des femmes et des LGBTQI, et beaucoup d'entre eux proviennent d'une vision confessionnelle. Au niveau international, comme au niveau national, divers groupes anti-droits trouvent un terrain d'entente et travaillent de manière coordonnée. La manière dont ils travaillent et les objectifs qu'ils poursuivent au sein des institutions internationales sont aussi essentiellement les mêmes que ceux qu'ils préconisent au niveau national. La scène internationale offre un autre domaine pour bloquer et attaquer la société civile et propager un discours régressif. La seule différence importante est peut-être que les actions anti-droits au niveau international ont généralement été menées avec une plus grande civilité.

Les répondants des Nations Unies décrivent comment des groupes anti-

Photo de Juancho Torres/Anadolu Agency/Getty Images

Des membres des peules autochtones d'Amérique à la Session d'Ouverture de l'Assemblée Générale de l'Organisation des Etats d'Amérique à Medellin, Colombie, en 2019.

droits poursuivent des programmes familiers anti-droits sous prétexte de promouvoir les droits :

> *« Des groupes anti-droits se présentent devant le CDHNU sous prétexte de parler sur les droits humains, mais les droits humains qu'ils disent défendre ne sont perçus comme tels que par l'extrême droite. Ils adoptent normalement des noms qui semblent agréables ou inoffensifs et difficiles à identifier comme des groupes anti-droits. Ils peuvent très bien organiser un événement parallèle qui, selon eux, porte sur «l'autonomisation des femmes» mais qui cible en fait les personnes LGBTQI […] Lorsque le CDHNU a pris une grande initiative pour adopter une résolution sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, immédiatement, en réaction à cela, des propositions de résolutions ont été présentées et des manifestations parallèles organisées, mais l'opposition a été présentée comme une défense des droits de la famille. »*

Parce que les groupes anti-droits utilisent le langage des droits sur la scène internationale, ils posent des véritables défis à la bureaucratie des institutions internationales. Comme l'ont souligné les répondants des Nations Unies, les responsables des Nations Unies ont du mal à distinguer les organisations qui défendent réellement les droits de celles qui prétendent le faire:

> *« Il faut travailler pour savoir quelles organisations sont sérieuses et axées sur les droits. Nous n'avons pas nécessairement besoin d'être d'accord avec ce qu'ils disent, mais il est important de voir s'ils travaillent en faveur des droits. »*

Les groupes anti-droits n'ont pas tendance à se comporter de manière perturbante au niveau international. Au contraire, ils ont généralement tendance à suivre des règles et des procédures et à tirer parti des espaces qui leur sont ouverts. Les répondants de l'ONU ont indiqué qu'ils rencontraient des difficultés pour appliquer les règles normales d'engagement lorsque des groupes anti-droits revendiquaient de plus en plus d'espace :

> *« Il y a de plus en plus de groupes anti-droits qui font une mauvaise utilisation du CDHNU et, s'ils ont le statut ECOSOC et respectent les règles, ils sont autorisés à prendre la parole et à organiser des manifestations parallèles. À moins qu'il y ait un discours de haine explicite impliqué dans la procédure formelle, ils disposeront d'un espace.*
>
> *Il n'y a pas de contrôle sur ce qui se passe lors d'événements parallèles […] Il n'est pas toujours facile d'identifier ceux où il y aura une rhétorique anti-droits […]*

Une fois qu'elles ont obtenu le statut ECOSOC en tant qu'organisations travaillant sur ces questions, rien ne les oblige à parler uniquement de ces questions. Ils peuvent parler de tout ce qu'ils veulent. Et le plus souvent, ils ne parleront jamais de la question sur laquelle ils ont prétendu travailler, mais de quelque chose de tout à fait différent, et personne ne peut rien faire […]

Parfois, ils utilisent des stratégies très astucieuses ; par exemple, ils s'alignent de temps en temps sur le chef de l'opposition d'un pays totalitaire, obtenant ainsi la légitimité dont ils ont besoin pour pouvoir ensuite s'en servir pour attaquer le Conseil. »

Mais même lorsqu'ils respectent les règles, le danger est que la qualité de l'espace diminue, le temps étant pris par l'obscurcissement des droits et le déplacement des voix authentiques de la société civile, ce qui entrave les vraies tentatives de dialogue, tandis que les évènements parallèles peuvent devenir des espaces où l'extrémisme et le discours de haine se répandent.

Des nombreuses organisations de défense des droits humains accordent la priorité à leur engagement dans le processus d'examen périodique universel (EPU) du CDHNU, qui donne à la société civile la possibilité de contribuer aux procédures qui obligent les États à rendre comptes de leurs actes en matière des droits humains. Mais ceci est une autre partie de l'architecture internationale où les groupes anti-droits revendiquent de l'espace, comme le rapporte Thilaga Sulathireh depuis la Malaisie:

« Il y a des groupes qui s'appellent ONG islamiques, dont certains se regroupent dans une coalition d'ONG islamiques participant au processus de l'EPU. Ceux-ci incluent des groupes qui utilisent un langage plus axé sur les droits, étant donné qu'ils participent au processus d'EPU, et utilisent aussi le langage des droits religieux. Ils incluent ce qu'ils appellent la «réhabilitation» des personnes LGBTQI comme compatible avec ces droits religieux…

Si les OSC LGBTQI assistent à une consultation gouvernementale sur l'EPU, elles partagent l'espace avec celles-ci […] Le processus de l'EPU, ainsi que les processus des NU en général, offrent un site clé de discussion entre ces deux camps. Le deuxième cycle de l'EPU en 2013 a été perçu par les critiques comme une tentative de la société civile de faire pression pour la reconnaissance des droits des LGBTQI et de déstabiliser la position de l'Islam dans la Constitution fédérale. Il y a eu beaucoup de blocages. Ensuite, lors du troisième cycle de l'EPU en 2018, ces groupes ont participé au processus et revendiqué de l'espace. Certaines des recommandations de ce groupe ont été incluses dans le rapport élaboré par le CDHNU.

[…] Lorsque le Gouvernement malaisien a tenté de ratifier la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, ces groupes ont fortement bloqué et tenté de mobiliser les musulmans contre la ratification. Le gouvernement a fini par se retirer de la ratification. »

Sous le signe de la protection des droits de la famille, les opposants aux droits de l'enfant visent également le système international et cherchent à influencer le Comité des droits de l'enfant, qui surveille la Convention relative aux droits de l'enfant, comme l'explique Ilaria Paolazzi, de *Child Rights Connect*:

« Ces mouvements se sont généralement très bien documentés et sont conscients de ce qui se passe au niveau international et du fonctionnement du Comité et ne manquent jamais une occasion d'attaquer.

En 2014, le groupe FamilyPolicy.ru a publié un rapport de 97 pages qui visait à délégitimer et à faire tomber/ le mandat du Comité,

LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME: UN CHAMP DE BATAILLE CLE

Les sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme offrent un exemple paradigmatique de la manière dont les groupes anti-droits faussent la vision internationale et bloquent les efforts de la société civile légitime. Parce que « l'idéologie de genre » est un point de ralliement fondamental pour les groupes anti-droits et parce que les droits des femmes sont contestés à travers des affirmations des droits de la famille, des droits des enfants à naître et des droits religieux, la Commission est devenue une scène clé des groupes anti-droits. En conséquence, ce qui était autrefois un espace raisonnablement consensuel est devenu polarisé. La Commission est devenue un espace où les droits des femmes sont attaqués, tandis que les personnes transgenres sont attaquées simultanément sous prétexte de défendre et d'autonomiser les femmes. Lorsque cela se produit, l'intention est à nouveau de nier l'universalité des droits et de positionner les droits en tant que jeu à somme nulle dans lequel un certain nombre de groupes méritent les droits plus que d'autres. Sahar Moazami témoigne de ces cas:

> *« La Commission est un bon exemple d'espace qui a régressé, notamment en ce qui concerne les droits des personnes LGBTQI. Lors de sa dernière session, en mars 2019, nous avons assisté à une attaque très vive et ciblée contre les personnes trans. Le discours anti-genre était présent lors d'événements parallèles organisés par des États et des groupes de la société civile tant à l'ONU qu'à l'extérieur de l'ONU. »*

Les états régressifs permettent ces attaques. Par exemple, aux États-Unis du président Trump, les droits à l'avortement et les droits des personnes LGBTQI sont attaqués, et le gouvernement ne fournit plus aucune aide aux organisations promouvant la planification familiale. Il est donc naturel que le gouvernement des États-Unis associe activement des groupes anti-droits dans ses délégations officielles de la Commission. Gillian Kane décrit ce qui s'est passé en 2017 :

> *« À la Commission, le département d'État américain a nommé deux extrémistes pour le représenter. L'un était le dirigeant d'un groupe haineux contre les personnes LGBTQI, et l'autre, d'une organisation qui prônait l'abrogation des lois interdisant la violence à l'égard des femmes. »*

Le *Center for Family and Human Rights* (C-Fam), un groupe anti-avortement basé aux États-Unis, est un groupe d'influence de plus en plus puissant au niveau international. Autrefois un groupe marginal dont l'utilisation du discours de haine l'isolait, il est devenu l'un des favoris de l'administration Trump et fait partie des délégations officielles de la Commission aux États-Unis. Son statut auprès du gouvernement des États-Unis lui a permis d'exercer une influence internationale. Un ancien diplomate a expliqué comment les points de négociation lors d'un sommet sur les droits des femmes pour les délégations des groupes américain et arabe étaient en réalité des comptes rendus fidèles du C-Fam. Aussi, de quelles manières les références aux questions de genre et de santé reproductive avaient été supprimées des accords internationaux. C-Fam a contribué à la constitution d'une coalition internationale, le Groupe des amis de la famille, qui rassemble des États socialement conservateurs et extrémistes, et a noué des liens étroits avec des groupes confessionnels russes extrêmement conservateurs.

Uma Mishra-Newbery offre également un exemple de la manière dont les États et les groupes anti-droits se nourrissent mutuellement dans leurs efforts pour promouvoir la rivalité entre les droits au sein de la Commission en soulignant les points suivants:

> *« Il y a eu une une table ronde organisée par le Saint-Siège à la Commission. Le Saint-Siège est un État actif et très présent à l'ONU. Nous avons rapporté en direct leur événement sur Twitter, et vous ne pouvez pas imaginer la façon dont nous avons été victimes de harcèlement en ligne. Des groupes anti-droits nous ont accusés de promouvoir davantage les droits des personnes transgenres, au détriment de ceux des femmes. »*

Les groupes anti-droits semblent maintenant élargir leurs attaques aux diplomates des NU qui sont perçus comme des intermédiaires admettant les groupes de défense des droits des femmes ou des personnes LGBTQI.

Au cours de la Commission de 2019, Koki Muli Grignon, la facilitatrice des négociations téléphoniques, était submergée par des SMS au moment crucial des négociations. Des messages, apparemment générés sur le site Web d'un groupe anti-droits, l'ont invitée à se lever contre l'avortement et les familles homosexuelles, et lui ont dit qu'elle était surveillée. Les messages ont eu pour effet de faire perdre du temps et de l'énergie à un stade critique, et ont indiqué un durcissement des tactiques.

En même temps, les défenseures légitimes des droits des femmes de nombreux pays du Sud ont perdu l'occasion de faire entendre leur voix à la Commission car il leur est devenu impossible d'obtenir des visas pour se rendre à New York; ils ont été exclus en même temps que ceux les attaquant reçoivent l'accréditation de l'État.

remettant en question ses fonctions clés en indiquant, par exemple, que les observations et commentaires généraux émis par le Comité devraient être de nature générale et ne pas entrer dans les détails. Le rapport comportait également un appel spécifique aux États pour qu'ils dénoncent la Convention. Il s'agissait d'une attaque directe et sans précédent.

[…] Nous sommes également toujours au courant des initiatives prises par les mouvements anti-droits des enfants pour la protection de la famille auprès du CDHNU, où le danger est toujours présent. »

Les défis ne se limitent pas au système des Nations Unies. Au niveau régional, l'OEA est devenue un champ de bataille obligatoire. Cela est dû en partie au fait que de nombreux États d'Amérique latine limitent encore sévèrement l'accès à l'avortement et ont de puissants groupes religieux conservateurs opposés à la libéralisation, et aussi au fait que les États où les dirigeants populistes de droite ont récemment pris le pouvoir permettent aux groupes anti-droits de jouer un rôle plus important.

Gillian Kane souligne le rôle joué à l'OEA par un groupe ultra-conservateur évangélique basé aux États-Unis, l'Alliance for Defending Freedom (Alliance pour la Défense de la Liberté). Le groupe s'est mondialisé, cherchant à intégrer ses convictions religieuses dans des lois et à lutter contre tout droit en contradiction avec son interprétation extrémiste de la Bible. Au cours des dernières années, le groupe et ses alliés ont de plus en plus l'habitude d'utiliser les leviers disponibles à l'OEA et ont eu un impact perturbateur:

« L'Assemblée générale de l'OEA de 2013, qui s'est tenue au Guatemala, a été le témoin du premier mouvement coordonné d'agitation contre les droits en matière de reproduction et les droits des LGBTQI. Ce n'est donc pas un hasard si l'OEA a approuvé la Convention Interaméricaine contre toutes les formes de discrimination et d'intolérance qui prévoyait des protections pour les personnes LGBTQI.

Lors de l'Assemblée générale de l'OEA au Paraguay en 2014, ces groupes ont progressé et, au lieu d'être réactifs, ont commencé à proposer des résolutions sur les droits humains dans le but de créer des nouvelles politiques qui, selon eux, étaient fondées sur les droits, mais étaient en réalité une tentative de suppression de droits d'un certain nombre de groupes spécifiques. Par exemple, ils ont proposé une «politique familiale» qui protégerait la vie dès la conception, afin de prévenir l'accès à l'avortement.

À partir de ce moment, leur profil n'a fait que se renforcer avec chaque assemblée, dans la même mesure que leur diplomatie diminuait. Lors de l'Assemblée générale de 2016 en République dominicaine, ils ont même harcelé et intimidé les femmes trans

Photo de Lev Radin/Pacific Press/LighRocket / Getty Images

Le Secrétaire Général des Nations Unies, António Guterres, se rend à la rencontre 2019 de la Commission sur la Condition de la Femme.

qui participaient à l'événement alors qu'elles rentraient dans les toilettes. En conséquence, l'assemblée annuelle de l'OEA, l'organe régional chargé de promouvoir et de protéger les droits humains et la démocratie dans l'hémisphère occidental, s'est transformée en une vulgaire manifestation de haine transphobe. »

La recrudescence des groupes anti-droits sur la scène internationale aggrave les problèmes croissants de longue date avec les institutions internationales, comme indiqué dans les rapports précédents sur l'État de la Société Civile. Il s'agit notamment de stratégies adoptées par les États et les dirigeants répressifs pour contraindre et affaiblir les institutions internationales, y compris des tactiques consistant à saper, sous-financer, bloquer, opposer un veto et abroger. Une tendance croissante des institutions internationales consiste à se tourner vers le secteur privé et vers des pratiques de travail définies par la hiérarchie, la bureaucratie et la rétractation. Dans un système international déjà à bout de souffle, sous attaque et avec peu de ressources, qui essaie de faire moins avec plus, les groupes anti-droits posent de plus en plus de défis que les institutions internationales n'ont tout simplement pas la capacité de gérer, ce qui les contraint à devenir plus prudentes et conservatrices. En même temps, le danger est que si les institutions internationales resserrent leurs règles afin d'exclure davantage de groupes anti-droits, ces règles seront probablement également utilisées par les États répressifs pour y limiter la participation de la société civile. Un plaidoyer en faveur d'une réforme multilatérale démocratique est nécessaire pour combattre le pouvoir croissant des groupes anti-droits.

LES GROUPES ANTI-DROITS AMPLIFIENT LES VOIX DES LEADERS POLITIQUES REPRESSIFS ET SONT LEGITIMES PAR EUX

Comme évoqué précédemment, et dans des nombreux exemples cités ci-dessus, des relations étroites et mutuellement bénéfiques sont souvent observées entre les dirigeants politiques et les groupes anti-droits. Ils sont ensemble capables d'amplifier et de légitimer des récits de division et d'exclusion. Avec des nombreux pays enclins à la politique du populisme et du nationalisme de droite, ils s'encouragent mutuellement dans des nombreuses circonstances.

L'utilisation du discours anti-droits par les dirigeants politiques donne effectivement aux groupes anti-droits la permission de faire et de dire des choses encore plus extrêmes. Cela agit en tant que multiplicateur de leurs efforts. Héctor Pujols résume ainsi la situation au Chili:

« Ces groupes deviennent plus forts quand leur discours émane du gouvernement… Ces groupes sont issus de divers endroits, mais ils trouvent tous une protection dans le discours institutionnel du

gouvernement actuel, qui pointe du doigt l'immigration… Le président Sebastián Piñera a déclaré que la hausse du chômage au Chili avait été causée par l'arrivée de migrants, même malgré les démentis de son propre Ministre du Travail. Son ancien ministre de la Santé a déclaré que l'augmentation du VIH / sida au Chili était la faute de la population migrante. Ce discours institutionnel, basé sur des mensonges, s'enracine et est exploité par des groupes d'extrême droite. »

Les attaques contre les mobilisations LGBTQI en Pologne, mentionnées ci-dessus, sont venues s'ajouter à une tactique du parti au pouvoir visant à intensifier ses critiques publiques contre les personnes LGBTQI dans le but de renforcer son soutien lors des élections d'octobre de 2019. Les participants à la consultation au Kenya ont également souligné la promotion de la haine et de l'exclusion par les élites politiques et la campagne de diffamation publique de la société civile par les dirigeants politiques, qui clairement encourage les autres à attaquer. Gillian Kane identifie également cette tendance :

"JAIR BOLSONARO REPRESENTE L'EXTREME DROITE ET SON DISCOURS EST EXTREMEMENT XENOPHOBE. IL SE PLACE AU-DESSUS DES LOIS ET DES GARANTIES DEMOCRATIQUES."
– DARIELE SANTOS

« Les attaques de délégitimation contre les OSC ouvrent la voie à de nouvelles attaques. Ils sont un appel pour les groupes anti-droits, qui sont de plus en plus encouragés par les actes de leurs gouvernements. Lorsque votre gouvernement dit littéralement "nous ne nous préoccupons pas des droits sexuels et reproductifs des femmes, nous ne nous préoccupons pas de ce que les femmes vivent à la suite de conflits, des conflits que nous finançons", les groupes anti-droits qui entendent cela savent qu'ils ont toute latitude pour exister et agir ouvertement dans ces espaces. C'est exactement le même cas avec les suprématistes blancs, aux États-Unis et dans d'autres pays du monde. Ces groupes sont encouragés par un discours public qui donne le feu vert aux fascistes, aux racistes et aux suprématistes blancs. Et c'est exactement ce qu'ils font en rentrant dans l'espace de la société civile. »

Dans le contexte du discours européen sur les migrations, qui est une question qui a fourni une énorme opportunité aux groupes anti-droits de se mobiliser et de gagner un soutien dans plusieurs pays, il est de plus en plus difficile de voir une différence entre la manière dont les groupes anti-droits parlent des migrants et des réfugiés et la façon dont les dirigeants élus le font. Il existe clairement une dynamique d'influence dans les deux sens: les politiciens de droite tirent leur capital politique de la crainte, amplifiée par les groupes anti-droits, que certains secteurs de la population ressentent vis-à-vis des migrants et des réfugiés. En conséquence, les politiciens gagnent la notoriété et le pouvoir. Les discours et les politiques contre les migrants et les réfugiés qui proviennent du haut enhardissent et accréditent les actions des groupes anti-droits, les encourageant à redoubler leurs efforts. Les deux attaquent la société civile qui appuie les migrants et les réfugiés. Giadi Negri vérifie cette relation compliquée:

Photo de Inés M. Pousadela

Une affiche en hommage à Marielle Franco, l'activiste LGBTQI et élue brésilienne assassinée, est érigée lors d'une manifestation contre Jair Bolsonaro à Madrid, en Espagne.

« Autour de certaines questions, telles que la migration, ces groupes sont de plus en plus présents dans la sphère publique. Lorsque les gouvernements abordent également le sujet et traitent la migration comme un problème de la même manière, ils légitiment les groupes anti-migrants au même titre qu'ils criminalisent les groupes de la société civile qui travaillent pour appuyer les migrants. »

Au Brésil, Dariele Santos de l'Instituto Alinha estime que le discours de haine est normalisé, notamment contre les migrants, en raison de son utilisation à haut niveau par le président Bolsonaro, qui a loué l'ancienne dictature, défendu des tortionnaires reconnus et approuvé le recours à la torture contre les dissidents:

« Jair Bolsonaro représente l'extrême droite et son discours est extrêmement xénophobe. Il se place au-dessus des lois et des garanties démocratiques. Son message aux travailleurs migrants est le suivant: "soyez reconnaissant pour toutes les bonnes choses que vous avez ici, et s'il y a quelque chose que vous n'aimez pas, vous feriez mieux de partir". Le fait que le discours de haine vienne d'un aussi haut niveau encourage les personnes qui ont toujours pensé ces choses, mais qui, dans le passé, ne le disaient pas ; maintenant ils se sentent libres de le faire. En ce sens, la discrimination et le discours de haine sont normalisés.»

Sahar Moazami souligne également le rôle central des dirigeants populistes de droite dans la promotion de récits anti-droits que les groupes anti-droits nourrissent:

« Il est clair que le discours anti-droits ne provient plus des OSC ou des individus d'extrême droite, mais des chefs d'État, des représentants du gouvernement et des médias nationaux, ce qui leur accorde non seulement du temps de diffusion, mais également de la crédibilité. En conséquence, les groupes anti-droits se sentent graduellement plus libres d'être plus francs et plus radicaux. Je ne sais pas si leur popularité augmente vraiment ou si les personnes qui ont toujours défendu ces points de vue sont aussi encouragées par les dirigeants des nations qui répètent le même discours. Peut-être que ces leaders populistes de droite viennent d'ouvrir la porte à une question qui a toujours été là. »

Le Président tanzanien, John Magufuli, attaque de plus en plus à la société civile et l'une des politiques radicales de son gouvernement a été d'interdire les filles enceintes à l'école. Des groupes anti-droits ont été encouragés par de telles actions, comme le rapporte Albane Gaudissart du *TATU Project*:

« […] Le gouvernement tanzanien s'est prononcé contre les droits des femmes et l'accès à l'éducation (en expulsant des écoles de jeunes

LES FRONTIERES EFFACEES : LA SERBIE SOUS LES PROJECTEURS

Dans certains contextes, les frontières entre les groupes anti-droits, les GONGO et les partis au pouvoir sont effacées, car ils poursuivent tous clairement un programme commun. En Serbie, la polarisation politique s'accentue et, parallèlement aux manifestations antigouvernementales «1 million sur 5 millions » de 2019, avec de nombreuses personnes manifestant dans la rue, de nombreux groupes étroitement liés aux structures de l'État se sont multipliés. Ces groupes attaquent et cherchent à délégitimer et à dénigrer la société civile et à contester les critiques adressées à l'État, faisant clairement partie de la réaction défensive du gouvernement face aux pressions de la protestation. En 2018, une nouvelle association de juges et de procureurs a été créée, qui était liée au parti au pouvoir —même s'il existait déjà un organe de la société civile. Les incidents de 2019 ont inclus la publication d'une vidéo dénigrant le responsable d'une OSC, la montée en puissance de sites Web liés à des groupes inconnus diffamant les OSC et les activistes, et la mobilisation de groupes anti-droits alignés avec l'État pour argumenter qu'un rapport de la Commission Européenne critiquant le manque de progrès de la Serbie en matière d'espace civique relevait du travail des politiciens de l'opposition.

Un grand nombre de ces groupes sont de nature nationaliste et néo-fasciste, et leur hausse en tant que groupes anti-droits alignés sur l'État a coïncidé avec des manifestations publiques de forces d'extrême droite, telles que des tentatives de fermeture d'une boulangerie après qu'un employé ait été vu dans les réseaux sociaux faisant un symbole pro-albanais, la mobilisation d'une présence publique intimidante contre le public assistant à un festival de la société civile visant à créer des liens entre la Serbie et le Kosovo, et l'interruption d'un événement commémorant le génocide de Srebrenica en juillet 2019 par des personnes portant des symboles nationalistes. Il y a eu également de violentes attaques, notamment avec des barres de métal et des couteaux, contre des activistes antifascistes. De nombreuses tendances évoquées dans ce rapport, comme les liens étroits avec des États et des partis répressifs, l'utilisation de la désinformation et du discours de haine ou des démonstrations publiques de force et de violence, se sont malheureusement réunies pour restreindre l'espace civique en Serbie en 2019.

femmes enceintes) et à la santé sexuelle et reproductive (en critiquant le planning familial). Dans la communauté où l'on travaille, il y a aussi de la violence contre les femmes et, en essayant de résoudre ces problèmes avec différents acteurs de la communauté, on voit que les déclarations publiques du gouvernement donnent une base plus solide aux auteurs de la violence et aux arguments antiféministes. »

Comme dans l'exemple du Bangladesh mentionné ci-dessus, en Inde, des groupes d'étudiants extrémistes bien formés, conservateurs sur le plan religieux, fortement nationalistes et alignés sur le BJP et le RSS, constituent un moyen essentiel pour attaquer les voix divergentes. Dans un seul exemple, Sujatha Surepally, éminente chercheuse féministe, a été accusée par ces groupes d'être une maoïste et une «antinationale». Elle a été la cible de manifestations dans son université et a été diffamée sur les réseaux sociaux avec des termes misogynes et péjoratifs à l'égard de sa caste.

Même lorsque les États et les dirigeants politiques ne sont pas directement responsables de la désinformation et du discours de haine permettant aux groupes anti-droits de s'épanouir, ils peuvent être complices d'une manière plus passive. Ils ne font peut-être pas assez pour combattre la désinformation et les discours de haine, et peuvent émettre des messages contradictoires à leurs facilitateurs et promoteurs. Il peut y avoir à la fois une complicité politique et un échec politique, comme le suggère Mieke Schuurman:

« Les gouvernements ne font rien contre eux. La société civile n'est pas vraiment appuyée par les gouvernements. Les gouvernements ne font pas de déclarations qui soutiennent les droits de l'enfant ou

les droits humains. Certains de nos membres disent que c'est vraiment ce qui manque à présent. »

Giada Negri souligne l'échec des États à appliquer les lois dont ils disposent pour lutter contre les groupes anti-droits dans le contexte de l'Europe:

« Les pays européens ont une législation contre ce type de groupes, mais les autorités ne parviennent pas à les interpeller, les poursuivre et les interdire, ce qui leur confère une légitimité. »

Les États de plusieurs pays européens évoluant à droite sous l'influence de populistes et de nationalistes de droite, ils peuvent se montrer réticents à appliquer des lois pour agir contre des membres de qui ils cherchent à obtenir un soutien et des groupes avec lesquels ils sont politiquement en accord ou qu'ils ne souhaitent pas contrarier.

Comme le suggère l'exemple précédent à propos de l'Indonésie, la police peut, passivement ou activement, faciliter la tâche des groupes anti-droits. Au Kirghizistan, un groupe extrémiste, Kyrk Choro, s'oppose aux droits des femmes et des personnes LGBTQI. En 2019, le groupe a menacé un des participants de la marche pour la Journée internationale de la femme, a organisé une manifestation contre la « propagande gay » et a perturbé un rassemblement au mois de mai du mouvement 8/365, qui rassemble des groupes et des militants féministes et LGBTQI. Lors de l'événement de mai, il y avait une présence policière importante, cependant les agents n'ont rien fait lorsque le groupe anti-droits a jeté de la peinture et des œufs afin de perturber le rassemblement pacifique. De même, lors de la consultation au Kenya, la société civile s'est inquiétée du fait que, plutôt que de faire respecter les droits, la police est souvent aux côtés de groupes qui l'attaquent.

> " LES PAYS EUROPEENS ONT UNE LEGISLATION CONTRE CE TYPE DE GROUPES, MAIS LES AUTORITES NE PARVIENNENT PAS A LES INTERPELLER, LES POURSUIVRE ET LES INTERDIRE, CE QUI LEUR CONFERE UNE LEGITIMITE."–
> - GIADA NEGRI

DE NOMBREUX GROUPES ANTI-DROITS SONT OPPORTUNISTES

Les groupes anti-droits ont eu de l'impact, ont gagné des soutiens et de la notoriété, en partie parce que nombre d'entre eux sont rapides et opportunistes. Ils ont imité la société civile et ont développé et déployé une série de tactiques. L'utilisation du langage des droits humains pour attaquer les droits humains et l'invention de l'« idéologie de genre » en tant qu'adversaire sont des exemples de tactiques opportunistes. Les accusations d'opportunisme peuvent sembler contre-intuitives puisque l'on associe parfois les groupes anti-droits à l'adhésion puriste à des positions idéologiques fixes. En effet, il existe de nombreux groupes qui ne se concentrent que sur un seul problème et qui s'en tiennent à leur dogme. Mais en même temps, de nombreux groupes font preuve d'un opportunisme considérable, tant par les tactiques qu'ils utilisent que par les questions qu'ils abordent.

PREJUGES DEPUIS LES HAUTES SPHERES : LE CAS DE L'INDONESIE

L'Indonésie offre un triste exemple de la manière dont les préjugés des hauts placés peuvent ouvrir la voie à une intensification des attaques des groupes anti-droits. Les personnes et groupes LGBTQI indonésiens sont confrontés à une nouvelle vague de répression de la part des groupes islamiques conservateurs à la suite d'une intervention du ministre de l'Éducation, comme le rapporte T King Oey :

> *« La situation a empiré en 2016, quand soudain il y a eu cette énorme vague d'attaques […] Le déclencheur a été une déclaration du ministre de la Recherche, de la Technologie et de l'Enseignement supérieur, Muhammad Nasir, selon laquelle les personnes LGBTQI devraient être bannies des campus universitaires. Tout d'un coup, tout le monde a suivi son exemple en affirmant que la présence des personnes LGBTQI devrait être interdite partout, que nous devrions être criminalisés.*
>
> *Ces attaques provenaient surtout de groupes religieux radicaux. Ces groupes avaient toujours plaidé en faveur de la criminalisation, mais soudain, ils ont pris de l'élan grâce aux propos du ministre. »*

Ces attaques ont été dirigées par un groupe appelé Front Pembela Islam, (FPI). En conséquence, Arus Pelangi a été contrainte d'inverser sa politique concernant la promotion de la visibilité des personnes LGBTQI dans la vie de tous les jours. À la place, les gens ont été forcés de retourner dans l'ombre :

> *« Dès lors, il n'était plus possible d'être visible en tant qu'organisation et, dans une certaine mesure, même en tant qu'individus. »*

Dans de telles circonstances, le rôle des forces de sécurité devrait consister à faire respecter la primauté du droit et à permettre l'exercice des droits, mais comme le décrit T King Oey, dans les meilleurs des cas la police n'a pas réagi et, dans les pires, elle a collaboré volontairement avec les groupes anti-droits :

> *« L'attitude de la police a été ambivalente. Elle n'a pas empêché le FPI de nous attaquer, mais nous a dit que, pour notre sécurité, il vaudrait mieux que nous nous dispersions. La sécurité est toujours utilisée comme argument. Depuis 2016, la police s'est également montrée proactive dans l'exposition publique et l'arrestation de personnes homosexuelles. Les gens sont arrêtés, on les fait défiler devant les médias, puis ils sont relâchés sans inculpation. »*

Toutefois, en Indonésie, il se peut que les groupes anti-droits soient allés trop loin, puisqu'ils sont maintenant perçus comme une menace potentielle pour le pouvoir du président. La position du président Jokowi sur les droits a été ambivalente : on dirait qu'il tient un discours favorable aux droits sur la scène internationale mais pas dans son pays. D'ailleurs, pour sa réélection en 2019, il s'est allié à un autre candidat, un religieux conservateur qui avait fait de nombreuses déclarations anti-LGBTQI. Cependant, le président a récemment pris des mesures contre les groupes anti-droits, non pas parce qu'ils menacent les personnes LGBTQI, mais parce qu'ils compromettent sa position. Même dans ce cas, les organisations de la société civile ont du mal à se réjouir de ces initiatives, car elles craignent que les mêmes outils employés pour freiner les groupes anti-droits ne puissent être utilisés à leur encontre, comme le rapporte T King Oey :

> *« Le fondamentalisme en est arrivé au point où il menaçait la position du président Jokowi. Ce n'est qu'alors que nous avons vu un effort concerté de la part du gouvernement pour le faire reculer ; un processus qui est toujours en cours. Le gouvernement a interdit l'un*

de ces groupes fondamentalistes, un réseau musulman international appelant à la création du califat, en raison de sa non adhésion à l'idéologie nationale, connue sous le nom de Pancasila.

Une loi récemment adoptée par le gouvernement concernant les OSC lui a permis de le faire. Les organisations pour la défense des droits humains ont critiqué cette loi à cause de son imprécision et de son interprétabilité. Elle pourrait permettre au gouvernement d'interdire n'importe quel groupe. C'est la première fois qu'elle a été utilisée. Cette même loi pourrait être utilisée contre n'importe quel groupe. C'est une épée à double tranchant.

Le gouvernement envisage d'interdire le FPI, et affirme être sur le point de découvrir le nombre de campus infiltrés par des groupes fondamentalistes, mais il est difficile de savoir ce qui se passe en coulisses. »

Des personnes revendiquent l'amour lors de la Marche de la Fierté ayant eu lieu le 18 juin 2017, à Kiev, en Ukraine.

Photo de Vitaliy Holovin - Corbis/Corbis via Getty Images

Il y a des groupes qui s'accrochent aux sujets d'actualité, les mettent en avant et les utilisent comme une couverture idéologique pour attiser la haine et gagner en visibilité. Ils sautent d'un sujet à l'autre, cherchant celui qui leur permettra d'avoir le plus d'emprise ; un comportement visible au Chili selon Héctor Pujols :

> *« Ce sont des groupes qui défendent la dictature, mais qui savent que s'ils sortent dans la rue pour crier « Viva Pinochet » beaucoup de gens les rejetteront. Alors, ils cherchent différents thèmes leur permettant développer leur récit. Par exemple, ils ont profité du rejet notoire de ce qu'on appelle l'idéologie de genre et ont rejoint les marches anti-avortement, et maintenant ils travaillent sur la question de l'immigration. »*

Les groupes anti-droits et l'univers populiste et nationaliste de droite qui leur est associé sont devenus des experts dans l'attisement de la peur et de l'indignation à partir d'un rien lorsqu'une opportunité se présente. Le Botswana nous en fournit un exemple récent. Le jugement de 2019 ayant dépénalisé les relations homosexuelles s'est heurté à un certain degré d'homophobie et à une opposition de longue date des groupes confessionnels conservateurs. Mais les faits d'actualité offraient aux forces conservatrices l'occasion de se faire de la publicité autour d'une question qui auparavant n'était pas considérée comme politiquement importante. Dumiso Gatsha décrit comment l'indignation a été attisée à des fins politiques et la manière dont les groupes anti-droits ont organisé une réaction opportuniste :

> *« Un nouveau parti populiste d'opposition a utilisé cette question comme un outil populiste [...] Ce qui a changé après la décision de la Haute Cour et a conduit l'État à décider de faire appel, c'est le fait que le nouveau parti d'opposition a vu dans cette décision une opportunité d'obtenir des voix. Le président actuel a été blâmé pour avoir dépénalisé à lui seul les rapports homosexuels. Compte tenu de l'intolérance de l'opinion publique, c'était l'occasion de faire appel à la majorité. Cela s'est transformé en une question politique plutôt que de droits, d'autant plus que ce nouveau parti politique est soutenu par un ancien président. C'était la première fois dans l'histoire récente du Botswana que les questions LGBTQI étaient utilisées dans un récit volontairement populiste.*
>
> *[...] Les groupes anti-droits humains sont devenus de plus en plus actifs. Ils utilisent les droits LGBTQI comme un outil populiste en profitant de la dynamique concernant « l'immoralité » qui prévaut dans la population. »*

Cet exemple montre comment les groupes anti-droits peuvent s'emparer d'une question d'actualité et réagir à celle-ci, notamment lorsqu'une question a été mise en avant grâce aux revendications de la société civile. Il montre aussi comment ces groupes peuvent profiter de ces occasions pour recruter des soutiens parmi les opposants. Ils peuvent détourner certaines occasions afin de promouvoir leurs programmes, même si ceux-ci concernent des questions qui ont longtemps été considérées comme réglées ou hors débat. Dans le contexte du débat sur l'avortement en Argentine, Edurne Cárdenas raconte comment l'opposition à la libéralisation du droit à l'avortement a rapidement servi de prétexte pour revendiquer une éducation religieuse conservatrice :

> *« Au fur et à mesure que ces voix conservatrices sont apparues, le débat sur les droits à l'avortement a également ramené dans la discussion certaines choses qui, selon nous, étaient réglées depuis longtemps et qui faisaient partie d'un consensus fondamental et intouchable. Ces groupes ont commencé à dire à haute voix certaines choses qu'ils n'auraient pas osé dire il y a seulement quelques années. Tel était le cas de la campagne « Ne touche pas à mes enfants », contre la mise en œuvre de la loi imposant une éducation sexuelle intégrale, qui remet en question le rôle de l'État dans l'éducation. »*

Bien sûr, cet opportunisme expose les groupes anti-droits à la critique : leurs objectifs sont contradictoires, leurs arguments manquent de logique, ils n'offrent pas la pureté idéologique que leurs partisans peuvent attendre, ils manquent de principes et sont motivés par l'opportunisme. Comme le souligne Edurne Cárdenas, les groupes anti-droits sont sélectifs sur les questions qu'ils considèrent comme l'affaire privée des citoyens et sur celles où ils attendent l'intervention de l'État :

> *« Les groupes conservateurs montrent leurs contradictions : ils veulent que l'État s'introduise dans votre lit pour pénaliser votre comportement, mais quand il s'agit de l'éducation ou de la vaccination, ils préfèrent qu'il n'interfère pas. »*

En outre, l'opportunisme et les liens internationaux croissants de nombreux groupes anti-droits les amènent à importer des stratégies tirées de leur manuel anti-droits ayant été essayées ailleurs. Il se peut qu'ils essayent d'appliquer des tactiques et des discours importés dans des contextes très différents. Ils vont les tester, et si l'un échoue, ils en essayeront d'autres jusqu'à ce qu'ils en trouvent un qui perce. Héctor Pujols a vu se mettre en action ce mode opératoire au Chili :

> *« Les discours que nous avons entendus au Chili sont une copie exacte de ceux utilisés par l'extrême droite en Espagne, où le parti d'extrême droite Vox a émergé il y a près d'un an. Ils en sont une copie exacte, même si la réalité chilienne est très différente. En Espagne, l'argument selon lequel les immigrés accaparent toutes les aides sociales a été très relayé. Au Chili, le même discours a été employé, car il s'agit d'une tactique internationale, mais, sans surprise, il a eu moins d'impact parce que les aides sociales sont très limitées au Chili. Donc, cela ne fonctionne pas toujours pour eux ; ils avancent à tâtons. »*

Cela ouvre un espace pour la réaction de la société civile. Les groupes et les dirigeants anti-droits peuvent être accusés d'hypocrisie : des groupes ouvertement nativistes et nationalistes se positionnant en tant que défenseurs locaux authentiques de cultures et de traditions étriquées risquent de perdre le soutien de la population s'ils se révèlent dépendants de liens et de financements étrangers. De même, lorsque des descendants d'immigrés se mobilisent pour attaquer les droits des immigrés ou lorsque des nationalistes notoires s'enrichissent grâce à leurs liens avec des entreprises multinationales, la société civile peut dénoncer leur hypocrisie et leur indifférence aux causes qu'ils prétendent défendre.

En tant que société civile, nous devons également faire preuve de souplesse dans nos stratégies et nous efforcer de dénoncer ces contradictions lorsque les occasions se présentent.

> "LES GROUPES CONSERVATEURS MONTRENT LEURS CONTRADICTIONS : ILS VEULENT QUE L'ÉTAT S'INTRODUISE DANS VOTRE LIT POUR PENALISER VOTRE COMPORTEMENT, MAIS QUAND IL S'AGIT DE L'EDUCATION OU DE LA VACCINATION, ILS PREFERENT QU'IL N'INTERFERE PAS."
> – EDURNE CÁRDENAS

SECTION 5: LA RIPOSTE DE LA SOCIETE CIVILE

Comme le suggèrent les sections ci-dessus, les groupes anti-droits ont toujours été là, parfois ils se sont montrés modérés et à présent ils sont à nouveau confiants. Ces groupes ont augmenté et les répercussions de leurs actions sur la société civile et sur les personnes que nous défendons ont été très importantes. Ils ont gagné le soutien de certains pans de la population et ont joué un rôle crucial dans la réduction de l'espace civique observée dans tant de pays en travaillant en étroite collaboration avec les États et les dirigeants politiques, en collaborant, en perfectionnant leurs discours, en copiant nos tactiques et en profitant des occasions qui se sont présentées.

Comme nous l'avons déjà reconnu, en tant que société civile, nous sommes souvent sur la défensive et risquons d'être écrasés par des groupes anti-droits. Toutefois, d'après les nombreuses contributions que nous avons incorporées dans nos recherches, il est clair que nous sommes en train de nous battre et de mettre au point des outils puissants pour riposter. La première étape a été de reconnaître l'existence du problème et de comprendre la nature des forces qui nous défient. Aujourd'hui, en tant que société civile, nous affirmons de diverses manières la valeur d'une compassion et d'une empathie partagées et d'un engagement en faveur des valeurs humanitaires, des droits humains universels et de la justice sociale. Nous sommes convaincus que ces valeurs finiront par s'imposer, mais nous ne pouvons pas prendre la victoire pour acquise. Nous savons que nous devons réagir par des moyens multiples et simultanés, notamment ceux décrits ci-dessous, et continuer à développer nos méthodes pour écouter, connecter, communiquer et faire campagne afin d'inverser la tendance.

> EN TANT QUE SOCIETE CIVILE, NOUS AFFIRMONS DE DIVERSES MANIERES LA VALEUR D'UNE COMPASSION ET D'UNE EMPATHIE PARTAGEES ET D'UN ENGAGEMENT EN FAVEUR DES VALEURS HUMANITAIRES, DES DROITS HUMAINS UNIVERSELS ET DE LA JUSTICE SOCIALE."

LES RESSOURCES NECESSAIRES A LA RIPOSTE

Pour dire les choses simplement, les réponses aux groupes anti-droits identifiées ci-dessous ne seront efficaces que si elles disposent de ressources suffisantes. D'après nos échanges avec les donateurs, les agences des Nations Unies et d'autres agents gouvernementaux et intergouvernementaux, nous savons que de nombreux responsables politiques sont profondément préoccupés par la montée en puissance des groupes anti-droits, même si leur position les empêche de s'exprimer officiellement. Néanmoins, cette préoccupation doit être assortie d'un soutien accru aux actions destinées à contrer les groupes anti-droits, comme les initiatives de la société civile visant à défendre les droits, à se rapprocher des populations, à mobiliser, et à lutter contre la désinformation et les discours incitant

à la haine. Cela implique la nécessité de changer les mentalités en ce qui concerne les ressources et la façon dont elles devraient être utilisées.
Dumiso Gatsha bemoans the narrow approaches to funding that make his work to stand up to those who repress LGBTQI rights in Botswana harder:

Dumiso Gatsha déplore les approches étroites en matière de financement qui rendent plus difficile son travail de défense des droits des personnes LGBTQI au Botswana face à ceux qui les répriment :

> *« Un grand nombre de stratégies et de discours revendicatifs sont prédéterminés et rattachés au financement. Les discours considérés comme pertinents et valides sont très contrôlés, et ce sont eux qui bénéficieront du financement et de l'accès aux décideurs politiques. Le discours principal semble actuellement porter sur la santé publique et il est très difficile pour les nouvelles organisations d'établir de nouveaux discours tout en ayant accès au financement. Si vous ne travaillez pas sous l'égide d'un organisme beaucoup plus grand, il est difficile d'accroître le travail revendicatif. Cette structure de financement a un impact important sur la créativité et la capacité de collaboration que la société civile peut garder tout en restant durable. »*

Mieke Schuurman identifie aussi des défis liés aux ressources :

> *« C'est une question de ressources, parce que si vous devez constamment être sur les réseaux sociaux pour répondre ou partager vos articles, ça prend beaucoup de temps et de ressources humaines et vous avez besoin de fonds pour le faire, donc c'est aussi un grand défi... Nous avons vraiment besoin de trouver des fondations et des organisations capables de nous soutenir et financer notre travail. »*

Dans le cas d'Eliana Cano, aucun soutien international n'était disponible pour lutter contre la tentative d'un groupe anti-droits de fermer son organisation ; heureusement une importante source de soutien nationale a pu être identifiée, sans quoi le groupe anti-droits aurait peut-être déjà gagné :

> *« Nous devons renforcer notre structure de financement, car nous n'avons pas de fonds pour faire face à un procès de cette ampleur. Les bailleurs de fonds internationaux ne fournissent pas nécessairement un soutien susceptible d'être utilisé dans l'élaboration de plans de défense institutionnelle. Mais à l'heure actuelle, il s'agit là d'un besoin important des organisations de défense des droits humains. Heureusement dans notre cas, le Legal Defence Institute, qui avait déjà pris des affaires similaires concernant des journalistes, s'est intéressé et a décidé de sponsoriser l'affaire dans le cadre de ses priorités institutionnelles. Il considère qu'il s'agit d'un « combat idéologique » et que remettre en question notre nom est un « prétexte » pour nous faire disparaître en tant qu'acteurs influents. Nous lui sommes infiniment reconnaissants pour son geste. »*

Alessandra Nilo souligne que, parmi les pires attaques, un grand nombre se produit dans des pays où le financement international de la société civile a diminué parce que leur économie est considérée comme ayant atteint un certain niveau de développement. Il en résulte que les groupes anti-droits ont été en mesure de se développer et d'étendre leur portée presque sans contrôle, car les donateurs considèrent que le pays a déjà surmonté ses principaux problèmes. Mais de toute évidence, les groupes anti-droits peuvent hiberner pour ensuite fleurir dès que l'occasion se présente, en profitant à la fois d'une société civile qui lutte pour se tenir debout et de l'inégalité économique ainsi que du mécontentement social qui accompagne souvent un développement économique rapide :

> *« Nous devons restructurer toute la discussion sur la coopération internationale et la prise de décisions concernant l'attribution de fonds aux communautés et à la société civile. Ne pas soutenir un pays en raison de son niveau de revenu est une décision erronée. Le Brésil, par exemple, est défini comme un pays à revenu intermédiaire ; par conséquent, depuis environ une dizaine d'années les organismes de*

"C'EST DONC UN DEFI DE CREER LE PUBLIC, D'EXPLIQUER POURQUOI NOUS ABORDONS NOTRE TRAVAIL COMME NOUS LE FAISONS ET DE MAINTENIR CES PROJETS, PARCE QU'IL N'Y A PAS DE DEMANDE D'UN POINT DE VUE COMMERCIAL."

– SALEEM VAILLANCOURT

coopération internationale sont partis du Brésil. En raison de la faible capacité de réponse au fondamentalisme de droite, les forces répressives se sont épanouies.

[...] Afin de garantir la durabilité de notre mouvement, nous devons nous engager davantage dans les discussions internationales sur la manière de financer une société civile indépendante, qui ne compte pas sur les États pour lever des fonds et qui demeure donc indépendante des décisions gouvernementales. »

En tant que société civile, nous commençons à comprendre qu'une partie de notre réponse devrait consister à transmettre des nouvelles positives, nous ne pouvons pas simplement énoncer ce qui ne va pas. Mais comme le fait remarquer Saleem Vaillancourt de *Paint the Change*, il n'est pas toujours facile de trouver les ressources qui nous aideront à le faire :

« Je pense que beaucoup de gens ont très envie de nouvelles positives, même si elles abordent des questions difficiles. Mais, en termes de marché, il n'y a pas de demande pour cela, ni de public cible, ni de financements disponibles pour réaliser des projets.

C'est donc un défi de créer le public, d'expliquer pourquoi nous abordons notre travail comme nous le faisons et de maintenir ces projets, parce qu'il n'y a pas de demande d'un point de vue commercial. Je ne veux pas nécessairement dire commercial en termes de profits, mais même les structures à but non lucratif ont besoin de subventions, et même s'il y a des subventions adaptées à un travail qui cherche à introduire des discours positifs, il faut beaucoup d'efforts pour les identifier et pour adapter une idée à un format susceptible de répondre aux exigences d'une subvention en particulier.

[...] Il manque une structure et une approche qui disent : cette organisation veut vraiment trouver des nouvelles positives parce que les histoires positives changent la nature de la vision d'une société sur la façon de faire face à des problèmes difficiles. »

Le financement de base est une aide, mais reste une denrée rare pour beaucoup. La restructuration des sources de financement de la société civile est une question très importante, mais dans le cadre de ce vaste dialogue, le financement de notre riposte face aux groupes anti-droits est une question qui doit être abordée de toute urgence. Le développement de sources de financement alternatives et plus locales devrait refléter implicitement le programme de riposte décrit ci-dessous.

REPRENONS L'INITIATIVE :
DIX FAÇONS DE REPONDRE AUX GROUPES ANTI-DROITS

1. NOUS POUVONS AMELIORER NOTRE TRAVAIL COLLECTIF

La société civile a toujours été une sphère de collaboration et au cours de nos consultations, le travail collectif, collaboratif et intersectionnel a toujours été considéré comme plus nécessaire que jamais. Comme l'affirme une personne du Zimbabwe ayant participé à l'enquête :

> *« Le pouvoir est dans le nombre lorsqu'il s'agit de résoudre des problèmes controversés liés à la violation des droits des femmes et des filles. L'utilisation des réseaux sociaux par des personnes individuelles, à travers des écrits publiés sur des plateformes imprimées ou en audio, s'est révélée inefficace et met en danger de nombreux dirigeants de la société civile. Alors que les femmes et les filles de notre pays subissaient toutes sortes d'abus, nous avons organisé des conférences de presse collectivement et déposé des pétitions collectives pour tenter de parler d'une seule voix et d'assurer la sécurité des autres.»*

Un autre participant à l'enquête du Zimbabwe résume ainsi les avantages de l'action collective :

> *« Dans les coalitions, on combine connaissances, expériences et ressources. »*

Le travail collaboratif n'est pas facile. Souvent, il y a des problèmes quand il s'agit de mettre de côté les différences organisationnelles et de sortir de son créneau d'activité. Les coalitions requièrent ressourcesrequièrent ressources et énergie si l'on veut qu'elles durent, or ces deux ingrédients ne sont pas toujours facilement disponibles. Mais le fait que les groupes anti-droits travaillent de plus en plus de manière conjointe devrait nous obliger, en tant que société civile, à fournir une réponse beaucoup plus coordonnée.

La société civile peut trouver plus difficile de travailler collectivement que les groupes anti-droits. C'est en partie parce que nous sommes plongés dans une culture de débat respectueuse de la différence dont les groupes anti-droits ne se soucient pas. Nous sommes plus sensibles aux nuances et à la complexité. Nous n'avons peut-être pas le même sentiment de faire face à un ennemi commun qui puisse nous rassembler contre lui. Teresa Fernández Paredes identifie ces défis concernant la construction de l'unité, par rapport aux groupes anti-droits :

> *« C'est plus difficile à faire pour les groupes situés à gauche, où il y a plus de discussions sur les questions et où il est plus difficile de se coordonner et de parler d'une seule voix. C'est pourquoi nous n'avons toujours pas de*

> " LE POUVOIR EST DANS LE NOMBRE LORSQU'IL S'AGIT DE RESOUDRE DES PROBLEMES CONTROVERSES LIES A LA VIOLATION DES DROITS DES FEMMES ET DES FILLES. L'UTILISATION DES RESEAUX SOCIAUX PAR DES PERSONNES INDIVIDUELLES, A TRAVERS DES ECRITS PUBLIES SUR DES PLATEFORMES IMPRIMEES OU EN AUDIO, S'EST REVELEE INEFFICACE ET MET EN DANGER DE NOMBREUX DIRIGEANTS DE LA SOCIETE CIVILE."
> – RÉPONDANT À L'ENQUÊTE, ZIMBABWE

réponse unique et définitive aux attaques auxquelles nous sommes confrontés au nom de l'idéologie du genre. »

Nous sommes peut-être absorbés par la poursuite de nos missions et par la sécurisation de droits pour nos bases particulières. Nous dépendons peut-être d'un financement qui nous limite à travailler sur un éventail restreint de questions. Ces facteurs peuvent être à l'origine de la déception que Dumiso Gatsha a ressentie face à l'absence de réaction de certains groupes de la société civile du Botswana dans la défense des droits des personnes LGBTQI :

« Certains agents de la société civile, notamment les groupes de défense des droits humains dont nous pensions avoir le soutien, sont restés assez passifs. »

Face à ces défis, Uma Mishra-Newbery nous demande d'aller au-delà d'une concurrence pouvant entraver la riposte collective :

« Nous devons travailler de manière coordonnée, en coalitions. Par le passé, les OSC ont eu tendance à rivaliser pour obtenir des financements - nous devons vraiment mieux partager les ressources, collaborer et mettre nos forces à disposition. »

Gillian Kane suggère que nous avons quelque chose à apprendre de la façon dont les groupes anti-droits travaillent ensemble, même face à des objectifs et à des bases différents, vu qu'ils ont réussi à collaborer autour d'un discours central partagé. Cela donne à penser que, de manière analogue, la société civile doit trouver un point de ralliement commun :

« Il est essentiel d'être informé, de partager l'information et de créer des coalitions. Je recommanderais également que les mouvements progressistes réfléchissent de manière plus large à leurs problèmes. Considérez comment des groupes comme l'ADF ont réussi à s'attaquer

Photo d'Inés M. Pousadela

Une femme montre une affiche en hommage aux victimes de feminicides lors de la marche de 2018 pour le Jour International de la Femme à Montevideo, Uruguay.

à plusieurs droits, dont l'avortement, ceux des personnes LGBTQI et les droits des jeunes, en utilisant un seul cadre : la religion. Nous devons aussi brasser large, tout en restant ancrés – d'après moi – dans la laïcité, la science et les droits humains. »

María Angélica Peñas Defago partage cette suggestion pour trouver une idéologie et un discours centraux autour duquel nous pouvons nous unir :

« La société civile progressiste doit s'allier avec d'autres groupes partageant ses valeurs de pluralisme, de liberté et d'égalité. Le programme féministe pluraliste, inclusif, anti-essentialiste et décolonial est une bonne base pour former des alliances avec de multiples agents qui n'ont pas été attirés par le féminisme dans le passé, afin de participer à cette quête de sens non seulement dans le domaine rhétorique, mais aussi dans la réalité concrète. »

Les coalitions devraient être intersectionnelles et regrouper des campagnes en faveur de plusieurs droits. Jimena Freitas de la *Fundación Construir* en Bolivie déclare :

« [On travaille] dans des alliances et en construisant des coalitions non seulement avec des groupes ou des organisations de femmes, mais également avec des jeunes, des travailleurs salariés et des organisations LGBTQI. »

Sahar Moazami souligne également la nécessité de trouver les points d'intersection favorisant le travail collaboratif :

« Nous devrions nous assurer que tout le travail que nous faisons est véritablement collaboratif et intersectoriel, que nous nous témoignons une reconnaissance mutuelle et que nous nous soutenons les uns les autres dans toute notre diversité. »

Alors que Giada Negri expose de solides arguments pour relier les droits dans une réponse conjointe :

« Tous les droits sont liés - droits économiques, politiques, sociaux, culturels et de l'environnement - donc si l'un d'eux est enlevé, toute l'universalité des droits en prend un coup également. La société civile a appris qu'elle doit réagir non seulement lorsque les droits pour lesquels elle lutte sont menacés, ou quand ce sont les droits politiques ou civils qui sont sous pression, mais à chaque fois qu'un droit est menacé [...]

La solidarité est essentielle. La mobilisation de la société civile en faveur des groupes menacés fournit une grande partie de la force psychologique nécessaire pour continuer et a également apporté des succès importants et concrets. »

Une réponse commune doit créer des liens entre la société civile formalisée et celle qui est moins formelle, et atteindre ceux qui ne sont pas normalement inclus dans des collaborations. Cette question a été mise en avant lors de la consultation au Mexique :

« On a créé des réseaux incluant des groupes divers et progressistes de la société civile, non seulement ceux qui s'occupent des droits sexuels et reproductifs, mais aussi des associations religieuses défendant les droits humains. Cela a permis de franchir les barrières, de trouver des approches différentes à des problèmes communs et de résoudre ou de traiter des situations d'une manière beaucoup plus inclusive et créative. »

Des coalitions plus larges sont particulièrement nécessaires dans des contextes où la montée des groupes anti-droits a mis la démocratie en péril, comme le reconnaît Pact for Democracy, entité organisatrice d'une consultation au Brésil :

« L'idée centrale qui a émergé de ce dialogue est la nécessité de consolider une large alliance de la société civile en faveur de la démocratie et impliquant même des agents improbables qui étaient jadis des rivaux du camp progressiste, mais qui restent alignés sur les valeurs, les pratiques et les principes fondamentaux de la coexistence démocratique. »

Alessandra Nilo appelle à créer des espaces et des occasions pour le développement de dialogues et pour la formation de coalitions :

« Les dialogues entre les mouvements et les conversations ouvertes sont des éléments essentiels, car c'est là que nous pourrons renforcer la résilience et la solidarité, et nous soutenir mutuellement. Pour continuer à croître et ne pas être intimidés et réduits au silence par des forces qui nous tuent, parfois littéralement, il faut que différents secteurs se rassemblent. Nous ne pouvons pas rester isolés dans la poursuite de nos propres programmes. Nous avons vraiment besoin d'un mouvement mondial de la société civile qui défende tous les droits. »

La collaboration ne peut se développer qu'autour d'un ensemble de valeurs communes et il est peut-être temps d'être plus clair sur ce qu'est la société civile et sur ce qu'elle n'est pas. Il ne s'agit pas là de réclamer un débat interne ou académique sur les définitions de la société civile. Mais il peut être nécessaire d'adopter une nouvelle manière de parler de la société civile capable de communiquer et d'établir aisément que les groupes anti-droits ne font pas partie de la famille de la société civile. Si la société civile n'est définie que par opposition — comme la sphère qui ne relève ni du gouvernement ni du secteur privé, comme le domaine des agents non étatiques à but non lucratif —, les groupes anti-droits font partie de la société civile d'un point de vue conceptuel. Or, si la société civile est définie comme l'action axée autour d'un ensemble de valeurs communes — nous croyons à l'universalité des droits humains , nous sommes mus par la compassion et l'engagement humanitaire, nous poursuivons la cohésion sociale et la justice et nous rejetons la haine et la violence — et par une manière de travailler en accord avec ces valeurs, centrées sur le dialogue, le raisonnement et la négociation, alors les groupes anti-droits seront clairement exclus du secteur. Un dialogue sur la façon dont nous re-conceptualisons et communiquons ce qu'est la société civile, avec un ensemble de valeurs communes comme axe central, pourrait donc avoir une utilité réelle.

2. NOUS POUVONS POURSUIVRE LA CONSTRUCTION D'UNE SOLIDARITE INTERNATIONALE

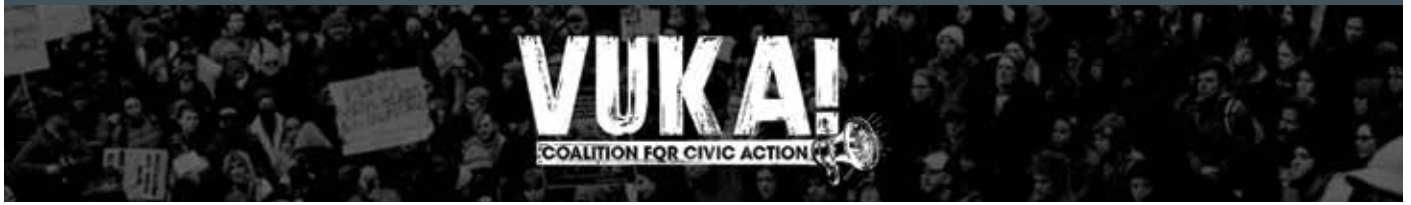
Nos collaborations ne doivent pas s'arrêter aux frontières. Au sein de la société civile, nous sommes nombreux à avoir déjà beaucoup d'expérience dans le travail en réseaux internationaux, mais nous pouvons faire davantage. Une partie de notre action collective doit impliquer une plus grande mobilisation du soutien international au sein de la société civile, notamment de l'aide financière, mais aussi la mise en commun des ressources pour mener des campagnes et pour communiquer, la diffusion internationale des tactiques de riposte réussies et l'organisation d'actions revendicatives conjointes. Ensemble, tous ces éléments constitueraient la mobilisation concrète de la solidarité internationale.

Nous pouvons rassembler les gens par-delà des frontières pour qu'ils identifient les problèmes que nous avons en commun et développent des moyens partagés, suggère Martin Pairet :

« Il est important de rassembler des militants et des citoyens de différents pays, car il est assez difficile pour les gens de comprendre que ce qui se passe dans leurs communautés n'est pas un phénomène isolé, bien d'autres communautés vivent la même situation et il existe tout un tas de solutions qui ont été testées dans plusieurs contextes

LA RIPOSTE INTERNATIONALE

La Vuka! Coalition est un exemple de collaboration internationale pour la riposte. Les OSC et les mouvements ont efficacement documenté la répression mondiale des libertés civiques, notamment en suivant de près le travail des groupes anti-droits. Cependant, il y a encore un besoin urgent d'accroître la solidarité entre les diverses composantes de la société civile et d'harmoniser les stratégies pour récupérer l'espace civique. La Vuka! Coalition est née pour répondre au consensus croissant selon lequel la société civile a besoin de plus de coordination dans ses efforts et est capable de développer de nouvelles formes organisationnelles pour répondre à la réduction de l'espace civique.



locaux pour y faire face. Il est très important que ces échanges se poursuivent, car nous avons constaté que ça marche : des organisations collaborent au-delà des frontières et échangent des expériences sur leur façon de s'adapter à la lutte contre les discours haineux dans leur propre contexte. »

À une époque où les groupes anti-droits s'emploient à encourager le rejet de l'universalité des droits humains, notamment en les qualifiant de culturellement étrangers et imposés par la colonisation, où un discours nationaliste et xénophobe étroit est promu et où les OSC sont diabolisées en tant qu'agents de puissances étrangères pour recevoir des financements provenant de sources internationales, il faut veiller à ce que la solidarité internationale soit assurée et communiquée. Nous devons nous unir à l'échelle internationale sans prendre en compte les critiques selon lesquelles nous serions alliés dans une conspiration mondialiste. T King Oey décrit les dilemmes qui peuvent surgir :

« En 2015, lorsque la Cour suprême des États-Unis a légalisé le mariage pour les couples homosexuels, cela a créé un véritable tollé en Indonésie. Les groupes conservateurs ont toujours pointé du doigt cet événement et affirment que si jamais ils cèdent sur un sujet, c'est ça ce qui se passera.... Le débat mondial sur le mariage pour les couples homosexuels marche dans les deux sens pour nous, car les personnes LGBTQI d'Indonésie n'ont jamais suggéré cela - cet objectif semble bien trop lointain pour ne serait-ce que l'envisager et nous devons d'abord obtenir le respect de nos droits fondamentaux - mais au moins cela nous montre que nous ne sommes pas seuls.

> "IL EST TRES IMPORTANT QUE CES ECHANGES SE POURSUIVENT, CAR NOUS AVONS CONSTATE QUE ÇA MARCHE : DES ORGANISATIONS COLLABORENT AU-DELA DES FRONTIERES ET ECHANGENT DES EXPERIENCES SUR LEUR FAÇON DE S'ADAPTER A LA LUTTE CONTRE LES DISCOURS HAINEUX DANS LEUR PROPRE CONTEXTE. "
> – T KING OEY

Nous devons être prudents lorsque nous considérons les aides venant de l'étranger, car l'un des arguments que les fondamentalistes utilisent toujours est celui des influences étrangères et des tentatives cherchant à faire de l'Indonésie un pays progressiste... La solidarité aide, mais il faut faire attention. Cela aide les personnes LGBTQI ici de savoir qu'elles ne sont pas seules et qu'elles n'ont pas été abandonnées. »

Une partie de la réponse à ces dilemmes, suggère Dumiso Gatsha, consiste à donner la priorité à l'élaboration de discours enracinés localement qui soient moins clairement ancrés dans le langage international des droits humains :

« Il faut renforcer le corps intellectuel des connaissances sur les communautés LGBTQI et décoloniser nos institutions, car une grande partie de nos débats sont en fait basés sur des discours occidentaux. Nous devons également repenser les discours utilisés lors des campagnes. Les discours utilisés jusqu'à présent reposent sur l'hypothèse que l'approche basée sur les droits humains fonctionne, sans aucune réflexion sur la nécessité d'adapter le langage de manière à ce qu'il résonne chez les gens et facilite la compréhension des sujets. »

Bref, nous avons besoin de mouvements étendus, tant au niveau national qu'international, qui articulent les luttes pour les droits d'une manière nouvelle, plus proche des gens et ancrée dans des valeurs universelles de justice et d'équité.

3. NOUS POUVONS MIEUX COMMUNIQUER

Nous devons communiquer différemment et mieux. Nous pouvons entrer en contact avec la population, recruter des soutiens et créer des mouvements populaires et divers pour répondre aux groupes anti-droits si nous réussissons à développer un discours convaincant et à bien le communiquer. Les groupes anti-droits ont démontré que les discours sont importants et nous devons utiliser les réseaux sociaux au moins aussi efficacement qu'ils le font. René Rouwette de Kompass aux Pays-Bas, souligne le fait que nous pouvons apprendre de nos adversaires

« Nous avons des choses à apprendre de l'extrême droite qui a réussi à communiquer un message clair sur ses propres médias, ainsi que sur les médias traditionnels. Pour nous, il est important de prendre position et de ne pas paraître indifférents. »

La capacité des groupes anti-droits à concevoir des messages simples et puissants qui résonnent émotionnellement chez les gens et à cibler ces personnes avec précision a été essentielle pour la montée des groupes anti-droits. Uma Mishra-Newbery nous exhorte à utiliser les outils disponibles au moins aussi bien qu'ils le font :

Photo de Alejandro Pagni/AFP / Getty Images

Des militants pour la légalisation de l'avortement protestent, habillés comme les personnages de *la Servante Ecarlate*, à Buenos Aires, Argentine, en août 2018.

RÉPONDONS AVEC CRÉATIVITÉ

Parmi les personnes interrogées, plusieurs ont proposé que nous essayions d'adopter des approches non conventionnelles pour contrer le pouvoir discursif des groupes anti-droits, notamment en utilisant la musique et le sport, et en faisant référence à la culture populaire. Les groupes de défense des droits des femmes du monde entier ont adopté de manière créative le costume de la servante, popularisé par l'adaptation télévisée de *La Servante écarlate* (The Handmaid's Tale en anglais), qui dépeint un monde dans lequel les femmes ont été dépouillées de leurs droits et ont été reléguées à des rôles reproductifs. Les performances symboliques peuvent être une forme de communication efficace, comme le montre un exemple récent dans lequel 28 femmes ont traîné 28 valises sur le pont de Westminster, à côté du parlement britannique, pour protester contre les lois restrictives sur l'avortement en Irlande du Nord, représentant ainsi les 28 femmes qui sont obligées de se rendre en Grande-Bretagne chaque semaine afin d'accéder aux services d'avortement.

Nous pouvons aussi utiliser la moquerie, la satire et l'humour. Les groupes anti-droits ont tendance à se prendre très au sérieux, fleurant parfois le ridicule. Gordon Bosanac souligne cet aspect :

> *« Il est productif d'utiliser l'humour contre eux. Ils ne savent pas vraiment plaisanter ; les situations sarcastiques et humoristiques les laissent déboussolés. Ceci a le potentiel d'éveiller des soupçons chez de nombreuses personnes. Mais nous devons faire attention à ne pas en faire des victimes parce qu'ils sont des experts pour jouer les victimes et sauraient comment utiliser ça contre nous. »*

Le caricaturiste politique d'origine iranienne, Nik Kowsar, reconnaît la valeur que l'humour peut avoir :

> *« Ce qui est dit avec un dessin est bien plus difficile à effacer que toute autre chose : un bon dessin vaut plus que mille mots, car il reste dans votre esprit pendant des lustres. Une « blague » est une affaire sérieuse : elle va directement au but, elle expose l'absurde. D'une certaine manière, les caricaturistes peuvent être la conscience, la boussole morale d'une société. Ceci n'est pas une question de droite et de gauche, mais de ce qui est juste et de ce qui ne l'est pas. »*

Nous devrions satiriser les groupes anti-droits et encourager les gens à se moquer d'eux chaque fois que l'occasion se présente, car cela saperait leurs revendications et empêcherait qu'elles soient prises au sérieux. Cela peut aussi contribuer à exposer la superficialité et l'hypocrisie de leurs arguments.

> *« Nous devons absolument pouvoir travailler ensemble pour un but commun comme ils le font et utiliser les réseaux sociaux à des fins progressistes aussi habilement qu'ils les utilisent pour saper les droits humains… En tant que société civile, nous savons que nous échouerons si nous n'utilisons pas activement les outils employés par d'autres groupes et gouvernements pour saper les droits humains. »*

Thilaga Sulathireh explique comment les OSC malaisiennes, et les groupes LGBTQI en particulier, intensifient leurs efforts en matière de communication :

> *« Maintenant il y a plus de groupes de la société civile qui essayent d'enrayer les arguments contre l'universalité des droits humains sur Internet et plus d'actions pour diffuser des messages sur les droits humains de manière populaire et dans différentes langues. Les groupes LGBTQI travaillent sur des stratégies de communication. Nous en avons besoin parce que nous sommes confrontés à une désinformation écrasante sur les personnes LGBTQI. »*

L'un des défis auxquels nous sommes confrontés est que bon nombre des discours anti-droits qui sont en train de percer sont essentiellement des messages de peur. Il est beaucoup plus difficile de répandre des messages

d'espoir que de peur. Nous devons trouver des moyens de communiquer de l'empathie face à la haine et de réaffirmer le pouvoir de la compassion et de notre humanité commune. Nos messages peuvent être optimistes et exposer des arguments positifs en faveur des droits. Il se peut que nos habitudes consistant à partager de mauvaises nouvelles sur les violations des droits humains et à nommer et couvrir de honte les institutions ne touchent pas certains pans de la population. De plus, les groupes anti-droits semblent moins vulnérables aux stratégies de dénonciation que les États. De notre côté, nous pourrions parler de manière simple, en évitant le jargon.

Giada Negri souligne la nécessité de célébrer des nouvelles positives :

> *« Il est également très important que nous commencions à raconter nos victoires... Nous devons célébrer nos victoires parce qu'elles sont des victoires pour tout le monde et aussi parce que cela augmente notre assurance et nous donne la force de continuer à nous battre. »*

Pour Alessandra Nilo aussi, il s'agit, au moins en partie, de pouvoir démontrer l'importante contribution de la société civile : ceci implique de montrer la valeur que les succès de la société civile apportent à l'ensemble des citoyens et de faire valoir que, contrairement aux victoires sectorielles poursuivies par les groupes anti-droits, les percées de la société civile favorisent des progrès pour tous :

> *« Nous sommes pris dans un mouvement très délicat pour la démocratie, où les réseaux sociaux et l'éducation jouent un rôle crucial. La communication est également un enjeu majeur pour les mouvements sociaux. À ce stade de l'histoire, nous devrions être en mesure de mieux communiquer. Quel est notre rôle ? Quelles sont nos réussites en matière de soutien et de renforcement de la démocratie ? Eh bien, si vous regardez l'histoire, vous verrez que notre rôle est essentiel et que la plupart des droits existants résultent des revendications et des victoires de la société civile. »*

Kaspars Zālītis décrit un autre exemple d'une tentative pour communiquer sur les droits d'une manière différente :

> *« Il s'agissait d'une campagne sur les réseaux sociaux (« Je soutiens la liberté ») au cours de laquelle des personnalités publiques ont exprimé ouvertement leur soutien aux droits des personnes LGBTQI, et aux droits humains en général, et ont exigé que notre gouvernement veille à ce que la Baltic Pride puisse se dérouler en toute sécurité. Notre but était d'attirer des personnes qui généralement ne sont pas considérées comme des partisans des droits humains ni des droits des personnes LGBTQI, pour ensuite amplifier leurs voix en tant qu'alliés de la communauté LGBTQI. En fin de compte, ce que nous voulions montrer, c'est que la communauté LGBTQI et ses partisans étaient beaucoup plus nombreux et divers que la poignée de militants et les quelques centaines de personnes qui participent d'habitude à nos événements. »*

Dans le même temps, Kaspars Zālītis souligne les défis qu'il faut surmonter concernant le financement et la mise en place d'une réponse commune en matière de communication :

> *« Tout ce que nous aspirons à faire depuis longtemps, c'est une campagne de communication à long terme. Non pas celle que les OSC ont mise en place par elles-mêmes, mais une campagne plus large et coordonnée par divers dirigeants et militants des OSC qui en fournissent la substance et donnent le ton. Une campagne mise en application et gérée par une équipe de communication professionnelle. Le problème c'est que toutes les OSC passent d'un projet à l'autre et sont à peine viables. »*

Ceci suggère qu'il faut chercher à mettre en commun nos ressources dans le but de favoriser les efforts de communication collaboratifs et créatifs visant à réaffirmer les droits.

4. NOUS POUVONS MIEUX COMMUNIQUER AVEC LA POPULATION, CREER DES LIENS ET CONQUERIR LES GENS

Ce qu'il faut ce n'est pas seulement mieux communiquer, mais mieux connecter. Nous devons établir un meilleur lien avec les luttes et la vie quotidienne des gens. Nous devons faire appel à la fois aux émotions et à la logique de la population ; gagner les cœurs et les esprits. Nous devons également tendre la main à ceux qui à l'heure actuelle ressentent une certaine sympathie pour les discours anti-droits, mais peuvent être ouverts à la persuasion. Cela signifie que nous devons atteindre des personnes avec qui nous ne sommes pas normalement en contact. Les bases des groupes anti-droits ne sont pas statiques et il y a beaucoup de gens que nous pouvons convaincre grâce à des arguments clairs et raisonnés. Pour ce faire, nous devons améliorer la manière dont nous écoutons les gens, nous devons entendre leurs préoccupations et les refléter dans notre travail et dans notre langage.

Dans le contexte des droits des femmes, María Angélica Peñas Defago suggère la nécessité de ne pas lancer des appels abstraits, mais d'ancrer nos approches dans les véritables problèmes des gens :

> *« Le féminisme populaire représente un retour au réel, car il met l'accent sur ce qu'impliquent nos principes dans la vie quotidienne des gens. Si nous parlons d'avortement, par exemple, nous devons nous concentrer sur les conséquences de la légalité ou de l'illégalité de cette pratique pour la réalité quotidienne des femmes enceintes, des familles et des communautés. »*

Dans des contextes politiquement polarisés, nous devons peut-être trouver de nouvelles façons de communiquer avec la population sans tomber dans les divisions politiques et sans les aggraver. Dariele Santos décrit comment, dans le contexte fortement polarisé du Brésil, les requêtes en faveur des droits humains peuvent tout simplement être ignorées par beaucoup de personnes ayant été convaincues par des discours anti-droits. Alors, le défi consistera à lancer des appels basés sur notre humanité commune :

> *« Notre stratégie cherche à produire un discours générateur d'empathie au sein de l'opinion publique plutôt qu'un discours conflictuel critiquant en permanence le président, cela créerait des problèmes avec un large*

RENDONS DES COMPTES

L'une des manières dont nous pouvons mieux collaborer avec la population et créer un élan en faveur des droits consiste à améliorer la façon dont nous rendons des comptes aux gens. Nous devons faire preuve d'une transparence exemplaire par rapport aux méthodes de travail souvent opaques des groupes anti-droits. Nous devons rendre des comptes à la population plutôt qu'à nos donateurs. Les organisations de la société civile ayant des contacts réguliers avec leurs bases seront mieux placées pour combattre les attaques que constituent, par exemple, les campagnes de diffamation et de désinformation, car les gens seront moins enclins à y croire.

CIVICUS, en collaboration avec Keystone Accountability, Accountable Now et l'Institute for Communication and Development mène à présent le projet pilote Resilient Roots. Il s'agit d'un projet de deux ans cherchant à déterminer si une société civile qui rend des comptes à ses bases et qui s'engage envers elle est plus résiliente quand il faut répondre aux chocs externes liés à la réduction de l'espace civique. Le projet pilote Resilient Roots, soutient quatorze projets grâce à une conception conjointe d'initiatives visant à renforcer la reddition de comptes aux bases et offre un soutien technique et financier, ainsi que des échanges de connaissances entre pairs afin que les partenaires du projet puissent apprendre les uns des autres.

"LORSQUE VOUS TRAITEZ AVEC DES GENS QUI FONT DES CAMPAGNES ANTI-DROITS, VOUS DEVREZ TENIR COMPTE DE LEUR POINT DE VUE SUR LE SUJET, QUI PEUT ETRE BASE SUR DES RAISONS POLITIQUES, RELIGIEUSES OU CULTURELLES. LE PROCESSUS POUR LES IMPLIQUER DOIT ETRE CIVIL ET RESPECTER LEURS OPINIONS."

– GAYFLOR WORZI

secteur de la société qui rejetterait immédiatement ce discours considéré comme gauchiste. Nous traversons une période difficile : nous vous déconseillons d'annoncer que vous vous battez pour les droits humains parce qu'ils sont associés à la gauche et non comme quelque chose qui nous appartiennent à tous. C'est pourquoi nous trouvons plus productif de nous concentrer sur les gens ordinaires et leurs histoires, de montrer la photo d'une personne en chair et en os et de demander à la population : « Ne trouvez-vous pas que cette femme travaille dur, qu'elle lutte comme vous, et qu'elle mérite de meilleures conditions de travail ? Qui mérite de réussir ? »

Mieke Schuurman souligne également la nécessité de s'impliquer en utilisant des termes qui contribuent à éveiller l'empathie du public :

« Les mouvements contre les droits de l'enfant inventent des histoires pour convaincre la population que ces droits sont mauvais pour les enfants. Nous devons donc aussi faire connaître ce que nous faisons et dire pourquoi ces droits sont importants pour les enfants. Peut-être devrions-nous parler moins des droits de l'enfant dans notre riposte et évoquer davantage le bien-être des enfants et leur nécessité de grandir dans des contextes familiaux sûrs. »

Nous devons recueillir le soutien des gens pour nos causes et les emmener dans notre aventure, tout en reconnaissant que d'autres personnes peuvent avoir des niveaux différents de compréhension et une sensibilité en constante évolution concernant certains droits. Nous devrons peut-être réaffirmer qu'être en avance sur l'opinion publique fait partie du rôle légitime de la société civile. D'ailleurs, la promotion d'idées qui pourraient être impopulaires au départ et la collaboration avec les populations pour les convaincre de la valeur de nos revendications sont une des façons dont nous luttons pour les droits et pour la justice sociale. Les grands progrès réalisés dans le domaine des droits des personnes LGBTQI dans certains pays, par exemple, ont vu l'attitude de la population à l'égard des relations homosexuelles se transformer grâce aux efforts de la société civile. Cependant, cela nous rappelle que même lorsque nous faisons des progrès, il nous reste encore à convaincre les gens, notamment parce que nous savons que ces victoires entraînent souvent les réactions des anti-droits. Dumiso Gatsha reconnaît ce besoin dans le contexte de l'avancée récente au Botswana concernant les droits des personnes LGBTQI :

« Même si la décision de la Haute Cour survit aux appels et à tout autre recours judiciaire, un fossé subsistera. Il y a eu quelques actions civiques éparpillées visant à éduquer les gens sur les questions LGBTQI. Il est urgent de travailler à changer le cœur et l'esprit des gens.

Nous devons nous orienter vers un discours mené par la communauté. C'est ainsi que nous obtiendrons les meilleurs résultats concernant la transformation du cœur et de l'esprit des gens. »

Même si certaines personnes interrogées lors de l'enquête estiment qu'il est inutile de discuter avec les militants anti-droits et d'essayer de les faire changer d'avis, beaucoup d'autres croient qu'il est possible de communiquer et de changer progressivement le point de vue de quelqu'un. Pour reprendre les mots de Gayflor Worzi, du *Center for Inclusion* and Empowerment au Libéria :

> *« Lorsque vous traitez avec des gens qui font des campagnes anti-droits, vous devrez tenir compte de leur point de vue sur le sujet, qui peut être basé sur des raisons politiques, religieuses ou culturelles. Le processus pour les impliquer doit être civil et respecter leurs opinions ».*

Plusieurs personnes interrogées lors de l'enquête signalent le pouvoir du dialogue pour tisser des liens au-delà des différences. Une de ces personnes en provenance des Fidji confirme cette approche :

> *« […] On adopte une approche plus passive au lieu de nous imposer de front. Le dialogue est important pour nous et on essaye de croire qu'il y a de l'espoir de changer les perceptions. »*

Kai Klandorf, du *Network of Estonian Nonprofit Organizations*, appelle également à une approche qui vise à établir des passerelles :

> *« Nous recommandons des tactiques qui tentent de créer des ponts et de réduire la polarisation. L'attribution réciproque de blâmes ne fait qu'augmenter la polarisation. Nous organisons actuellement des clubs de conversation où nous nous attendons à ce que les personnes qui pourraient soutenir les groupes anti-droits viennent écouter les deux côtés ». »*

Dans le cadre du débat sur l'immigration, Avila Kilmurra, de la *Social Change Initiative* d'Irlande du Nord signale l'importance d'élargir notre portée :

> *« [Il est important de] participer à un travail de communication étendu pour atteindre 'le milieu anxieux', c'est-à-dire attirer les gens qui ne sont pas sûrs de leur position [en ce qui concerne l'immigration] et ne pas étiqueter comme racistes tous ceux qui restent dehors de la bulle progressive des convaincus.»*

Josaia Tokoni, du *Fiji Council of Social Services*, reconnaît en outre la nécessité de disposer de stratégies pour le dialogue — sur les droits des personnes LGBTQI dans cet exemple — nous permettant de comprendre les motivations de ceux qui ne soutiennent pas notre cause :

> *« On utilise des méthodes non conflictuelles, telles que la sensibilisation non pas directement à l'acceptation des personnes LGBTQI, mais plutôt à l'acceptation de chaque être humain tel qu'il est, en encourageant la compréhension mutuelle. […] Ce qui compte le plus, c'est de comprendre notre public et la cause fondamentale de leur rejet. »*

Une personne d'Afrique du Sud ayant participé à une enquête lance également un appel au dialogue :

> *« [On ne doit pas] s'éloigner des personnes qui semblent être anti-droits. […] Il est préférable de les impliquer et de faire des interventions continues et permanentes pour essayer de changer leur position, en leur montrant les preuves et les faits. La tactique de 'nommer et faire honte' ne fait pas avancer le mouvement des droits humains dans son ensemble. Ces groupes ont toujours existé et, même s'ils sont plus en évidence maintenant, ils seront toujours là. À mon avis, les ignorer ne fera que les aliéner, les radicalisant plus encore. »*

L'exemple de la campagne sur le référendum irlandais sur l'avortement semble pertinent ici : la société civile pro-choix a mené une campagne positive comprenant une vaste mobilisation des bases, des dialogues publics en dehors des grandes villes et le ciblage spécifique des hommes

OFFRIR OU NON UNE TRIBUNE ?

Parmi les personnes consultées, les opinions divergent quant au bien-fondé de la participation au débat public aux côtés des groupes anti-droits. Cela risquerait d'offrir aux groupes anti-droits une tribune pour répandre de la désinformation et de la haine et on pourrait croire que cette situation les légitimerait en les mettant au même niveau que les véritables OSC. Mieke Schuurman expose le défi auquel sont confrontés les membres de son réseau :

> *« Ils disent que nous ne devrions pas dialoguer avec les extrémistes parce que nous ne serons pas en mesure de les convaincre. Ils affirment qu'à la place nous devrions plutôt cibler les personnes qui pourraient ne pas avoir une opinion ou ne pas encore savoir quel camp elles soutiennent, car elles ont besoin d'avoir une information adéquate et de connaître les autres points de vue sur les droits de l'enfant. »*

En même temps, nous devons toujours mettre à profit toute occasion pour repousser le courant anti-droits et pour faire comprendre nos points de vue. Ceci suggère qu'il est nécessaire de participer aux débats avec les yeux ouverts et de décider s'il convient ou non de débattre avec ces groupes après analyse et au cas par cas.

Edurne Cárdenas a souligné l'absence de crédibilité des débats proposés par les groupes anti-droits qui n'admettent pas la possibilité d'un véritable dialogue ou compromis. Néanmoins, conclut-elle, en tant que société civile, nous devons participer, mais nous devons également essayer de créer des occasions pour dépasser les groupes anti-droits et rentrer en contact directement avec la population :

> *« La force du mouvement des droits humains est notre utilisation de la créativité et de la stratégie de la raison [...] lorsque nous nous engageons dans un tel « débat », nous ne discutons pas vraiment avec eux ni essayons de les convaincre, à la place, nous partageons notre raisonnement devant un public afin d'essayer de le convaincre. Nous profitons de ce simulacre de débat pour faire valoir notre point de vue devant l'opinion publique. Pour cette tâche, les réseaux sociaux sont essentiels, bien qu'il s'agisse clairement d'une épée à double tranchant... Diriger le programme des débats est l'un des défis auxquels nos mouvements sont confrontés. Pour ce faire, nous devons toujours avoir une longueur d'avance dans le débat. Nous ne devrions pas « débattre » avec les groupes anti-droits, mais nous adresser à un public plus large et engager des discussions avec les élus. »*

Kaspars Zālītis suggère également qu'une certaine dose de dialogue public avec les groupes anti-droits peut être un moyen de faire passer un message positif sur les droits humains et de se concentrer sur les faits réels en évitant la désinformation, mais cette tâche exige de la discipline et de la retenue :

> *« Nous nous concentrons sur la diffusion d'un message sur les droits humains. Nous ne blâmons jamais l'Eglise ni n'appelons personne par son nom, nous ne parlons pas d'eux. Nous réfutons leurs arguments par des arguments et leurs fictions par des faits. S'ils disent que des pervers participeront à la marche, nous ripostons que 70 % de ces « pervers » sont des hétérosexuels avec des enfants. Quand ils argumentent que des « gens nus » participeront à la marche, nous répondons simplement que nous ne savons pas à quoi ils font allusion parce que nous n'avons jamais eu des personnes nues dans les marches en Lettonie [....] Faire des compromis et rester toujours dans un registre positif peut être personnellement difficile pour de nombreux militants, mais c'est ce à quoi nous aspirons, peu importe ce que nous entendons. Nous pourrons exploser après, mais pendant les rencontres, nous écoutons et restons calmes. »*

en tant que personnes à convaincre. La connexion avec les gens, l'écoute et les dialogues dans un langage compris par tous ont favorisé le changement.

Nous devons trouver des moyens nouveaux et créatifs pour nous rapprocher des gens et pour démarrer un dialogue sur les droits humains avec eux. Saleem Vaillancourt décrit un travail qui se trouve à l'intersection de l'art, des médias et des droits humains. L'une des méthodes qu'il promeut consiste à utiliser les peintures murales dans les quartiers et la couverture des réseaux sociaux pour lancer des dialogues locaux sur les droits et sur la solidarité collective qui mettent en cause l'exclusion et la marginalisation. Son travail consiste à renforcer les compétences en matière de droits humains au niveau local tout en évitant le langage habituel des droits humains :

> *« Nous essayons de mettre en œuvre l'action sociale et les droits humains en même temps. Nous les considérons comme deux faces différentes du même travail. Par le biais des médias et des ateliers éducatifs, nous cherchons à atteindre des populations qui n'ont peut-être jamais participé à l'action sociale ou aux discussions sur les droits humains. Donc nous ne nous concentrons pas tant sur la communication avec les décideurs politiques, mais sur les tentatives visant à atteindre les communautés locales grâce à des médias et à des expressions artistiques accessibles.*
>
> *[…] les gens doivent être orientés vers des informations positives, vers le partage et la découverte, et vers une vision positive du monde. Nous ne nions pas qu'il y ait des choses négatives et ne faisons pas semblant que tout va bien, mais nous affirmons que lorsque nous abordons un défi ou une difficulté nous ne le faisons pas par la voie du conflit, mais par la conciliation et la convivialité. »*

Chip Berlet suggère que nous devons commencer à créer des liens par la base, en ouvrant des dialogues au sein des communautés :

CONTRER LES DIVISIONS PAR LE DIALOGUE COMMUNAUTAIRE

Depuis deux ans la société civile utilise simultanément plusieurs de ces tactiques de riposte dans la campagne annuelle mondiale SPEAK!. Près de 200 événements dans 60 pays en 2018 et 2019 ont vu des personnes prendre des mesures collectives pour contrer les divisions croissantes au sein de leurs communautés grâce à un dialogue authentique avec des personnes à qui nous ne nous adressons pas habituellement. CIVICUS soutient cette initiative mondiale grâce à des facilitateurs et à des champions dans près de 30 pays afin de renforcer les réseaux. Pour ce faire, elle emploie les ressources de la campagne SPEAK! sur la façon d'organiser, d'utiliser et de collecter des données à partir des meilleures pratiques et des succès des événements SPEAK! précédents. Bien que ces personnes aient travaillé sur diverses questions, notamment les mariages interreligieux, les sentiments anti-immigration, l'accès aux droits sexuels et reproductifs, et la privation du droit de vote des jeunes, l'approche commune de SPEAK! rassemble la société civile pour qu'elle atteigne ceux qui ne sont pas d'accord avec nous. Cette approche a donné de formidables résultats amenant ceux qui s'opposaient à la société civile à agir pour commencer à trouver des solutions collectives au sein de leurs communautés. Andy Katompa, champion SPEAK! 2019 de RDC travaillant sur les droits du peuple Twas, commente :

> *« Pour l'organisation de notre événement nous avons bénéficié du soutien des autorités, alors que parfois elles nous arrêtaient et nous torturaient quand nous organisions des activités pour défendre certains de nos droits. »*

« Les gens doivent commencer à parler à leurs voisins de ce qui ne va pas et de la façon d'y remédier, car ces problèmes ne peuvent être résolus que collectivement. Lorsque j'interviens dans des séances de formation pour activistes, je recommande aux gens d'aller s'asseoir à un arrêt de bus et de parler à la première personne qui s'assied à leurs côtés. Si vous rassemblez votre courage pour le faire, alors vous pourrez certainement parler à vos voisins et à vos collègues. Les gens ordinaires doivent commencer à le faire. »

Martyna Bogaczyk offre également des exemples de dialogues locaux pour surmonter les différences, chasser la désinformation et instaurer la confiance :

« De nombreuses organisations s'emploient à rétablir le dialogue dans les communautés locales. Le changement dont nous avons besoin ne viendra pas lorsqu'un parti politique plus progressiste et plus axé sur les droits humains remportera les élections. Il surgira grâce à un changement dans le débat politique. Nous devons asseoir à la même table les personnes des camps opposés et leur apprendre à dialoguer et à discuter de questions qui leur sont proches. Nous ne cherchons pas à ce qu'elles s'entendent sur tout. En fait, ce que nous voulons, c'est que les gens comprennent qu'il serait impossible pour nous tous de nous mettre d'accord sur tous les sujets et que ce que nous devons faire c'est accepter la pluralité et la diversité. Nous voulons participer à un dialogue visant un consensus sur les valeurs fondamentales : celles qui permettent d'avoir un dialogue en premier lieu. »

Martin Pairet réitère également la valeur du dialogue, en impliquant les jeunes, notamment :

« Il est essentiel d'investir autant que possible dans l'éducation civique et dans l'éducation sur les droits humains. Nous le faisons par le biais d'un cours en ligne sur la lutte contre les discours de haine en Europe. Ce projet se base sur le dialogue en ligne avec nos partenaires. Les vidéos sont libres de droits et elles sont disponibles sur notre chaîne YouTube. Nous les avons incluses dans une playlist appelée « Countering Hate Speech », afin qu'elles puissent être vues dans l'ordre.

Par le biais de ces activités, nous essayons de toucher un grand nombre de jeunes. Le dialogue entre les individus et entre les communautés est essentiel parce que sur les réseaux sociaux il y a de moins en moins d'espaces où les gens peuvent avoir une vraie conversation dans un environnement sûr. Et le dialogue est assez efficace pour sensibiliser et pour réfléchir à des stratégies de manière collective. »

De même, Yared Hailemariam suggère que, dans les contextes où les groupes anti-droits ont réussi à semer la division, la société civile peut aussi riposter en offrant une éducation civique qui contribuera à former des citoyens responsables et actifs :

« La société civile pourrait jouer un rôle clé pour surmonter les divisions... La société civile étant neutre, la communauté internationale devrait se concentrer sur le renforcement de ses compétences pour qu'elle puisse jouer un rôle clef dans le façonnement du comportement des nouvelles générations, lesquelles sont susceptibles d'être utilisées par les élites politiques. La société civile pourrait dispenser une éducation civique à grande échelle, formant ainsi de bons citoyens qui comprennent leurs responsabilités. »

Dans de telles situations, la conviction inhérente de la société civile en la dignité et les droits de tous constitue un atout stratégique essentiel pour parvenir à la cohésion sociale.

Une autre tâche serait d'aider les communautés attaquées à se considérer elles-mêmes comme titulaires de droits, suggère Martin Pairet :

> *« Ce sont d'abord les personnes visées par les discours haineux qui doivent être sensibilisées sur leur droit à l'égalité de traitement. Même parmi les citoyens européens, beaucoup de gens ne connaissent pas tout à fait quels sont leurs droits. Il est donc important de partager l'information au sein de la société civile et d'encourager ses groupes à le faire davantage. »*

En résumé, si nous pouvons nous réunir autour de discours communs, nous devons tendre la main et amener avec nous le plus grand nombre possible de personnes. Ce faisant, nous devons montrer que nous sommes la majorité et le courant dominant et repousser les groupes anti-droits dans les marges où ils se tapissaient jadis.

5. NOUS POUVONS CREER DES LIENS INSOLITES

Dans le cadre de la mise en place d'une coalition pour la riposte, nous devrions essayer de séparer les groupes de la société civile authentiques mais conservateurs, des groupes anti-droits qui ne seront jamais ouverts à la persuasion : intégrons les groupes conservateurs dans nos grandes coalitions plutôt que dans celles des anti-droits. C'est un travail difficile qui ne peut commencer que par le dialogue.

Tant dans la création des liens avec la population que dans l'établissement d'un dialogue avec les groupes conservateurs, nous devons reconnaître que l'identité religieuse a une grande importance pour beaucoup de personnes et que beaucoup de gens font davantage confiance aux autorités religieuses qu'aux hommes politiques, aux États et à la société civile.

Les groupes anti-droits sont experts dans l'art de rassembler les gens autour de positions religieuses basées sur des interprétations étroites, sélectives

Photo de Paul Marotta/Getty Images

Les églises qui ouvrent leurs portes à la communauté LGBTQI, comme par exemple l'église Emmanuel de Boston, Massachusetts, aux Etats-Unis, pourraient être nos alliés.

et très conservatrices de la foi. Or, ils n'ont pas le monopole de la foi. Si les groupes anti-droits agissent sur la base d'une « mauvaise interprétation des textes religieux », comme le suggère Abiodun Rufus-Unegbu de Leadership Initiative for Youth Empowerment du Nigeria, cela porte à croire qu'il existe des interprétations alternatives et plus progressives. Ainsi, le dialogue avec les groupes confessionnels nous donne l'opportunité de promouvoir des interprétations de la foi plus larges et plus inclusives offrant plus d'espace pour la diversité. Grâce à cette démarche nous pouvons faire le tri entre les groupes confessionnels ouverts au raisonnement et les groupes fondamentalistes qui ne céderont jamais.

María Angélica Peñas Defago reconnaît le potentiel du travail au sein des traditions religieuses et avec les organisations confessionnelles :

« Il existe des mouvements féministes et LGBTQI qui travaillent à partir du pluralisme religieux contestant l'idée du monopole de la foi. Ce sont des espaces de lutte et d'appartenance. Les religions, toutes, constituent des espaces pluriels, démocratiques et horizontaux, dont de nombreuses organisations tirent profit dans leur quête de sens.

La religion et la foi occupent une place importante dans la vie des gens et le mouvement féministe, ou du moins une bonne partie de celui-ci, travaille maintenant dans cette réalité. »

Gordan Bosanac suggère également que nous rentrions en contact avec les adeptes pouvant réclamer des interprétations moins fondamentalistes de leur foi :

« Les croyants qui refusent l'utilisation abusive de la religion à des fins extrémistes devraient jouer le rôle principal. Les croyants sont les porte-parole les plus crédibles contre le fondamentalisme et leurs voix peuvent peser plus que celles des laïcs mobilisés ou de l'opposition politique. Toutefois, l'absence de tels groupes au niveau local, en raison de la pression des autorités religieuses locales, peut poser problème. »

Gina Romero, du Latin American and Caribbean Network for Democracy décrit une tentative menée dans ce sens par la *Religions, Beliefs and Spiritualities Coalition in Latin America* :

« Nous nous sommes efforcés de créer des alliances et de rendre visible l'existence d'acteurs religieux plus progressistes et capables de remettre en question le langage des groupes plus traditionnels et conservateurs. En ce qui concerne la construction d'alliances, j'ai observé deux approches différentes : l'une utilisée par les groupes féministes qui déclarent la guerre aux groupes anti-droits, [...] rejettent toutes les organisations et tous les acteurs anti-droits [et refusent d'être impliqués avec eux] ; l'autre consiste à essayer d'avoir une conversation avec ces acteurs. C'est ce que nous faisons : on travaille à créer un scénario de dialogue et à identifier les acteurs avec lesquels c'est possible de dialoguer. Je recommande cette alternative. Parlez à ceux qui sont différents et rendez visibles les acteurs invisibles qui peuvent offrir un contre-récit […] »

Thilaga Sulathireh souligne également quelques succès dans les récentes tentatives de dialogue avec les groupes confessionnels qui entravent le progrès des droits des personnes LGBTQI :

« Ces dernières années les groupes LGBTQI ont aussi commencé à être plus organisés et à riposter. La coalition d'organisations de défense des droits humains qui a participé au processus de l'EPU a également essayé de dialoguer avec des ONG islamiques et d'accroître la participation des organisations islamiques favorables aux droits humains. Dans le processus de l'EPU elles ont réussi à amener certains groupes à reconnaître la discrimination dont les personnes LGBTQI sont victimes. »

Charles Emma Ofwono décrit les expériences de son organisation concernant le dialogue avec les leaders religieux :

« On a établi des relations [avec ces chefs religieux] pour comprendre leurs perceptions et identifier une situation possible dans laquelle nous gagnerions tous. [...] On travaille avec eux pour développer une lettre pastorale adaptée au type de langue qu'ils utilisent, qui prend des idées et des versets tirés des Écritures et qui couvre également notre programme de plaidoyer, en particulier en ce qui concerne l'accès aux services et aux informations vitales sur services d'éducation sexuelle et de tests du VIH. »

De son côté Anna Mmolai-Chalmers propose un éventail de réponses disponibles pour l'interaction avec les différents religions et autorités religieuses :

> *« [Nous pouvons] Collaborer avec les organisations religieuses mondiales et régionales et veiller à ce que les chefs religieux locaux soient affiliés à celles qui transmettent des messages positifs. S'adresser aux familles et aux parents et leur apprendre comment se protéger contre la persécution et le blâme du fait que leurs enfants sont homosexuels. Établir des groupes de soutien où les personnes LGBTQI apprennent à utiliser la Bible pour défendre leurs communautés, à partir des versets qui parlent de l'amour. Les chefs religieux queers sont des grands messagers d'amour et de tolérance au sein des communautés. On a mobilisé des chefs religieux qui représentent des voix positives pour diffuser des messages d'amour et de soutien. Notre récente affaire de décriminalisation est un bon exemple de la manière dont un pays peut être inclusif et respecter les droits humains tout en restant attaché aux pratiques religieuses.»*

Aussi devons-nous faire attention à ne pas alimenter les préjugés contre les religions lorsque nous répondrons aux actions anti-droits et aux arguments basés sur la foi, remarque vaillamment Thilaga Sulathireh :

> *« Parce qu'il y a une dimension religieuse dans ceci et parce que l'islamophobie est en hausse, nous devons faire attention quand nous parlons de ces questions à ne pas encourager davantage l'islamophobie. Nous devons dialoguer plus sur la façon dont nous abordons les formes d'oppression intersectionnelles et offrir aussi des espaces aux groupes islamiques pour qu'ils participent aux processus qui contribuent à lutter contre l'islamophobie. Nous devons être sensibles à cet aspect en tant que société civile. »*

Outre les religions, nous pouvons aussi nouer des liens insolites avec ceux qui cherchent à convaincre et à recruter des soutiens dans d'autres sphères, notamment les médias, le secteur privé et les partis politiques. Nous pouvons leur demander de s'associer aux initiatives visant à défendre les droits et à résister aux pressions exercées par les groupes anti-droits. Kaspars Zālītis cite un exemple du dialogue avec les partis politiques :

> *« Nous encourageons le débat public sur ces questions en montrant aux partis politiques des exemples de restrictions de droits auxquelles les personnes LGBTQI sont confrontées dans leur quotidien et en leur demandant des solutions politiques pour la création d'un environnement sûr pour les personnes LGBTQI et les autres minorités. Nous considérons que c'est un succès si trois ou quatre partis politiques intègrent des questions LGBTQI ou d'autres questions sur la diversité dans leurs programmes. »*

Gordan Bosanac suggère qu'il est nécessaire de dialoguer avec les partis politiques conservateurs modérés et de les intégrer dans de larges coalitions pour qu'ils ne soient pas entraînés vers la droite par les groupes anti-droits :

> *« Ceci peut sembler contre-intuitif, mais il est très important de donner aux partis conservateurs du monde entier les moyens pour défendre leurs positions et résister aux tentatives de détournement de l'extrême droite. Les progressistes doivent protéger les partis conservateurs contre les attaques extrémistes, sinon ils deviendront des véhicules pour l'ascension au pouvoir de l'extrême droite et à ce moment il sera alors trop tard. »*

Et bien sûr, nous devons essayer de forger des alliances avec les États qui s'inquiéteraient de la montée de groupes anti-droits ou qui seraient ouverts à la persuasion. Cela inclut les États qui reconnaissent leurs luttes

"LE FAIT QUE CERTAINS GROUPES ANTI-DROITS UTILISENT UNE FAUSSE RHETORIQUE FEMINISTE N'EST PAS UNE RAISON D'ABANDONNER LE FEMINISME, MAIS PLUTOT LE CONTRAIRE. NOUS DEVONS INCARNER LA VERSION DU FEMINISME LA PLUS INCLUSIVE ET LA PLUS FIDELE A SES PRINCIPES."

– SAHAR MOAZAMI

contre les groupes anti-droits et ceux qui les tolèrent passivement. Nous devons faire valoir que les États peuvent travailler de concert avec la société civile pour repousser les groupes anti-droits et qu'un espace civique ouvert et favorable est un élément clé de la réponse, car il nous permet de nous rapprocher de la population et de vaincre les discours anti-droits.

Nous pouvons aussi tenter la création de liens insolites avec les forces de l'ordre afin qu'elles puissent reconnaître et agir contre la haine, suggère Martin Pairet :

> *« Le rôle des autorités locales et des institutions publiques, telles que la police, est également essentiel pour garantir le droit à l'égalité de traitement et leur réaction ou inaction face aux discours haineux change tout. Il est donc important que la société civile collabore avec ces agents afin qu'ils soient capables de reconnaître les propos haineux et d'agir à leur encontre. »*

En résumé, en tant que société civile nous devons améliorer notre communication et essayer toute une série de possibilités afin de nouer des liens et de développer le dialogue avec des groupes locaux et nationaux qui pourraient être ouverts à la persuasion et, dans la mesure du possible, avec les États et leurs institutions. Cela n'est pas facile et implique de parler à des personnes avec lesquelles il se peut que nous ne soyons pas d'accord. Cependant, nous ne pouvons pas nous permettre de laisser le champ libre pour que les groupes anti-droits gagnent la bataille.

6. NOUS POUVONS NOUS REAPPROPRIER LE LANGAGE DES DROITS HUMAINS

Bien que nous ayons besoin de tendre la main, d'entamer des dialogues et de trouver un terrain d'entente, nous ne devons pas perdre de vue les droits humains que nous défendons. Dans certains cas, le langage des droits humains a été récupéré par des groupes anti-droits ; nous devons le leur reprendre. Lorsque nous chercherons à nous rapprocher de la population, nous devons démontrer à nouveau pourquoi les droits sont importants, pourquoi ils doivent être universels et pourquoi leur respect profite à tous.

María Angélica Peñas Defago donne un exemple de la terminologie controversée que nous devons contester pour défendre le droit à l'avortement :

> *« Le désaccord sur le sens est fondamental, autant sur les réseaux sociaux que dans d'autres contextes, comme on peut le voir autour du label « pro-vie » que de nombreux groupes anti-droits se sont appropriés. Les groupes de femmes et de personnes LGBTQI travaillant avec les bases recadrent constamment ce label en posant la question suivante : combien vaut ma vie si je n'ai pas accès à un emploi, à la reconnaissance de mon identité, à la*

protection de ma santé ; si la vie qu'on m'offre n'est pas décente ? La société civile progressiste doit revendiquer pour elle-même la défense de la vie, entendue comme une vie digne et pleinement humaine. ».

En fait, ceci suggère qu'il est nécessaire de redéfinir notre image et de reformuler nos concepts ; la revendication du langage des droits doit être courageuse, imaginative et affirmée, plutôt que défensive. Sahar Moazami propose une approche dans ce sens :

« Le fait que certains groupes anti-droits utilisent une fausse rhétorique féministe n'est pas une raison d'abandonner le féminisme, mais plutôt le contraire. Nous devons incarner la version du féminisme la plus inclusive et la plus fidèle à ses principes. Nous ne pouvons accepter qu'ils parlent au nom de nous tous comme ils le prétendent. Nous devons revendiquer le féminisme comme notre espace à nous et rejeter les termes du débat tels qu'ils nous sont proposés. »

Pour nous réapproprier la terminologie, il faudrait reformuler la notion de « famille », étant donné que c'est souvent pour la défendre que les groupes anti-droits passent à l'attaque. Si nous pouvons nous positionner comme les champions d'une idée plus large de la famille et de la parentalité, alors nous aurons une excellente opportunité pour reconquérir l'espace. Gabriela Mendoza Santiago raconte une tentative de ce type au Mexique :

« Notre organisation, Otro Tiempo México, a créé des réseaux comprenant diverses organisations, avec des objectifs différents, mais avec un seul objectif final : le respect, la promotion et la défense des droits humains. Cela a permis la création d'argumentation et de nouveaux langages reprenant le langage d'autres groupes, telles que l'importance de la famille, mais en soulignant l'importance de la diversité familiale et du soutien familial pour les personnes LGBTQI, c'est-à-dire de travailler avec le groupe familial à partir d'une approche plurielle, en démystifiant les préjugés et les idées fausses sur le genre et en ouvrant des espaces où toutes les voix sont entendues […]»

Une riposte courageuse offre l'occasion de remettre les groupes anti-droits sur la défensive et de dénoncer le caractère opportuniste et superficiel de leurs tentatives visant à utiliser le langage des droits, comme l'indique Eliana Cano :

« Nous ne devrions pas nous écarter de nos positions, mais plutôt montrer que l'appropriation du discours des droits humains et de la démocratie par des groupes ultra-conservateurs est aussi superficielle qu'irrespectueuse des principes démocratiques. »

Tout en revendiquant et en reformulant le langage des droits, nous devons également apprendre à parler le langage de la culture, de la tradition et de la foi pour nos propres fins, par exemple, en cherchant dans les textes religieux des arguments en faveur de davantage de droits, en soulignant les aspects des traditions qui sont inclusifs et qui acceptent la diversité, et en mettant en évidence le dynamisme constant de la culture. Dans le cadre de toute réponse nous devons développer une meilleure manière de lutter contre le relativisme culturel concernant les droits et de neutraliser la terminologie mensongère de « l'idéologie du genre ».

7. NOUS POUVONS LUTTER CONTRE LA DESINFORMATION ET LES DISCOURS HAINEUX

Même si nous construisons des alliances, améliorons notre manière de communiquer, créons des liens avec la population et revendiquons le langage des droits humains, nous serons toujours confrontés à une avalanche de désinformation, de théories du complot, de diffamation et de harcèlement sur Internet, ainsi que de discours haineux, notamment sur les réseaux sociaux, contre laquelle nous devrons nous battre. Nous ne pouvons pas simplement ignorer le problème.

Un large consensus s'est dégagé parmi les personnes consultées sur la nécessité de redoubler d'efforts pour contrer la désinformation au moyen d'informations précises. Par exemple, une personne de la RDC ayant répondu à l'enquête souligne la nécessité de vaincre la désinformation sur les droits à l'avortement :

> *« Il faut encore beaucoup faire pour remplacer les fausses rumeurs par des bonnes connaissances. Dans le cas du Protocole de Maputo, que [la RDC] a ratifié et donne droit aux femmes de décider selon l'esprit de la déontologie médicale, dans le contexte de grossesse conçu par viol ou inceste. Les groupes anti-droits se fient aux versets bibliques et racontent des histoires pour imposer ce joug aux femmes, anéantissant toutes les énergies de sensibilisation qu'autonomisent la femme dans la prise des décisions sur son propre corps ».*

Une personne de Mauritanie ayant répondu à l'enquête fait aussi état de la nécessité de défier les faux discours sur le financement de la société civile et suggère une réponse :

> *« [On doit réagir aux accusations] par l'explication et aussi en montrant que les ONG ont généralement des moyens limités et si elles étaient des agents de l'étranger elles seraient riches ; or, ce n'est pas le cas. [Il faut] rendre son travail et ses activités publiques (y compris les fonds et leur provenance). Ce qui ne marche pas c'est de se taire et croire que les gens connaissent la vérité et qu'on n'a pas besoin de donner des explications.»*

Une façon de lutter contre la désinformation est de travailler avec des personnalités publiques dignes de confiance. En Argentine, il est assez fréquent que des médecins luttent contre la désinformation des groupes anti-avortement en partageant leurs témoignages sur les médias, comme dans un cas récent où un médecin a invité des groupes anti-avortement pour qu'ils découvrent la réalité de la vie dans un hôpital qui traite des femmes ayant subi des avortements clandestins. Aux États-Unis, des médecins de renom ont critiqué à maintes reprises l'interdiction de l'avortement après six semaines formulée comme la « loi des battements du cœur du fœtus » puisque inexacte d'un point de vue médicale. Les journalistes indépendants constituent un autre groupe d'alliés clés dans la lutte contre la désinformation.

Cependant, nous ne pouvons pas lutter contre la désinformation et les autres attaques favorisées par Internet à moins d'avoir un dialogue nouveau et urgent avec les géants des réseaux sociaux et de la technologie.

Une prise de conscience accrue du rôle et de la responsabilité des géants des réseaux sociaux dans la propagation de la désinformation et des discours haineux, ainsi que dans l'attisement de la division et des attaques contre les droits qui en découlent pourraient servir à faire pression sur ces entreprises pour qu'elles améliorent leur comportement. La société civile devrait dialoguer avec les entreprises propriétaires de réseaux sociaux et exiger qu'elles adoptent des normes plus strictes en matière d'abus sur les réseaux sociaux, qu'elles suppriment rapidement et systématiquement les messages ne répondant pas aux normes, et qu'elles deviennent plus transparentes sur la façon dont les données recueillies régulièrement sur les utilisateurs et le ciblage publicitaire que cela permet sont utilisés pour attiser la haine et la division. La société civile devrait être consultée sur l'élaboration, l'application et la révision de ces normes.

Il existe des exemples de comportement responsable sur lesquels on peut s'appuyer. Il s'agit notamment d'une initiative récente de prise de position contre le refus de vaccination impliquant Facebook et Instagram. Ces deux plate-formes ont redirigé des personnes cherchant des informations sur les vaccins ou utilisant les mots-dièse pertinents vers des pages mises en place par des organismes de santé publique afin d'empêcher qu'elles ne soient désinformées par d'autres sources.

Photo de Saul Loeb/AFP via Getty Images

Avaaz a utilisé cent silhouettes en carton de Mark Zuckerberg, le PDG de Facebook, pour attirer l'attention sur les centaines de millions de faux comptes qui répandent de la désinformation sur Facebook.

Mais ces mesures sont insuffisantes et une action plus concertée et coordonnée de la société civile par le biais de larges coalitions est nécessaire. Marek Tuszynski suggère que nous devons aller de l'avant dans ce domaine, car d'autres ne le font pas :

> *« Nous ne devrions pas nous attendre à ce que ces entreprises résolvent les problèmes qu'elles ont créés. Elles sont manifestement incapables de résoudre les problèmes qu'elles causent. L'un de ces problèmes est le harcèlement en ligne et la violation des règles. Elles n'ont pas les moyens de balayer certaines activités de ces espaces et, si elles essaient de le faire, elles censureraient tout contenu qui aurait l'air dangereux, même si ce n'est pas le cas, pour ne pas risquer d'être accusées de soutenir des opinions radicales. »*

> *« [...] En ce qui concerne la répression sur Internet et le recours à la surveillance et à la collecte de données pour imposer des restrictions, il y a une absence flagrante de reddition de comptes. Les plate-formes technologiques dépendent de l'autorisation gouvernementale pour fonctionner, de sorte que les plate-formes numériques et les entreprises technologiques réagissent tardivement - si jamais elles le font - aux accusations de surveillance, de propagation de discours haineux, de harcèlement et d'attaques sur Internet, surtout lorsque des gouvernements puissants ou d'autres forces politiques sont impliqués.*
>
> *Ces sociétés ne feront pas ce qui est juste si elles ne sont pas encouragées à le faire. »*

Il est urgent que la société civile prenne l'initiative et établisse des liens avec les entreprises propriétaires des réseaux sociaux. Sinon, on laissera le champ libre aux États pour qu'ils légifèrent sans consultation contre la désinformation et les discours haineux, et nous savons que, lorsque cela se produit, ces lois sont souvent utilisées pour réprimer la société civile et les expressions légitimes de désaccord contre le pouvoir politique. Ces dernières années, nous avons assisté à une avalanche de lois censées combattre les fausses nouvelles mais qui ont été utilisées contre la société civile, comme le remarque Brandi Geurkink :

> *« C'est inquiétant, car nous voyons que des « lois contre les fausses nouvelles » utilisent cette problématique comme excuse pour limiter la liberté d'expression et pour réprimer la contestation, surtout dans des pays où l'espace civique se réduit et où la presse manque de liberté. »*

L'expulsion des réseaux sociaux fonctionne aussi. Des leaders d'opinion anti-droits tels que Stephen Yaxley-Lennon (connu sous le pseudonyme de Tommy

Robinson) au Royaume-Uni et Milo Yiannopoulos aux États-Unis ont été bannis des principaux réseaux sociaux en raison de la forte pression de la société civile. Les deux se sont plaints d'avoir perdu leur public et les revenus qu'ils percevaient grâce à la médiatisation de leur colère. Dans le cadre de notre réponse, nous pouvons donc travailler à dénoncer et à fermer les comptes des leaders d'opinion anti-droits. Kaspars Zālītis évoque l'une de ces initiatives :

> *« Mozaika a dénoncé plus de 200 messages ouvertement homophobes auprès des administrateurs des réseaux sociaux. La plupart d'entre eux ont été retirés et leurs auteurs bloqués temporairement ou définitivement. Nous supprimons les commentaires haineux et demandons à la communauté de nous signaler toute attaque qu'elle subit sur les réseaux sociaux afin que nous puissions faire retirer ces publications. »*

L'élaboration d'une nouvelle approche de vérification des faits pourrait être une autre forme d'action. Nous devons veiller à ce que la vérification des faits de notre propre travail soit impeccable, sinon cela offrirait aux groupes anti-droits une belle occasion de prétendre que nous contribuons à la désinformation. Nous devons aussi élaborer des stratégies pour vérifier les faits et pour réfuter rapidement la désinformation des groupes anti-droits. Marek Tuszynski souligne la nécessité de travailler dans ce domaine :

> *« Nous avons besoin de nouvelles tactiques et normes pour permettre aux groupes de la société civile, aux militants, aux blogueurs et aux journalistes de réagir en vérifiant les informations et en créant des preuves à partir d'informations solides. »*

Les revendications pour une meilleure vérification des faits est l'un des points cruciaux du dialogue avec les géants technologiques, comme le souligne Brandi Geurkink :

> *« Une couverture responsable et des informations factuelles sont essentielles pour que les gens puissent faire des choix éclairés, y compris quand il s'agit de choisir leurs gouvernants. C'est pourquoi il est important de lutter contre la désinformation tout en protégeant la liberté d'expression. Parmi les actions que l'on peut mettre en place pour lutter contre la désinformation, il convient de mentionner la vérification des annonceurs et des faits, ainsi que l'utilisation d'outils de surveillance améliorés pour détecter les logiciels automatisés. Ce sont des actions qui, mises en œuvre correctement, auraient un impact sur ces questions et pas seulement en période électorale.*
>
> *Mais la transparence est l'aspect critique sur lequel les plates-formes ne respectent pas leurs engagements. Il faut une plus grande transparence dans la façon dont certains utilisent des plate-formes comme Facebook et Google pour payer des annonces destinées à manipuler le discours politique. En même temps, nous devons veiller à ce que ces entreprises communiquent sur le fonctionnement de la surveillance des contenus sur les plates-formes et à ce qu'existent des politiques de réhabilitation pour les personnes dont le contenu a été retiré ou supprimé à tort. »*

Pour revendiquer Internet et les médias comme un espace décisif pour un débat raisonné et éviter la perpétuation des discours anti-droits il nous faudra des alliances stratégiques avec des professionnels des médias, des experts en technologie, des entrepreneurs sociaux et des leaders d'opinion ayant un grand public sur les réseaux sociaux, désireux de défendre les droits.

8. NOUS POUVONS MOBILISER DES REPONSES PUBLIQUES MASSIVES

La mobilisation de partisans dans les espaces publics est l'une des

LA MOBILISATION D'UNE NOUVELLE GÉNÉRATION

De nombreuses manifestations récentes et de grande notoriété ont vu de nouvelles générations se forger des parcours militants. Eliana Cano place son espoir dans une jeune génération mobilisée contre la haine :

> *« Ce n'est pas seulement nous. Les nouvelles générations sont mobilisées et beaucoup de personnes qui respectent la liberté et la diversité, et qui défendent les garanties des droits sont en train de gagner du terrain. Il n'y a pas que les trois ou quatre vielles organisations féministes actives à Lima ; il y a aussi les voix et les visages des jeunes organisés au sein des universités, les membres des communautés de diverses régions du Pérou qui pensent de façon critique, refusent les dogmes et réagissent, même d'un ton sarcastique, à ce type de discours et de perspectives. »*

La réalité peut encore nous réserver des surprises à cet égard, ce qui incite à l'optimisme. Dans certains contextes, les indicateurs les plus clairs des croyances et des comportements politiques sont aujourd'hui l'âge et le niveau éducatif. Dans de nombreux contextes, la démographie montre que les jeunes sont plus progressistes, internationalistes et cosmopolites dans leurs perspectives et plus inclusifs et tolérants que les générations précédentes, constituant ainsi un contrepoids à la vague anti-droits. Dans les pays où c'est le cas, cette situation suggère l'existence d'un certain potentiel que l'on peut favoriser. À mesure que les jeunes atteignent l'âge adulte, il nous incombe à nous, en tant que société civile, de travailler avec eux, de contribuer à entretenir et à maintenir des mentalités progressistes, de leur offrir des moyens de s'engager, de les aider à trouver des outils de lutte contre la haine et la division, et de mettre à leur disposition l'espace dans lequel ils pourront devenir les leaders d'une société civile en évolution.

tactiques des groupes anti-droits. Mais vous pouvez avoir l'assurance que partout où il y a une manifestation publique d'un groupe néonazi ou d'extrême droite, une marche de la « fierté hétérosexuelle » ou une manifestation en faveur d'un dirigeant populiste de droite, une contre-manifestation n'est pas loin. Par exemple, en mars 2019, une marche anti-islam à Toronto (Canada) organisée par un groupe d'extrême droite au lendemain des fusillades terroristes de Christchurch n'a attiré qu'une trentaine de manifestants. Ils ont été largement dépassés par les 300 contre-manifestants qui avaient organisé un sit-in pour les empêcher de marcher. En février 2019 s'est déroulée en Bulgarie la manifestation « Non aux nazis dans les rues bulgares » en réponse à une marche qui se tenait le même jour en souvenir d'un célèbre sympathisant nazi. Aux États-Unis, en juin 2019, à Portland dans l'Oregon, une manifestation antifasciste s'est mobilisée afin de contrer une manifestation de nationalistes blancs qui a sombré dans la violence. En septembre 2019, aux États-Unis, une marche pour la « fierté hétérosexuelle » a été complètement éclipsée par l'ampleur de la contre-manifestation. Aujourd'hui nous sommes devenus des experts dans la démonstration publique et en nombre de notre opposition à ces manifestations des groupes anti-droits.

Anna-Carin Hall remarque la participation massive de la population dans la défense des droits en Suède :

> *« Le racisme et la xénophobie ouverts ne sont en aucun cas tolérés par la grande majorité des Suédois. D'ailleurs, plusieurs rassemblements contre le racisme et le mouvement néonazi ont été organisés au niveau local. »*

La mobilisation fonctionne. Gillian Kane donne un exemple de la façon dont les mobilisations publiques ont été utiles pour s'opposer au durcissement des droits à l'avortement en Pologne après la proposition d'une nouvelle loi par une organisation très conservatrice qui avait le soutien de groupes

religieux. Le parti au pouvoir a d'abord soutenu la proposition, mais à la suite de grandes manifestations il s'est détaché de l'initiative :

> *« Il n'y a pas que de mauvaises nouvelles. Les femmes réagissent avec force. La Pologne offre un excellent exemple de femmes qui s'organisent et changent les choses. Fin 2016, des milliers de femmes et d'hommes ont rempli les rues des grandes villes de Varsovie et de Gdansk pour se joindre à la marche « Black Monday » afin de protester contre une proposition de loi interdisant l'avortement. L'interdiction totale n'a pas été adoptée et ça a été une énorme victoire. Et bien sûr, les marches féminines et le mouvement #MeToo sont incroyables et ne connaissent pas les frontières. »*

Teresa Fernández Paredes souligne que les mobilisations sont souvent réactives : nous sommes bons dans la réaction publique et dans la convocation de contre-manifestations lorsque nous sommes menacés. Dans une certaine mesure, le discours a toujours avancé grâce à l'action et la réaction ; ce qui est nouveau, c'est la force et la violence actuelles de la réaction des anti-droits qui exige une réponse soutenue au moins aussi forte :

> *« Ce dont nous avons besoin, c'est de cas qui incitent les gens à se mobiliser, à susciter un débat public et à produire un véritable changement social. En ce sens, je constate des évolutions positives, comme le mouvement #MeToo et la « marée verte » en Argentine. Autrement dit, nous assistons à deux processus opposés : d'une part, les groupes anti-droits se multiplient ; d'autre part, une forte mobilisation autour de ces questions surgit à partir de zéro et avec une composante jeune importante. C'est le cas de la « marée verte », qui a suscité une mobilisation sans précédent alors qu'une proposition pour la légalisation de l'avortement était en cours de discussion au Congrès argentin. Il ne fait aucun doute que les deux processus sont très probablement liés et l'un est conséquence de l'autre.*
>
> *Ces mouvements sociaux sont une bonne raison pour avoir de l'espoir. Face aux tentatives visant à réduire des droits acquis, il y a un mouvement très actif qui rétorque : « c'est un droit acquis, vous ne pouvez pas nous l'enlever ». Il n'y a pas de retour en arrière : dans l'avenir, ils ne pourront pas restreindre les droits, ils ne pourront que les accroître. »*

Alors, la question sera de savoir comment nous pourrons étendre cette dynamique de mobilisations, en tirer profit et la maintenir. Nous devrons également nous demander quelles leçons tirer des grandes mobilisations récentes qui ont été créatives et ont changé les programmes politiques, notamment le mouvement #MeToo, les marches des fiertés dans le monde entier et les mobilisations pour la justice climatique.

Bien sûr, nous pouvons toujours faire davantage pour soutenir et favoriser les mobilisations. Si nous collaborons et communiquons mieux en démontrant notre valeur unique en tant que société civile distincte des groupes anti-droits et en nous connectant mieux aux motivations des gens, nous pourrons nous mobiliser en plus grand nombre et avec plus de force. Uma Mishra-Newbery appelle à une mobilisation accrue :

> *« Il nous faut des personnes qui s'engagent avec les bases. Les gens ne peuvent rester à l'écart lorsqu'on leur enlève leurs droits Si votre gouvernement vous enlève vos droits, vous devez réagir avant qu'il ne soit trop tard. Si vous vivez dans une démocratie libre et stable, vous avez le devoir d'utiliser votre voix et de parler des violations des droits humains qui se produisent ailleurs dans le monde entier. Ce travail exige la participation de tous. »*

DE NOUVEAUX CONSEILS POUR MAINTENIR LE POUVOIR CONTESTATAIRE

Pour plus de conseils sur les stratégies pour organiser et – notamment – soutenir les manifestations, consultez la nouvelle boîte à outils Protest Resilience Toolkit de CIVICUS publiée en 2019.

9. NOUS POUVONS NOUS ENGAGER DAVANTAGE DANS LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

Il est évident que la lutte contre les droits se livre de plus en plus sur la scène internationale et cela exige donc une réponse accrue de la société civile dans les arènes internationales.

Les espaces internationaux, notamment ceux de l'ONU, sont fortement contestés, mais offrent encore la possibilité pour la société civile d'amener

Les forums internationaux peuvent offrir des opportunités intéressantes pour la réponse de la société civile.

Des personnes manifestent contre l'islamophobie près de la Gare du Nord à Paris, France, le 10 novembre 2019.

Photo de Mustafa Yalcin/Anadolu Agency via Getty Images

les États à respecter leurs engagements en matière de droits humains et, ce faisant, de les exhorter à faire davantage pour répondre aux groupes anti-droits. Les probabilités de réussite seront meilleures si les différents groupes de la société civile sont en mesure de travailler ensemble pour entreprendre une action collective et combiner les revendications et les campagnes. La coopération internationale et la mobilisation de la solidarité internationale doivent aller de pair avec l'engagement dans les arènes internationales. Dans ce cadre, il faudra faire entendre de nouvelles voix dans les espaces internationaux et encourager la participation de divers groupes luttant contre la vague anti-droits au niveau national, démarche préconisée par Thilaga Sulathireh :

> *« Nous devons nous assurer qu'il y a de la diversité dans la représentation devant les instances internationales. Il nous faut une solidarité mondiale pour repousser les atteintes aux droits. »*

Ilaria Paolazzi donne un exemple d'une intervention constructive et réussie au niveau international sur les droits de l'enfant ayant empêché les groupes anti-droits d'obtenir des gains importants :

> *« Nous avons beaucoup travaillé en 2014, lorsque le Conseil des droits humains des Nations unies a adopté une résolution sur la protection de la famille. De nombreuses initiatives autour de ce texte visaient l'introduction de l'idée que la famille, entendue comme la famille nucléaire, a des droits en tant qu'unité, sans reconnaître les droits des membres individuels de la famille, tels que les enfants, les différentes formes de famille, ni la responsabilité des États dans la protection des droits des individus et son obligation d'intervention, le cas échéant. Child Rights Connect a coordonné les actions revendicatives afin d'offrir aux États une autre approche plus consensuelle qui a permis de trouver des compromis constructifs lors de la négociation de la résolution et de réaffirmer les droits de l'enfant lors des discussions sur la protection de la famille. »*

Les processus de l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme pourraient aussi être l'occasion d'intensifier notre action. Bien que les processus puissent être contestés par des groupes anti-droits, au moins certains États semblent prendre au sérieux les recommandations de l'Examen périodique universel (EPU). T King Oey, par exemple, rapporte que la communauté LGBTQI en Indonésie a trouvé certains avantages potentiels découlant des processus de l'EPU :

> *« Lors de la session de l'EPU de 2017, de nombreux rapports parallèles ont souligné que la situation des personnes LGBTQI était grave. Il y a eu beaucoup de critiques. L'attitude habituelle du gouvernement indonésien consiste à invoquer le conservatisme social, mais cette fois*

il a été contraint de reconnaître la nécessité de prendre des mesures et il s'est engagé à dialoguer avec la communauté LGBTQI. Il s'agissait d'une concession obtenue grâce à la pression internationale. »

Si nous voulons nous engager dans ces espaces, nous devons exhorter les institutions internationales à mieux les gérer. L'essor récent des groupes anti-droits, notamment au sein du Conseil des droits de l'homme, de la Commission de la condition de la femme et de l'OEA, a en partie pris par surprise les institutions internationales, mais ces dernières ont rendu possible cet essor. Cette situation a révélé que les institutions internationales avaient des règles et des procédures qui ne sont pas adaptées à leurs besoins et susceptibles d'être manipulées par des groupes anti-droits et des dirigeants politiques partageant leurs vues. Ce constat doit s'inscrire dans une campagne plus large en faveur d'une réforme démocratique multilatérale et d'un nouvel argumentaire transnational en faveur des droits humains.

10. NOUS POUVONS DEMASQUER LES GROUPES ANTI-DROITS

Si nous mettons les groupes anti-droits à l'épreuve, nous pourrons provoquer chez eux une réaction qui montrera leur côté le plus laid. Eliana Cano suggère qu'il en faut peu pour provoquer une réaction agressive :

« Comme cela s'est produit récemment avec la campagne « Ne touche pas à mes enfants », leur discours devient très agressif chaque fois qu'ils se sentent coincés. Ils semblent désespérés, car au fond ils ne font que réagir contre des droits nouvellement acquis. »

Une manière dont nous pouvons récupérer l'espace consiste donc à dévoiler la nature extrémiste et profondément anti-droits de ces groupes qui prétendent défendre des droits particuliers, comme le suggère Gordan Bosanac :

« La première chose serait de démasquer ces groupes, de montrer aux gens qui ils sont vraiment. Nous devons révéler qui ils sont : des fondamentalistes religieux, des néo-nazis, etc., parce qu'ils cachent leurs vrais visages. Selon le contexte local, parfois ils ne sont même pas fiers d'admettre qu'ils sont liés à l'Église. Une fois que ces liens sont révélés, beaucoup de gens s'en méfient. »

Les groupes anti-droits restent souvent très opaques quant à leurs sources de financement, ce qui représente une vulnérabilité que nous pourrions exploiter. Il reste encore beaucoup à faire pour dévoiler leurs réseaux de connexions, en particulier les liens internationaux sur lesquels les groupes anti-droits s'appuient ; cela peut compromettre leurs prétendus liens authentiques avec leurs bases. Gordan Bosanac reconnaît cette possibilité et suggère :

« [Nous pourrions] révéler toutes les traces sales de leur argent et espérer que les gens vont réagir... »

Uma Mishra-Newbery se joint à cet appel :

« Nous devons examiner le réseau d'intérêts qui soutient l'activité de ces groupes dans ces espaces, car beaucoup d'intérêts politiques et financiers favorisent leur présence au sein de l'ONU et de la Commission de la condition de la femme. »

Des recherches plus approfondies sont actuellement en cours sur ce sujet, notamment sur le rôle des groupes évangéliques basés aux États-Unis, leur financement et leur influence internationale. La société civile pourrait travailler en collaboration avec les journalistes d'investigation pour faire avancer ces recherches. Nous pourrions également militer auprès des institutions financières pour qu'elles soient plus transparentes sur les financements des groupes anti-droits.Accueillir ou rejeter ?

CREDITS

ENTRETIENS

Chip Berlet, Research for Progress: 'Conspiracy theories: when social trust has been eroded, people don't know what to believe', 30 septembre 2019

Martyna Bogaczyk, Education for Democracy Foundation: 'We are increasingly seeing the dark side of civil society', 1er juillet 2018

Gordan Bosanac, Centre for Peace Studies: 'Anti-rights groups: they don't think human rights are universal, or they don't view all people as equally human', 19 septembre 2019

Eliana Cano, Católicas por el Derecho a Decidir: 'Perú: La corriente ultraconservadora está afectando la vida democrática y los derechos fundamentales', 11 juillet 2019

Edurne Cárdenas, Centro de Estudios Legales y Sociales: 'Argentina: El cambio es inevitable, es solo una cuestión de tiempo', 11 janvier 2019

Diana Cariboni, Noticias Uruguay y Open Democracy: 'Grupos anti-derechos: su verdadero objetivo es eliminar todas las políticas de género del Estado', 14 octobre 2019

María Ysabel Cedano, DEMUS - Estudio para la Defensa de los Derechos de la Mujer: 'La defensa de los derechos sexuales y reproductivos de las mujeres en el Perú: una lucha arriesgada contra enemigos poderosos', 4 mai 2017

Aklima Ferdows, Centre for Social Activism: 'Bangladesh: out of fear, people are being silent', 20 novembre 2019

Teresa Fernández Paredes, Women's Link: 'Derechos de las mujeres: Los grupos anti-derechos buscan arrebatarnos derechos adquiridos', 9 juillet 2019

Funcionarios de la ONU, anónimos: 'United Nations: anti-rights groups come in under the pretence of speaking about human rights', 27 août 2019

Sara García Gross, Agrupación Ciudadana por la Despenalización del Aborto Terapéutico, Ético y Eugenésico: 'El Salvador es uno de los pocos países que aún no han decidido que la vida de las mujeres importa', 27 juin 2017

Dumiso Gatsha, Success Capital Organisation: 'Botswana: anti-rights groups are emerging in reaction to progressive gains', 15 août 2019

Brandi Geurkink, Mozilla Foundation: 'Hate speech: the fact that this is how online platforms are supposed to work is a big part of the problem', 16 septembre 2019

Yared Hailemariam, Association for Human Rights in Ethiopia: 'Ethiopia: civil society can play a key role in overcoming divisions', 25 septembre 2019

Anna-Carin Hall, Kvinna till Kvinna: 'Sweden: Swedish civil society needs to defend democracy at the grassroots level on a daily basis', 18 septembre 2018

Evan Jones, Asia Pacific Refugee Rights Network: 'Refugee rights: it's about finding ways to make refugee voices stronger', 28 août 2019

Gillian Kane, Ipas: 'Threats to women's and LGBTI rights are threats to democracy; any retrogression is unacceptable', 15 décembre 2017

Linda Kavanagh, Abortion Rights Campaign: 'People have power, even if they don't usually feel like they do', 13 juillet 2018

Nik Kowsar, caricaturista y periodista: 'Iran: political humour as a tool against authoritarian regimes', 2 août 2018

Horace Levy, Jamaicans for Justice: 'The government is in fact listening to civil society, just not to the progressive side of it', 25 octobre 2017

Lynnette Micheni, PAWA 254: 'Civil society needs a compelling counter-narrative', 23 juillet 2018

Uma Mishra-Newbery, Women's March Global: 'People cannot stay on the sidelines when their rights are being taken away', 27 juin 2019

Sahar Moazami, OutRight Action International: 'In response to anti-rights narratives, we need to support one another in all of our diversity', 10 juillet 2019

Giada Negri, European Civic Forum: 'Anti-rights groups: they want to stop us because we do make a difference', 9 septembre 2019

Thang Nguyen, Boat People SOS: 'Vietnam: the government is using non-state actors against minority religions', 10 septembre 2019

Alessandra Nilo, GESTOS – HIV and AIDS, Communication and Gender: 'HIV/AIDS: We need a global civil society movement that stands together for all rights', 14 août 2019

Martin Pairet, European Alternatives: 'Migrants' rights: hate speech is driven by unequal power relations and negative stereotypes', 26 septembre 2019

T King Oey, Arus Pelangi: 'LGBTQI rights: there is an ongoing desire among many to more closely regulate morality', 12 août 2019

María Angélica Peñas Defago, Universidad Nacional de Córdoba / Global Philanthropy Project: 'La sociedad civil progresista debe reclamar para sí la defensa de la vida', 26 juillet 2019

Héctor Pujols, Coordinadora Nacional de Inmigrantes Chile: 'Chile: Los grupos anti-derechos se fortalecen cuando su discurso es expresado desde el gobierno', 28 août 2019

René Rouwette, Kompass: 'Dutch citizens feel a major disconnect from politics', 10 novembre 2017

Dariele Santos, Alinha: 'Brasil: La discriminación y el discurso de odio se están normalizando', 4 septembre 2019

Mieke Schuurman e Ilaria Paolazzi, Eurochild y Child Rights Connect: 'Child rights: anti-child rights groups are making up stories to convince the public', 11 novembre 2019

Thilaga Sulathireh, Justice for Sisters: 'Malaysia: we need global solidarity to push back on attacks on rights', 20 novembre 2019

Nay Lin Tun, Center for Social Integrity: 'Myanmar: the government needs to open the doors', 17 septembre 2019

Marek Tuszynski, Tactical Tech: 'Online civic space: we shouldn't expect tech giants to solve the problems that they have created', 12 juillet 2019

Saleem Vaillancourt, Paint the Change: 'Human rights: people have a great desire for positive stories', 23 septembre 2019

Kaspars Zālītis, Mozaika: 'Latvia: faced with hatred, we focus on delivering a human rights message', 4 septembre 2018

DIALOGUES

Brésil: Pacto pela Democracia, San Pablo, 30 juillet 2019

Colombie: Red Latinoamericana y del Caribe para la Democracia y Grupo de Estudios Multidisciplinarios sobre Religión e Incidencia Pública, Medellín, 26 juin 2019

Costa Rica: La Doble Tracción, Instituto Centroamericano de Gobernabilidad y Asociación de Estudiantes de Derecho de la Universidad de Costa Rica, San Pedro de Montes de Oca, 3 juin 2019

Etats-Unis: Plan International et Open Gov Hub, Washington DC, 1er août 2019

Kenya: CIVICUS, Nairobi, 17 juillet 2019

Malawi: Revolution Human Aid and Transparency Initiative, Ciudad de Mzuzu, 24 juillet 2019

Mexique: Otro Tiempo México, Ciudad de México, 24 juin 2019

Nigeria: Grassroot Development Support and Rural Enlightenment Initiative, Asaba, Delta, 26 juillet 2019

RDC: Ligue pour la Solidarité Congolaise, Nord Kivu, 15 et 31 juillet 2019

Tanzanie: TATU Project y Sorbonne pour L'Organisation des Nations Unis, Msitu wa Tembo, 9 au 11 juillet 2019

CIVICUS

Equipe de rédaction et de recherche: Andrew Firmin, Inés M. Pousadela, Mandeep Tiwana

Equipe de communication: Kgalalelo Gaebee, Thapelo Masiwa, Lerato Pagiwa, Silvia Puerto Aboy, Matthew Reading Smith, Deborah Walter

Equipe de traduction: Walter Leiva (Spanish), Yanira Santana Morales (French)

Equipe de CIVICUS: Amal Atrakouti, Josef Benedict, Clara Bosco, Marina Cherbonnier, Tor Hodenfield, Jeff Huffines, David Kode, Nic Mackay, Elisa Novoa, Dominic Perera, Kesaobaka Pharatlhatlhe, Lyndal Rowlands, Natalia Seoane, Ine Van Severen, Nora Sicard, Hannah Wheatley, Susan Wilding

Designers: Rizelle Stander Hartmeier, Robin Yule

CONTACTEZ-NOUS

civicus.org info@civicus.org /CIVICUS @CIVICUSalliance

AFRIQUE DU SUD
25 Owl Street, 6th Floor
Johannesburg,
Afrique du Sud,
2092
Tel: +27 (0)11 833 5959
Fax: +27 (0)11 833 7997

SUISSE
11 Avenue de la Paix
Genève
Suisse
CH-1202
Tel: +41 (0)22 733 3435

ÉTATS-UNIS
205 East 42nd Street, 17th Floor
New York, New York
États-Unis
10017